



Council of the
European Union

Brussels, 8 July 2021
(OR. en)

10649/21

LIMITE

**EPPO 34
COPEN 318
JAI 859
FIN 588
GAF 46
CSC 277**

NOTE

From: General Secretariat of the Council
To: Delegations
Subject: Notifications in relation to Article 117 of the EPPO Regulation

Delegations will find attached the compilation of the above-mentioned notifications.

**Compilation of Member States contributions: notifications under Article 117 of
the EPPO Regulation**

Table of Contents

BELGIUM	3
BULGARIA	76
CZECH REPUBLIC	81
CYPRUS	111
FINLAND	112
FRANCE	115
GERMANY	118
ITALY	125
NETHERLANDS.....	129
PORTUGAL	132
ROMANIA.....	135
SLOVENIA.....	153
SPAIN	157

* This table has been prepared on the basis of the information provided by the Member States which participate in the EPPO cooperation. It cannot be excluded that other notifications have been submitted in the meantime. A revised table will be drafted, as appropriate.

BELGIUM

Notification du Royaume de Belgique en vertu de l'article 117 du règlement (UE) 2017/1939 du Conseil du 12 octobre 2017 mettant en œuvre une coopération renforcée concernant la création du Parquet européen

La notification qui suit est composée de quatre parties.

La partie I contient les dispositions légales nationales de mise en œuvre du règlement adoptées au travers de la loi du 5 mai 2019 et de la loi du 17 février 2021, lesquelles ont amendé le Code judiciaire, le Code d'Instruction criminelle, la loi du 15 juin 1935 concernant l'emploi des langues en matière judiciaire et la législation douanière, ainsi qu'à travers l'arrêté royal du 18 avril 2021.

La partie II contient les dispositions de droit pénal matériel applicables aux infractions définies dans la directive (UE) 2017/1371 (dite directive PIF).

La partie III contient les dispositions relatives aux mesures d'enquête et les autres dispositions pertinentes de droit procédural.

La partie IV contient un tableau présentant les autorités nationales compétentes pour la mise en œuvre du règlement.

I. Dispositions légales nationales de mise en œuvre du règlement

A. Code judiciaire

Article 79, alinéa 6 inséré par la loi du 17 février 2021 portant des dispositions diverses en matière de justice, Moniteur belge le 24 février 2021, En vigueur : le 24 février 2021

Sur l'avis du procureur général du ressort de cour d'appel, le premier président désigne, dans le ressort des cours d'appel d'Anvers, de Mons et de Gand, parmi les juges d'instruction, un juge d'instruction, dans le ressort de la cour d'appel de Bruxelles, un juge d'instruction francophone et un juge d'instruction néerlandophone et, dans le ressort de la cour d'appel de Liège, un juge d'instruction et un juge d'instruction justifiant de la connaissance de la langue allemande.

Ces juges d'instruction doivent disposer d'une expérience utile pour l'instruction des infractions pour lesquelles le Parquet européen est compétent. Cette désignation n'a aucune incidence sur leur statut, ni sur leur affectation. En vertu de cette désignation, ils traitent prioritairement les dossiers dont ils sont saisis par le procureur européen et les procureurs européens délégués désignés conformément à l'article 309/2.

Article 156/1, inséré par la loi du 17 février 2021 précitée

§ 1er. Le procureur européen et les procureurs européens délégués désignés conformément à l'article 309/2 sont compétents sur l'ensemble du territoire du Royaume pour exercer l'action publique pour les infractions portant atteinte aux intérêts financiers de l'Union européenne conformément aux articles 4, 22 et 23 du Règlement (UE) 2017/1939 du Conseil du 12 octobre 2017 mettant en œuvre une coopération renforcée concernant la création du Parquet européen.

§ 2. Lorsqu'ils exercent leur compétence dans les cas et selon les modalités déterminées par la loi et le même Règlement (UE) 2017/1939, le procureur européen et les procureurs européens délégués exercent toutes les fonctions du ministère public dans les affaires pénales près les cours d'appel, les cours d'assises et les tribunaux de première instance.

§ 3. Le procureur du Roi, le procureur général ou le procureur fédéral informe sans retard indu les procureurs européens délégués lorsqu'il est saisi d'une infraction visée au paragraphe 1er selon les modalités déterminées dans une circulaire du Collège des procureurs généraux.

§ 4. Dans les cas visés au paragraphe 3, les procureurs européens délégués décident s'ils exercent l'action publique eux-mêmes.

Conformément à l'article 25, paragraphe 6, du même Règlement (UE) 2017/1939 et sans préjudice des autres dispositions de ce règlement, si le procureur du Roi, le procureur général ou le procureur fédéral souhaite contester la décision des procureurs européens délégués d'exercer eux-mêmes l'action publique, il saisit le Collège des procureurs généraux qui décide, après concertation avec les procureurs européens délégués et le procureur du Roi ou le procureur général concerné ou le procureur fédéral, qui est compétent pour instruire l'affaire. La décision du Collège des procureurs généraux n'est susceptible d'aucun recours.

Aucune nullité ne peut être invoquée en ce qui concerne la répartition de compétence, quant à l'exercice de l'action publique, entre le procureur du Roi ou le procureur général ou le procureur fédéral, d'une part, et les procureurs européens délégués, d'autre part.

Le Collège des procureurs généraux est admis à saisir la Cour de Justice par question préjudicielle conformément à l'article 42, paragraphe 2, c), du même Règlement (UE) 2017/1939.

Article 309/2, inséré par la loi du 5 mai 2019 portant des dispositions diverses en matière pénale et en matière de cultes, et modifiant la loi du 28 mai 2002 relative à l'euthanasie et le Code pénal social, Moniteur belge le 24 mai 2019, en vigueur : 24 mai 2019, et modifié par la loi du 17 février 2021 précitée.

§ 1er. Des magistrats peuvent accomplir les missions de chef du Parquet européen, de procureur européen et de procureur européen délégué conformément aux conditions prévues dans le règlement 2017/1939 du Conseil du 12 octobre 2017 mettant en œuvre une coopération renforcée concernant la création du Parquet européen.

§ 2. Le ministre ayant la Justice dans ses attributions désigne trois magistrats qui sont présentés en vue d'accomplir la mission de procureur européen, prévue à l'article 16, paragraphe 1er, du règlement cité au paragraphe 1er.

Pour pouvoir être présenté en qualité de procureur européen, le candidat doit, au moment de la désignation :

1° exercer les fonctions de magistrat et avoir exercé, au cours des quinze dernières années, pendant au moins dix ans la fonction de magistrat du ministère public;

2° être porteur d'un certificat visé à l'article 43quinquies, § 1er, alinéa 3, de la loi du 15 juin 1935 concernant l'emploi des langues en matière judiciaire, prouvant la connaissance de la langue autre que celle de son doctorat, sa licence ou son master en droit.

§ 3. Le ministre qui a la Justice dans ses attributions désigne au moins un magistrat du rôle linguistique néerlandophone et un magistrat du rôle linguistique francophone qui sont présentés en vue d'accomplir les missions de procureur européen délégué, prévues à l'article 17, paragraphe 1er, du règlement cité au paragraphe 1er.

Pour pouvoir être présenté en qualité de procureur européen délégué, le candidat doit, au moment de la désignation, exercer les fonctions de magistrat et avoir exercé, au cours des dix dernières années, pendant au moins cinq ans la fonction de magistrat du ministère public.

§ 4. Le ministre qui a la Justice dans ses attributions ne peut désigner les candidats visés aux paragraphes 2 et 3 qu'après avoir recueilli l'avis commun du Collège des procureurs généraux et du procureur fédéral. Ils peuvent entendre les candidats à cet effet.

L'appel publié dans le Moniteur belge mentionne la manière dont les candidatures sont introduites.

§ 5. Les missions sont exercées à temps plein.

L'article 323bis s'applique.

Pendant leur mission, les magistrats ne sont pas soumis aux dispositions de la partie II, livre II, titre V.

§ 6. Les procureurs européens délégués disposent d'un secrétariat dont la composition, les modalités de fonctionnement, le statut, la situation juridique et le traitement des membres du personnel concernés sont fixées par le Roi.

Article 873

Le tribunal ou le juge à qui est adressé une commission rogatoire est tenu de la faire exécuter.

Toutefois et à moins que les conventions internationales n'en disposent autrement, l'exécution des commissions rogatoires émanant des autorités judiciaires étrangères ne peut avoir lieu qu'après avoir été autorisée par le ministre de la Justice. L'autorisation préalable du ministre de la Justice n'est pas requise lorsque la commission rogatoire est exécutée par le procureur européen ou les procureurs européens délégués désignés conformément à l'article 309/2 [insertion apportée par la loi du 17 février 2021 précitée].

Le tribunal de première instance, le tribunal du travail ou le tribunal de l'entreprise commis rogatoirement peut désigner un juge d'un degré égal ou inférieur.

B. Arrêté royal du 18 avril 2021 portant exécution de l'article 309/2, § 6, du Code judiciaire
(Moniteur belge le 22 avril 2021, en vigueur le 2 mai 2021)

Article 1er

Le cadre du personnel du secrétariat des procureurs européens délégués est fixé comme suit :

- minimum 2 secrétaires, de niveau B;
- maximum 4 secrétaires, de niveau B.

Le secrétariat compte autant de membres de personnel francophones que néerlandophones.

Les membres du personnel exercent leurs fonctions sous l'autorité et la direction des procureurs européens délégués.

En cas d'empêchement temporaire d'un secrétaire, le procureur général près la Cour d'appel de Bruxelles peut, à la demande d'un procureur européen délégué et sur avis du secrétaire en chef et du magistrat-chef de corps, désigner un membre du personnel de niveau B d'un secrétariat de parquet situé dans le ressort de Bruxelles pour la durée de l'empêchement et avec son consentement, afin de remplacer le secrétaire empêché du même rôle linguistique. Cette désignation n'a aucune incidence sur le statut du membre du personnel désigné.

Article 2

Les vacances d'emploi accompagnées de la description de fonction et du profil de compétence sont annoncées par un avis publié au Moniteur belge. Cet avis invite les candidats à faire valoir leurs titres et mérites, fixe le délai pour le dépôt des candidatures et désigne l'autorité auprès de laquelle ces candidatures doivent être introduites.

Les membres du personnel sont désignés, sur la proposition des procureurs européens délégués, par le ministre qui a la Justice dans ses attributions, de préférence parmi les membres du personnel judiciaire, pour un terme renouvelable de cinq ans.

Pour pouvoir être désigné, le candidat doit:

- a) être porteur d'un diplôme ou d'un certificat d'études en rapport avec le niveau à conférer, ou
- b) être revêtu d'un grade du niveau à conférer.

Le candidat doit posséder une expérience professionnelle d'au moins un an dans un secrétariat de parquet.

Le ministre qui a la Justice dans ses attributions peut conclure des contrats de travail.

Article 3

Les membres du personnel prêtent le serment prescrit par le décret du 20 juillet 1831, entre les mains d'un des procureurs européens délégués.

Article 4

Les membres du personnel sont soumis au régime de rémunération du personnel administratif des services qui assistent le pouvoir judiciaire, y compris aux règles régissant les allocations, les primes et les indemnités.

Sans préjudice des articles 330bis, alinéa 2, et 330ter, § 4, du Code judiciaire, le membre du personnel désigné au niveau B bénéficie de l'échelle de traitement visée à l'article 372 du Code judiciaire.

Les membres du personnel perçoivent un supplément de traitement de 2221,91 euros. Le régime de mobilité applicable aux traitements du personnel des services publics s'applique également à ce supplément. Il est lié à l'évolution de l'indice pivot 138,01.

Article 5

La période de désignation est assimilée à une période d'activité de service durant laquelle le membre du personnel maintient ses droits à la promotion et à l'avancement dans son échelle de traitement.

Article 6

L'arrêté royal du 16 mars 2001 relatif aux congés et aux absences accordés à certains membres du personnel des services qui assistent le pouvoir judiciaire est d'application aux membres du personnel, à l'exception des dispositions concernant:

- a) le congé pendant la durée d'un stage ou d'une période d'essai et pendant une campagne électorale;
- b) le congé pour interruption de la carrière professionnelle, à l'exception du congé pour soins palliatifs, du congé pour l'assistance ou l'octroi de soins à un membre de son ménage ou à un membre de sa famille jusqu'au deuxième degré qui souffre d'une maladie grave et du congé pour l'assistance ou les soins à un enfant mineur pendant ou juste après l'hospitalisation de l'enfant des suites d'une maladie grave et du congé parental;
- c) l'absence de longue durée pour raisons personnelles;
- d) les prestations réduites pour convenance personnelle;
- e) la semaine de quatre jours avec prime;

- f) la semaine de quatre jours sans prime;
- g) le travail à mi-temps à partir de 50 ou 55 ans.

Article 7

Sans préjudice de l'article 1er, alinéa 3, les membres du personnel désignés parmi le personnel statutaire de l'ordre judiciaire, restent soumis aux règles du régime disciplinaire applicable dans leur service d'origine. En cas de procédure disciplinaire, le procureur européen délégué du rôle linguistique de l'intéressé est entendu par les autorités disciplinaires compétentes.

Article 8

Les membres du personnel sont soumis aux dispositions en lien avec l'évaluation prévues par le Code judiciaire et l'arrêté royal du 27 mai 2014 relatif à l'évaluation des membres du personnel de l'ordre judiciaire, le procureur européen délégué du même rôle linguistique étant le supérieur hiérarchique et les fonctions du magistrat-chef de corps étant exercées par le procureur européen.

Article 9

L'arrêté royal du 18 novembre 2015 relatif à l'assistance en justice du personnel judiciaire, des magistrats, ainsi que des stagiaires judiciaires et à l'indemnisation des dommages aux biens encourus par eux, est applicable aux membres du personnel.

Article 10

Le membre du personnel qui se trouve dans un lien statutaire dans son service d'origine peut être remplacé dans son emploi d'origine.

Article 11

Le ministre qui a la Justice dans ses attributions peut mettre fin à la désignation :

- a) à la demande du membre du personnel concerné moyennant un préavis d'un mois donné par le membre du personnel ;
- b) à la demande d'un procureur européen délégué.

Si la demande est formulée par un procureur européen délégué, celui-ci rédige préalablement un rapport motivé qui est notifié au membre du personnel par envoi recommandé.

Le membre du personnel est entendu sur ce rapport par le ministre qui a la Justice dans ses attributions ou son délégué, dans le mois de la notification. Il peut se faire assister par la personne de son choix.

La décision définitive est formulée par écrit et notifiée à la personne concernée par envoi recommandé dans les dix jours de l'audition.

Article 12

Le ministre qui a la Justice dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

C. Code d'Instruction criminelle

CHAPITRE IVter. Du procureur européen et des procureurs européens délégués, *inséré par la loi du 17 février 2021 précitée.*

Article 47quaterdecies

Dans l'exercice de leurs compétences, telles que prévues à l'article 156/1 du Code judiciaire, le procureur européen et les procureurs européens délégués désignés conformément à l'article 309/2 du même Code disposent de tous les pouvoirs que la loi confère au procureur du Roi. Dans le cadre de ceux-ci, ils peuvent procéder ou faire procéder à tous actes d'information ou d'instruction relevant de leurs attributions sur l'ensemble du territoire du Royaume, de même qu'exercer l'action publique.

Lorsqu'ils exercent leurs compétences, ce procureur européen et ces procureurs européens délégués pourront exclusivement saisir les juges d'instruction spécialisés visés à l'article 79, alinéa 6, du même Code pour connaître des infractions visées à l'article 156/1, § 1er, du même Code.

Article 47quindecies

Lorsqu'un service de police ne peut donner les effectifs et les moyens nécessaires au procureur européen ou aux procureurs européens délégués désignés conformément à l'article 309/2 du Code judiciaire ou au juge d'instruction visé à l'article 79, alinéa 6, du même Code saisi d'une enquête pénale par ceux-ci, il en informe le procureur général territorialement compétent. Si le procureur général ne trouve pas de solution pour remédier au manque d'effectifs et de moyens, il saisit le Collège des procureurs généraux qui, après concertation avec le directeur général de la police judiciaire et après concertation avec le procureur européen ou les procureurs européens délégués, décide quelle réquisition est exécutée prioritairement.

Article 62bis

Sont également compétents le juge d'instruction du lieu du crime ou délit, celui de la résidence du prévenu [celui du siège social de la personne morale, celui du siège d'exploitation de la personne morale] et celui du lieu où le prévenu pourra être trouvé.

Le juge d'instruction, saisi d'une infraction dans les limites de cette compétence, peut procéder ou faire procéder hors de son arrondissement à tous actes de police judiciaire, d'information ou d'instruction relevant de ses attributions. Il en avise le procureur du Roi de l'arrondissement dans lequel l'acte doit être accompli.

En temps de paix, lorsqu'il est saisi de faits commis à l'étranger qui peuvent être poursuivis en Belgique en vertu de l'article 10bis du titre préliminaire du présent Code, le juge d'instruction exerce toutes ses attributions comme si les faits avaient été commis sur le territoire du Royaume. Dans ce cas, lorsque le prévenu n'a pas de résidence en Belgique, les juges d'instruction du tribunal de première instance de Bruxelles sont compétents.

Les juges d'instruction spécialisés pour connaître des infractions visées aux articles 137 à 141 du Code pénal sont compétents pour connaître des faits dont ils sont saisis par le doyen de ces juges d'instruction, lorsque le procureur fédéral a transmis un dossier conformément à l'article 47duodecies, § 3, indépendamment du lieu de l'infraction, du lieu de résidence de l'auteur présumé ou du lieu où celui-ci pourra être trouvé.

Ils exercent dans ce cas leurs attributions sur toute l'étendue du territoire du Royaume.

En cas d'empêchement légal, ils peuvent être remplacés par les juges d'instruction du tribunal de première instance dont ils font partie.

Les juges d'instruction spécialisés visés à l'article 79, alinéa 6, du Code judiciaire sont compétents pour connaître des faits dont ils sont saisis conformément à l'article 47quaterdecies, alinéa 2, par le procureur européen ou les procureurs européens délégués désignés conformément à l'article 309/2 du Code judiciaire. En cas d'empêchement légal, ils peuvent être remplacés par les juges d'instruction du tribunal de première instance dont ils font partie. [insertion apportée par la loi du 17 février 2021 précitée]

D. Loi du 15 juin 1935 concernant l'emploi des langues en matière judiciaire

Article 12

Les officiers du ministère public et le juge d'instruction pour leurs actes de poursuite et d'instruction font usage de la langue prévue en matière répressive pour le tribunal près duquel ils sont établis.

Le procureur fédéral et les magistrats fédéraux, le procureur européen et les procureurs européens délégués visés à l'article 309/2 du Code judiciaire, pour leurs actes d'instruction et de poursuite, font usage de la langue prévue en matière pénale devant le tribunal devant lequel ils exercent l'action publique et, dans le cas visé à l'article 47duodecies, § 2, du Code d'instruction criminelle, de la langue selon les nécessités de l'affaire, et ce quelle que soit la langue du diplôme dans laquelle ils ont passé l'examen de doctorat, de licence ou de master en droit. [insertion apportée par la loi du 17 février 2021 précitée]

Article 43bis, §4, dernier alinéa inséré par la loi du 17 février 2021 précitée

Le procureur fédéral, le procureur européen visé à l'article 309/2 du Code judiciaire, ainsi que s'ils sont titulaires du certificat visé à l'article 43quinquies, § 1er, alinéa 3 ou 4, duquel il ressort qu'ils justifient de la connaissance fonctionnelle ou approfondie de la langue autre que celle de leur diplôme de docteur, de licencié ou de master en droit, les magistrats fédéraux et les procureurs européens délégués visés à l'article 309/2 du même Code, sont autorisés à siéger dans les juridictions de l'autre rôle linguistique que celui de leur diplôme de docteur, de licencié ou de master en droit.

E. Loi générale sur les douanes et accises du 18 juillet 1977

Chapitre XXVbis - Parquet européen, inséré par la loi du 17 février 2021 précitée

Article 285/1

Pour l'application du présent chapitre, on entend par Règlement (UE) 2017/1939: le Règlement (UE) 2017/1939 du Conseil du 12 octobre 2017 mettant en œuvre une coopération renforcée concernant la création du Parquet européen.

Article 285/2

§ 1er. L'Administrateur général de l'Administration générale des douanes et accises désigne au moins un fonctionnaire de l'Administration générale des douanes et accises, chargé de collaborer avec les procureurs européens délégués visés à l'article 309/2 du Code judiciaire, en ce qui concerne les contraventions, fraudes ou délits visés aux articles 281 et 282 et pour lesquels le Parquet européen exerce sa compétence en vertu des articles 22, 25, 26 et 27 du Règlement (UE) 2017/1939.

§ 2. L'Administrateur général de l'Administration générale des douanes et accises ne peut désigner le fonctionnaire visé au § 1er qu'après avoir recueilli l'avis du procureur européen visé à l'article 309/2 du Code judiciaire.

§ 3. Le fonctionnaire visé au § 1er peut recourir au Secrétariat visé à l'article 309/2, § 6, du Code judiciaire.

Article 285/3

§ 1er. Dans l'exercice de sa fonction, le fonctionnaire visé à l'article 285/2, § 1er, suit les orientations et instructions de la chambre permanente chargée de l'affaire ainsi que les instructions du procureur européen chargé de la surveillance de l'affaire, tel que prévu par le Règlement (UE) 2017/1939.

§ 2. Le fonctionnaire visé à l'article 285/2, § 1er, exerce ses compétences de recherche et de poursuite conformément à la présente loi.

L'Administration générale des douanes et accises ne peut s'opposer aux mesures prises en application des articles 285/4 et 285/5.

Article 285/4

§ 1er. Le pouvoir d'intentement et de poursuite de toute action judiciaire, visé à l'article 281, § 2, est attribué au fonctionnaire visé à l'article 285/2, § 1er, en ce qui concerne les contraventions, fraudes ou délits visés à l'article 281 et pour lesquels le Parquet européen exerce sa compétence en vertu des articles 22, 25, 26 et 27 du Règlement (UE) 2017/1939.

Ce fonctionnaire exerce le pouvoir visé à l'alinéa 1er à la seule fin d'exercer les poursuites, conformément à la décision de la chambre permanente ou à la proposition de décision du procureur européen délégué dans le cas où elle doit être réputée acceptée par la chambre permanente, en application de l'article 36 du Règlement (UE) 2017/1939.

Les articles 281, § 3, et 283 s'appliquent.

§ 2. Sans préjudice de l'article 264, toute transaction est interdite lorsque le Parquet européen exerce sa compétence en vertu du Règlement (UE) 2017/1939, ou pendant le délai visé à l'article 27, § 1er, du même Règlement.

Article 285/5

§ 1er. Dans les limites visées à l'article 285/4, § 1er, le fonctionnaire visé à l'article 285/2, § 1er, prend les mesures d'enquête et autres mesures visées à l'article 28, § 1er, du Règlement (UE) 2017/1939.

Il en informe sans retard indu le procureur européen délégué chargé de l'affaire, lequel peut s'opposer à cette mesure, la suspendre ou ordonner une autre mesure d'enquête ou une autre mesure.

§ 2. Si, par application de l'article 31, § 4, du Règlement (UE) 2017/1939, le procureur européen délégué, visé à l'article 309/2 du Code judiciaire, charge l'Administration générale des douanes et accises d'exécuter une mesure déléguée, il requiert cette Administration par l'intermédiaire du fonctionnaire visé à l'article 285/2, § 1er.

§ 3. En vue de l'application de l'article 35 du Règlement (UE) 2017/1939, lorsque le fonctionnaire visé à l'article 285/2, § 1er, considère que l'enquête est terminée, il soumet au procureur européen délégué chargé de la surveillance de l'affaire un rapport contenant un résumé de l'affaire et un projet de décision visant d'éventuelles poursuites, ou un éventuel renvoi de l'affaire ou un classement sans suite.

Article 285/6

Le Roi fixe les pouvoirs des agents en matière contentieuse.

F. Loi du 22 avril 2003 octroyant la qualité d'officier de police judiciaire à certains agents de l'Administration générale des douanes et accises

Article 2/1 inséré par la loi du 17 février 2021 précitée

§ 1er. Sans préjudice de ses compétences en matière de douanes et accises, le fonctionnaire visé à l'article 285/2, § 1er, de la loi générale sur les douanes et accises du 18 juillet 1977 est revêtu de la qualité d'officier de police judiciaire auxiliaire du procureur du Roi et de l'auditeur du travail.

§ 2. Les méthodes particulières de recherche consistant en l'observation et le recours aux indicateurs, de même qu'en l'intervention différée relevant des autres méthodes de recherche, ne peuvent être mises en œuvre par les agents visés à l'article 3 sans l'accord préalable du fonctionnaire visé au § 1er, lorsqu'elles sont relatives aux contraventions, fraudes ou délits visés à l'article 285/4, § 1er, de la loi générale sur les douanes et accises du 18 juillet 1977.".

II. Dispositions de droit pénal matériel national applicables aux infractions définies dans la directive (UE) 2017/1371

A. Strafwetboek van 8 juni 1867¹

Artikel 3

Artikel 20 november 2017 = huidig artikel

Het misdrijf, op het grondgebied van het Rijk door Belgen of door vreemdelingen gepleegd, wordt gestraft overeenkomstig de bepalingen van de Belgische wetten.

Artikel 5

Artikel 20 november 2017

Een rechtspersoon is strafrechtelijk verantwoordelijk voor misdrijven die hetzij een intrinsiek verband hebben met de verwezenlijking van zijn doel of de waarneming van zijn belangen, of die, naar blijkt uit de concrete omstandigheden, voor zijn rekening zijn gepleegd.

Wanneer de rechtspersoon verantwoordelijk gesteld wordt uitsluitend wegens het optreden van een geïdentificeerde natuurlijke persoon, kan enkel degene die de zwaarste fout heeft begaan worden veroordeeld. Indien de geïdentificeerde natuurlijke persoon de fout wetens en willens heeft gepleegd kan hij samen met de verantwoordelijke rechtspersoon worden veroordeeld.

¹ **Toepassing van het strafrecht *ratione temporis***

Art. 2.: Geen misdrijf kan worden gestraft met straffen die bij de wet niet waren gesteld voordat het misdrijf werd gepleegd.

Indien de straf, ten tijde van het vonnis bepaald, verschilt van die welke ten tijde van het misdrijf was bepaald, wordt de minst zware straf toegepast.

Met rechtspersonen worden gelijkgesteld:

- 1° tijdelijke verenigingen en verenigingen bij wijze van deelneming;
- 2° vennootschappen bedoeld in artikel 2, derde lid van de gecoördineerde wetten op de handelsvennotschappen, alsook handelsvennotschappen in oprichting;
- 3° burgerlijke vennootschappen die niet de vorm van een handelsvennotschap hebben aangenomen.

Voor de toepassing van dit artikel kunnen niet als strafrechtelijk verantwoordelijke rechtspersoon worden beschouwd: de federale staat, de gewesten, de gemeenschappen, de provincies, hulpverleningszones (wet 15 mei 2007), de prezones (wet 3 augustus 2012), de Brusselse agglomeratie, de gemeenten, de meergemeentezones (wet 26 april 2002), de binnengemeentelijke territoriale organen, de Franse Gemeenschapscommissie, de Vlaamse Gemeenschapscommissie, de gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie en de openbare centra voor maatschappelijk welzijn. " (wet 4 mei 1999)

Gewijzigd door Wet van 11 juli 2018 tot wijziging van het Strafwetboek en de voorafgaande titel van het Wetboek van Strafvordering wat de strafrechtelijke verantwoordelijkheid van rechtspersonen betreft

Huidig artikel

Een rechtspersoon is strafrechtelijk verantwoordelijk voor de misdrijven die hetzij een intrinsiek verband hebben met de verwezenlijking van zijn doel of de waarneming van zijn belangen, of die, zoals blijkt uit de concrete omstandigheden, voor zijn rekening zijn gepleegd.

Met rechtspersonen worden gelijkgesteld:

- 1° tijdelijke handelsvennotschappen en stille handelsvennotschappen;
- 2° vennootschappen bedoeld in artikel 2, § 4, tweede lid, van het Wetboek van Vennootschappen, alsook handelsvennotschappen in oprichting;
- 3° burgerlijke vennootschappen die niet de vorm van een handelsvennotschap hebben aangenomen.

De strafrechtelijke verantwoordelijkheid van de rechtspersonen sluit die van de natuurlijke personen, die daders zijn van dezelfde feiten of eraan hebben deelgenomen, niet uit.

Artikel 7bis

Artikel 20 november 2017

De straffen toepasselijk op misdrijven gepleegd door rechtspersonen zijn :

in criminale zaken, in correctionele zaken en in politiezaken :

- 1° geldboete;

2° bijzondere verbeurdverklaring; de bijzondere verbeurdverklaring, bepaald in artikel 42, 1°, uitgesproken ten aanzien van publiekrechtelijke rechtspersonen kan enkel betrekking hebben op goederen die vatbaar zijn voor burgerlijk beslag;

in criminale en correctionele zaken :

1° ontsnapping; deze kan niet worden uitgesproken ten aanzien van de publiekrechtelijke rechtspersoon;

2° verbod een werkzaamheid die deel uitmaakt van het maatschappelijk doel te verrichten, met uitzondering van werkzaamheden die behoren tot een opdracht van openbare dienstverlening;

3° sluiting van een of meer inrichtingen, met uitzondering van de inrichtingen waar werkzaamheden worden verricht die behoren tot een opdracht van openbare dienstverlening;

4° bekendmaking of verspreiding van de beslissing.” (wet 4 mei 1999)

Gewijzigd door de Wet 11 juli 2018 tot wijziging van het Strafwetboek en de voorafgaande titel van het Wetboek van Strafvordering wat de strafrechtelijke verantwoordelijkheid van rechtspersonen betreft

Huidig artikel

De straffen toepasselijk op misdrijven gepleegd door rechtspersonen, met uitsluiting van publiekrechtelijke rechtspersonen bedoeld in het derde lid, zijn:

in criminale zaken, in correctionele zaken en in politiezaken :

1° geldboete;

2° bijzondere verbeurdverklaring; de bijzondere verbeurdverklaring, bepaald in artikel 42, 1°, uitgesproken ten aanzien van publiekrechtelijke rechtspersonen kan enkel betrekking hebben op goederen die vatbaar zijn voor burgerlijk beslag;

in criminale en correctionele zaken :

1° ontsnapping; deze kan niet worden uitgesproken ten aanzien van de publiekrechtelijke rechtspersoon;

2° verbod een werkzaamheid die deel uitmaakt van het maatschappelijk doel te verrichten, met uitzondering van werkzaamheden die behoren tot een opdracht van openbare dienstverlening;

3° sluiting van een of meer inrichtingen, met uitzondering van de inrichtingen waar werkzaamheden worden verricht die behoren tot een opdracht van openbare dienstverlening;

4° bekendmaking of verspreiding van de beslissing.

Ten aanzien van de Federale Staat, de gewesten, de gemeenschappen, de provincies, de hulpverleningszones, de prezonen, de Brusselse agglomeratie, de gemeenten, de meergemeentezones, de binnengemeentelijke territoriale organen, de Franse Gemeenschapscommissie, de Vlaamse Gemeenschapscommissie, de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie en de openbare centra voor maatschappelijk welzijn kan enkel, met uitsluiting van elke andere straf, de eenvoudige schuldigverklaring worden uitgesproken.

Artikel 31

Artikel 20 november 2017 = huidig artikel

Bij alle vonnissen van arresten van veroordeling tot levenslange opsluiting of levenslange hechtenis, tot opsluiting van tien jaar of meer of tot gevangenisstraf van twintig jaar of meer wordt tegen de veroordeelden levenslange ontzetting uitgesproken van het recht om :

- 1° Openbare ambten, bedieningen of betrekkingen te vervullen;
 - 2° (...), verkozen te worden;
 - 3° Enig ereteken te dragen of enige adellijke titel te voeren;
 - 4° Gezworene of deskundige te zijn, als instrumentair of attesterend getuige bij akten op te treden; in rechte te getuigen, anders dan om enkel inlichtingen te geven;
 - 5° Geroepen te worden tot het ambt van voogd, toeziend voogd of curator, behalve over hun eigen kinderen, of om het ambt van gerechtelijk bewindvoerder over de goederen van een vermoedelijk afwezige of bewindvoerder van een persoon die krachtens artikel 492/1 van het Burgerlijk Wetboek is beschermd uit te oefenen.
 - 6° een wapen of munitie te vervaardigen, te wijzigen, te herstellen, over te dragen, voorhanden te hebben, te dragen, teervoeren, in, uit, of door te voeren, of te dienen in de Krijgsmacht.
- De arresten of vonnissen van veroordeling bedoeld in het vorige lid kunnen bovendien tegen de veroordeelden de ontzetting van het kiesrecht uitspreken, voor hun leven of voor twintig jaar tot dertig jaar.

Artikel 32

Artikel 20 november 2017 = huidig artikel

De hoven en rechtbanken kunnen de veroordeelden tot opsluiting van vijf tot minder dan tien jaar, tot tijdelijke hechtenis of tot gevangenisstraf van tien tot minder dan twintig jaar, voor hun leven of voor tien jaar tot twintig jaar, geheel of ten dele ontzetten van de uitoefening van de rechten bedoeld in artikel 31.

Artikel 33

Artikel 20 november 2017 = huidig artikel

Onder voorbehoud van de toepassing van de artikelen 31 en 32 kunnen de hoven en rechtbanken, in de gevallen bij de wet bepaald, de tot correctionele straffen veroordeelden voor een termijn van vijf jaar tot tien jaar, geheel of ten dele ontzetten van de uitoefening van de rechten genoemd in artikel 31, eerste lid.

Zij kunnen dezelfde ontzetting voor dezelfde duur uitspreken tegen de schuldigen wier criminale straf verminderd is tot een gevangenisstraf van minder dan tien jaar.

Artikel 35

Artikel 20 november 2017 = huidig artikel

Ontbinding kan door de rechter worden uitgesproken, wanneer de rechtspersoon opzettelijk is opgericht om de strafbare werkzaamheden te verrichten waarvoor hij wordt veroordeeld of wanneer hij opzettelijk van zijn doel is afgewend om dergelijke werkzaamheden te verrichten.

Wanneer de rechter de ontbinding uitspreekt, verwijst hij de zaak naar het gerecht dat bevoegd is kennis te nemen van de vereffening van de rechtspersoon.

Artikel 36

Artikel 20 november 2017 = huidig artikel

Tijdelijk of definitief verbod een werkzaamheid te verrichten die deel uitmaakt van het maatschappelijk doel van de rechtspersoon, kan door de rechter worden uitgesproken in de gevallen door de wet bepaald.

Artikel 37

Artikel 20 november 2017 = huidig artikel

Tijdelijke of definitieve sluiting van een of meer inrichtingen van de rechtspersoon kan door de rechter worden uitgesproken in de gevallen door de wet bepaald.

Artikel 37bis

Artikel 20 november 2017 = huidig artikel

Bekendmaking of verspreiding van de beslissing op kosten van de veroordeelde kan door de rechter worden uitgesproken in de gevallen bepaald door de wet.

Artikel 41bis

Artikel 20 november 2017 = huidig artikel

§ 1. De geldboeten toepasselijk op misdrijven gepleegd door rechtspersonen, zijn : in criminale en correctionele zaken:

- wanneer de wet op het feit levenslange vrijheidsstraf stelt : geldboete van tweehonderdvierig duizend [euro] tot zevenhonderdtwintigduizend euro;
- wanneer de wet op het feit vrijheidsstraf en geldboete stelt, of een van de straffen alleen : geldboete van minimum vijfhonderd euro vermenigvuldigd met het getal van de maanden van de minimumvrijheidsstraf, doch niet lager dan de minimumgeldboete op het feit gesteld; met als maximum tweeduizend [euro] vermenigvuldigd met het getal van de maanden van de maximumvrijheidsstraf, doch niet lager dan het dubbele van de maximumgeldboete op het feit gesteld;
- wanneer de wet op het feit enkel geldboete stelt : geldboete met minimum en maximum als door de wet op het feit gesteld;

in politiezaken :

- geldboete van vijfentwintig euro tot tweehonderdvijftig euro.

§ 2. Voor het bepalen van de straf bedoeld in § 1 zijn de bepalingen van Boek I van toepassing.

Artikel 42

Artikel 20 november 2017 = huidig artikel

Bijzondere verbeurdverklaring wordt toegepast :

1° Op de zaken die het voorwerp van het misdrijf uitmaken, en op die welke gediend hebben of bestemd waren tot het plegen van het misdrijf, wanneer zij eigendom van de veroordeelde zijn;

2° Op de zaken die uit het misdrijf voortkomen.

3° Op de vermogensvoordelen die rechtstreeks uit het misdrijf zijn verkregen, op de goederen en waarden die in de plaats ervan zijn gesteld en op de inkomsten uit de belegde voordelen.

Artikel 43

Artikel 20 november 2017

Bij misdaad of wanbedrijf wordt bijzondere verbeurdverklaring (toepasselijk op de zaken bedoeld in artikel 42, 1° en 2° altijd uitgesproken).

Bij overtreding wordt zij slechts uitgesproken in de gevallen bij de wet bepaald.

Gewijzigd bij Wet van 18 maart 2018 houdende wijzigingen van diverse bepalingen van het strafrecht, de strafvordering en het gerechtelijk recht

Huidig artikel

Bij misdaad of wanbedrijf wordt bijzondere verbeurdverklaring (toepasselijk op de zaken bedoeld in artikel 42, 1° en 2° altijd uitgesproken). De verbeurdverklaring van zaken die gediend hebben of bestemd waren tot het plegen van de misdaad of het wanbedrijf wordt uitgesproken, behoudens wanneer dit tot gevolg zou hebben dat de veroordeelde aan een onredelijk zware straf zou worden onderworpen.

Bij overtreding wordt zij slechts uitgesproken in de gevallen bij de wet bepaald.

Artikel 43bis

Artikel 20 november 2017

Bijzondere verbeurdverklaring toepasselijk op de zaken bedoeld in artikel 42, 3°, kan door de rechter in elk geval worden uitgesproken, maar slechts voor zover zij door de procureur des Konings schriftelijk wordt gevorderd.

Indien de zaken niet kunnen worden gevonden in het vermogen van de veroordeelde, raamt de rechter de geldwaarde ervan en heeft de verbeurdverklaring betrekking op een daarmee overeenstemmend bedrag.

Ingeval de verbeurdverklaarde zaken aan de burgerlijke partij toebehoren, zullen zij aan haar worden teruggegeven. De verbeurdverklaarde zaken zullen haar eveneens worden toegewezen ingeval de rechter de verbeurdverklaring uitgesproken heeft omwille van het feit dat zij goederen en waarden vormen die door de veroordeelde in de plaats gesteld zijn van de zaken die toebehoren aan de burgerlijke partij of omdat zij het equivalent vormen van zulke zaken in de zin van het tweede lid van dit artikel.

Iedere andere derde die beweert recht te hebben op de verbeurdverklaarde zaak, zal dit recht kunnen laten gelden binnen een termijn en volgens modaliteiten bepaald door de Koning.

De bijzondere verbeurdverklaring van de onroerende goederen moet of kan, naargelang de rechtsgrond die dit bepaalt, door de rechter worden uitgesproken, maar slechts voor zover zij door het openbaar ministerie schriftelijk werd gevorderd.

De schriftelijke vordering van het openbaar ministerie strekkende tot de verbeurdverklaring van een onroerend goed, dat niet strafrechtelijk in beslag is genomen overeenkomstig de toepasselijke vormvoorschriften, wordt op straffe van onontvankelijkheid kosteloos ingeschreven op de kant van de laatst overgeschreven akte of het vonnis bedoeld in artikel 1, eerste en tweede lid, van de hypothekwet van 16 december 1851. Het openbaar ministerie voegt een bewijs van de kantmelding bij het strafdossier voor de sluiting van de debatten. Het openbaar ministerie vordert de kosteloze doorhaling van de kantmelding, als daartoe grond bestaat.

De rechter vermindert zo nodig het bedrag van de in artikel 42, 3°, bedoelde vermogensvoordelen of van de in het tweede lid bedoelde geldwaarde om de veroordeelde geen onredelijk zware straf op te leggen.

Gewijzigd bij Wet 18 maart 2018 houdende wijzigingen van diverse bepalingen van het strafrecht, de strafvordering en het gerechtelijk recht

Huidig recht

Bijzondere verbeurdverklaring toepasselijk op de zaken bedoeld in artikel 42, 3°, kan door de rechter in elk geval worden uitgesproken, maar slechts voor zover zij door de procureur des Konings schriftelijk wordt gevorderd.

Indien de zaken bedoeld in het eerste lid en de zaken die gediend hebben of bestemd waren om het misdrijf te plegen niet kunnen worden gevonden in het vermogen van de veroordeelde, raamt de rechter de geldwaarde ervan en heeft de verbeurdverklaring betrekking op een daarmee overeenstemmend bedrag.

Ingeval de verbeurdverklaarde zaken aan de burgerlijke partij toebehoren, zullen zij aan haar worden teruggegeven. De verbeurdverklaarde zaken zullen haar eveneens worden toegewezen ingeval de rechter de verbeurdverklaring uitgesproken heeft omwille van het feit dat zij goederen en waarden vormen die door de veroordeelde in de plaats gesteld zijn van de zaken die toebehoren aan de burgerlijke partij of omdat zij het equivalent vormen van zulke zaken in de zin van het tweede lid van dit artikel.

Iedere andere derde die beweert recht te hebben op de verbeurdverklaarde zaak, zal dit recht kunnen laten gelden binnen een termijn en volgens modaliteiten bepaald door de Koning.

De bijzondere verbeurdverklaring van de onroerende goederen moet of kan, naargelang de rechtsgrond die dit bepaalt, door de rechter worden uitgesproken, maar slechts voor zover zij door het openbaar ministerie schriftelijk werd gevorderd.

De schriftelijke vordering van het openbaar ministerie strekkende tot de verbeurdverklaring van een onroerend goed, dat niet strafrechtelijk in beslag is genomen overeenkomstig de toepasselijke vormvoorschriften, wordt op straffe van onontvankelijkheid kosteloos ingeschreven op de kant van de laatst overgeschreven akte of het vonnis bedoeld in artikel 1, eerste en tweede lid, van de hypothekwet van 16 december 1851. Het openbaar ministerie voegt een bewijs van de kantmelding bij het strafdossier voor de sluiting van de debatten. Het openbaar ministerie vordert de kosteloze doorhaling van de kantmelding, als daartoe grond bestaat.

De rechter vermindert zo nodig het bedrag van de in artikel 42, 3°, bedoelde vermogensvoordelen of van de in het tweede lid bedoelde geldwaarde om de veroordeelde geen onredelijk zware straf op te leggen.

Artikel 43ter

Artikel 20 november 2017 = huidig recht

De bijzondere verbeurdverklaring die van toepassing is op de zaken bedoeld in de artikelen 42, 43bis en 43quater, kan eveneens worden uitgesproken wanneer die zaken zich buiten het grondgebied van de Belgische Staat bevinden.

Artikel 43quater

Artikel 20 november 2017

§ 1. Onverminderd artikel 43bis , derde en vierde lid, kunnen op vordering van de procureur des Konings de in § 2 bedoelde vermogensvoordelen, de goederen en waarden die in de plaats ervan zijn gesteld en de inkomsten uit de belegde voordeLEN, die worden gevonden in het vermogen of in het bezit van een persoon, verbeurd verklaard worden of kan zulke persoon veroordeeld worden tot betaling van een bedrag dat door de rechter wordt geraamd als zijnde overeenstemmend met de waarde van deze zaken, indien deze persoon schuldig werd bevonden:

a) hetzij aan één of meer van de strafbare feiten bedoeld in:

1° de artikelen 246 tot 251, en artikel 323;

2° de artikelen 504bis en 504ter , en artikel 323;

3° artikel 2bis , § 1, van de wet van 24 februari 1921 betreffende het verhandelen van de gifstoffen, slaapmiddelen en verdovende middelen, ontsmettingsstoffen en antiseptica, in zoverre de feiten betrekking hebben op de invoer, de uitvoer, de vervaardiging, de verkoop of het te koop stellen van de in dat artikel bedoelde middelen en stoffen, of § 3, b) , of § 4, b) , van dezelfde wet;

4° artikel 77bis , § 2 of § 3, van de wet van 15 december 1980 betreffende de toegang tot het grondgebied, het verblijf, de vestiging en de verwijdering van vreemdelingen;

5° artikel 10, § 1, 2°, van de wet van 15 juli 1985 betreffende het gebruik bij dieren van stoffen met hormonale, anti-hormonale, beta-adrenergische of productiestimulerende werking;

6° de artikelen 2 tot 4 van de wet van 16 juni 1993 betreffende de bestrafing van de ernstige inbreuken op de Internationale Verdragen van Genève van 12 augustus 1949 en op de Aanvullende Protocollen I en II bij die Verdragen van 8 juni 1977;

b) hetzij aan de strafbare feiten omschreven in artikel 324ter of van een of meer van de hierna bedoelde strafbare feiten wanneer ze gepleegd zijn in het raam van een criminale organisatie, zoals bepaald in artikel 324bis :

1° de artikelen 379 of 380;

2° de artikelen 468, 469, 470, 471 of 472;

3° artikel 475;

4° de artikelen 477, 477bis , 477ter , 477quater , 477quinquies , 477sexies of 488bis;

5° artikel 505, met uitzondering van de zaken die gedekt zijn door artikel 42, 1°;

6° artikel 10 van de wet van 5 augustus 1991 betreffende de in-, uit- en doorvoer van wapens, munitie en speciaal voor militair gebruik dienstig materieel en daaraan verbonden technologie;

7° artikel 1 van het koninklijk besluit van 12 april 1974 betreffende sommige verrichtingen in verband met stoffen met hormonale, anti- hormonale, anabole, anti-infectieuze, antiparasitaire en anti-inflammatorye werking, welk artikel betrekking heeft op strafbare feiten waarop overeenkomstig de wet van 24 februari 1921 betreffende het verhandelen van de gifstoffen, slaapmiddelen en verdovende middelen, ontsmettingsstoffen en antiseptica straffen worden gesteld;

8° de artikelen 3 en 5 van het koninklijk besluit van 5 februari 1990 betreffende sommige stoffen met beta-adrenergische werking, welke artikelen betrekking hebben op strafbare feiten waarop overeenkomstig de wet van 25 maart 1964 op de geneesmiddelen straffen worden gesteld.

- c) hetzij aan meerdere strafbare feiten die gezamenlijk worden vervolgd, en waarvan de ernst, de finaliteit en de onderlinge afstemming, de rechtbank toelaat zeker en noodzakelijk te besluiten dat deze feiten werden gepleegd in het kader van ernstige fiscale fraude, al dan niet georganiseerd (wet 19 december 2002) (wet 13 juli 2013).

§ 2. De verbeurdverklaring zoals bedoeld in § 1 kan worden uitgesproken tegen de daders, mededaders en medeplichtigen die werden veroordeeld wegens één of meerdere van de in dit artikel opgesomde misdrijven en onder de in § 1 bepaalde voorwaarden, wanneer de veroordeelde over een relevante periode verdere vermogensvoordelen heeft ontvangen terwijl er ernstige en concrete baanwijzigingen zijn dat deze voordelen voortspruiten, uit het misdrijf waarvoor hij werd veroordeeld, of uit identieke feiten, en de veroordeelde het tegendeel niet geloofwaardig maakt. Dit tegendeel kan tevens geloofwaardig gemaakt worden door elke derde die beweert recht te hebben op deze voordelen.

§ 3. Als relevante periode in de zin van dit artikel wordt aanzien de periode van vijf jaar voorafgaand aan de inverdenkingstelling van de persoon tot de datum van de uitspraak. De ernstige en concrete aanwijzingen bedoeld in § 2 kunnen worden geput uit alle geloofwaardige elementen die op regelmatige wijze aan de rechtbank worden overlegd, en die wijzen op een onevenwicht van enig belang tussen enerzijds de tijdelijke of blijvende aangroei van het vermogen en de bestedingen van de veroordeelde in de relevante periode die door het openbaar ministerie wordt aangetoond, en anderzijds de tijdelijke of blijvende aangroei van het vermogen en de bestedingen van de veroordeelde in deze periode, waarvan hij kan geloofwaardig maken dat ze niet voortspruiten uit de feiten waarvoor hij werd veroordeeld of uit identieke feiten.

Onder identieke feiten worden verstaan de feiten die behoren tot de misdrijfomschrijvingen die zijn bepaald in § 1 en die vallen onder :

- a) ofwel dezelfde omschrijving als het misdrijf dat het voorwerp uitmaakt van de veroordeling :
- b) ofwel een aanverwante omschrijving, op voorwaarde dat deze is opgenomen onder dezelfde rubriek van § 1, a), als het misdrijf dat het voorwerp uitmaakt van de veroordeling. Wanneer de rechtbank de bijzondere verbeurdverklaring in de zin van dit artikel oplegt, kan zijn beslissen geen rekening te houden met een door haar te bepalen deel van de relevante periode of met door haar te bepalen inkomsten, goederen en waarden, indien zij zulks gepast acht om de veroordeelde niet te onderwerpen aan een onredelijk zware straf.

§ 4. Het vermogen dat ter beschikking staat van een criminale organisatie moet verbeurd verklaard worden, onder voorbehoud van de rechten van derden te goeder trouw.

Gewijzigd bij Wet 18 maart 2018 houdende wijzigingen van diverse bepalingen van het strafrecht, de strafvordering en het gerechtelijk recht

In artikel 43quater van hetzelfde Wetboek, ingevoegd bij de wet van 19 december 2002 en laatstelijk gewijzigd bij de wet van 15 juli 2013, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

- a) paragraaf 1 wordt vervangen als volgt :

" § 1. Onverminderd artikel 43bis, derde en vierde lid, kunnen op vordering van de procureur des Konings de in paragraaf 2 bedoelde vermogensvoordelen, de goederen en waarden die in de plaats ervan zijn gesteld, en de inkomsten uit de belegde voordelen, die worden gevonden in het vermogen of in het bezit van een persoon worden verbeurdverklaard, of kan die persoon worden veroordeeld tot de betaling van een bedrag dat door de rechter wordt geraamd als zijnde overeenstemmend met de waarde van deze zaken indien de betrokken schuldig werd bevonden :

1° ofwel aan een of meer misdrijven bedoeld :

- a) in de artikelen 136sexies en 136septies, 1° ;
- b) in artikel 137, voor zover deze misdrijven worden bestraft met een van de straffen bedoeld in artikel 138, § 1, 4° tot 10°, en van dien aard zijn dat zij financieel gewin kunnen opleveren, in artikel 140, voor zover deze misdaad of dit wanbedrijf van dien aard is dat het financieel gewin kan opleveren, in de artikelen 140bis tot 140sexies, voor zover deze misdrijven van die aard zijn dat zij financieel gewin kunnen opleveren, in artikel 140septies, voor zover dit misdrijf wordt bestraft met een van de straffen bedoeld in artikel 140septies, § 1, derde en vierde streepje, en van die aard is dat het financieel gewin kan opleveren, en in artikel 141;
- c) in de artikelen 162, 163, 173, 180 en 186;
- d) in de artikelen 246 tot 250;
- e) in de artikelen 379 of 380 en 383bis;
- f) in de artikelen 433quinquies tot 433octies, 433undecies en 433duodecies;
- g) in de artikelen 504bis en 504ter;
- h) in artikel 505, met uitzondering van de zaken die gedekt zijn door artikel 42, 1° ;
- i) in artikel 2bis, § 1, van de wet van 24 februari 1921 betreffende het verhandelen van giftstoffen, slaapmiddelen en verdovende middelen, psychotrope stoffen, ontsmettingsstoffen en antiseptica en van de stoffen die kunnen gebruikt worden voor de illegale vervaardiging van verdovende middelen en psychotrope stoffen, voor zover de feiten betrekking hebben op de invoer, de uitvoer, de vervaardiging, de verkoop of het te koop stellen van de in dat artikel bedoelde middelen en stoffen, of in artikel 2bis, § 3, b), of § 4, b);
- j) in artikel 2quater, 4°, van dezelfde wet;
- k) in de artikelen 77bis tot 77quinquies van de wet van 15 december 1980 betreffende de toegang tot het grondgebied, het verblijf, de vestiging en de verwijdering van vreemdelingen;
- l) in artikel 10, § 1, 2°, van de wet van 15 juli 1985 betreffende het gebruik bij dieren van stoffen met hormonale, anti-hormonale, beta-adrenergische of productie-stimulerende werking;

2° ofwel aan de misdrijven bedoeld in artikel 324ter;

3° ofwel aan een of meer van de hieronder bedoelde misdrijven wanneer die zijn gepleegd in het kader van een criminale organisatie zoals gedefinieerd in artikel 324bis :

- a) in de artikelen 468, 469, 470, 471 of 472;

- b) in artikel 475;
- c) in artikel 477 tot 477sexies of artikel 488bis;
- d) in artikel 8 van de wet van 5 augustus 1991 betreffende de in-, uit- en doorvoer van en de bestrijding van illegale handel in wapens, munitie en speciaal voor militair gebruik of voor ordehandhaving dienstig materieel en daaraan verbonden technologie;
- e) in de artikelen 1 en 8 van het koninklijk besluit van 12 april 1974 betreffende sommige verrichtingen in verband met stoffen met hormonale, anti-hormonale, anabole, beta-adrenergische, anti-infectieuze, anti-parasitaire, en anti-inflammatorye werking, voor de misdrijven waarop overeenkomstig de wet van 24 februari 1921 betreffende het verhandelen van gifstoffen, slaapmiddelen en verdovende middelen, psychotrope stoffen, ontsmettingsstoffen en antiseptica en van de stoffen die kunnen gebruikt worden voor de illegale vervaardiging van verdovende middelen en psychotrope stoffen, straffen worden gesteld;

4° ofwel aan meerdere strafbare feiten die gezamenlijk worden vervolgd, en waarvan de ernst, de finaliteit en de onderlinge afstemming, de rechtbank toelaat zeker en noodzakelijk te besluiten dat deze feiten werden gepleegd in het kader van ernstige fiscale fraude, al dan niet georganiseerd.";

- b) in paragraaf 2 worden de woorden "identieke feiten," vervangen door de woorden "misdrijven die, rechtstreeks of onrechtstreeks, aanleiding kunnen geven tot een economisch voordeel voor zover zij voorkomen in dezelfde rubriek, bepaald in paragraaf 1, als het misdrijf waarvoor de betrokkenen is veroordeeld";
- c) in paragraaf 3 wordt het derde lid opgeheven.

Gewijzigd bij wet van 5 mei 2019 houdende diverse bepalingen in strafzaken en inzake erediensten, en tot wijziging van de wet van 28 mei 2002 betreffende de euthanasie en van het Sociaal Strafwetboek

In artikel 43quater, § 3, tweede lid, in fine, van het hetzelfde Wetboek, ingevoegd bij de wet van 19 december 2002 en gewijzigd bij de wet van 18 maart 2018, worden de woorden "identieke feiten" vervangen door de woorden "misdrijven die, rechtstreeks of onrechtstreeks, aanleiding kunnen geven tot een economisch voordeel voor zover zij voorkomen in dezelfde rubriek, bepaald in § 1, als het misdrijf waarvoor de betrokkenen is veroordeeld".

Huidig recht

§ 1. Onverminderd artikel 43bis, derde en vierde lid, kunnen op vordering van de procureur des Konings de in paragraaf 2 bedoelde vermogensvoordelen, de goederen en waarden die in de plaats ervan zijn gesteld, en de inkomsten uit de belegde voordelen, die worden gevonden in het vermogen of in het bezit van een persoon worden verbeurdverklaard, of kan die persoon worden veroordeeld tot de betaling van een bedrag dat door de rechter wordt geraamd als zijnde overeenstemmend met de waarde van deze zaken indien de betrokken schuldig werd bevonden:

1° ofwel aan een of meer misdrijven bedoeld :

- a) in de artikelen 136sexies en 136septies, 1° ;
- b) in artikel 137, voor zover deze misdrijven worden bestraft met een van de straffen bedoeld in artikel 138, § 1, 4° tot 10°, en van dien aard zijn dat zij financieel winst kunnen opleveren, in artikel 140, voor zover deze misdaad of dit wanbedrijf van dien aard is dat het financieel winst kan opleveren, in de artikelen 140bis tot 140sexies, voor zover deze misdrijven van die aard zijn dat zij financieel winst kunnen opleveren, in artikel 140septies, voor zover dit misdrijf wordt bestraft met een van de straffen bedoeld in artikel 140septies, § 1, derde en vierde streepje, en van die aard is dat het financieel winst kan opleveren, en in artikel 141;
- c) in de artikelen 162, 163, 173, 180 en 186;
- d) in de artikelen 246 tot 250;
- e) in de artikelen 379 of 380 en 383bis;
- f) in de artikelen 433quinquies tot 433octies, 433undecies en 433duodecies;
- g) in de artikelen 504bis en 504ter;
- h) in artikel 505, met uitzondering van de zaken die gedekt zijn door artikel 42, 1°
- i) in artikel 2bis, § 1, van de wet van 24 februari 1921 betreffende het verhandelen van giftstoffen, slaapmiddelen en verdovende middelen, psychotrope stoffen, ontsmettingsstoffen en antiseptica en van de stoffen die kunnen gebruikt worden voor de illegale vervaardiging van verdovende middelen en psychotrope stoffen, voor zover de feiten betrekking hebben op de invoer, de uitvoer, de vervaardiging, de verkoop of het te koop stellen van de in dat artikel bedoelde middelen en stoffen, of in artikel 2bis, § 3, b), of § 4, b);
- j) in artikel 2quater, 4°, van dezelfde wet;
- k) in de artikelen 77bis tot 77quinquies van de wet van 15 december 1980 betreffende de toegang tot het grondgebied, het verblijf, de vestiging en de verwijdering van vreemdelingen;

- 1) in artikel 10, § 1, 2°, van de wet van 15 juli 1985 betreffende het gebruik bij dieren van stoffen met hormonale, anti-hormonale, beta-adrenergische of productie-stimulerende werking;
2° ofwel aan de misdrijven bedoeld in artikel 324ter;
- 3° ofwel aan een of meer van de hieronder bedoelde misdrijven wanneer die zijn gepleegd in het kader van een criminale organisatie zoals gedefinieerd in artikel 324bis :

- a) in de artikelen 468, 469, 470, 471 of 472;
- b) in artikel 475;
- c) in artikel 477 tot 477sexies of artikel 488bis;
- d) in artikel 8 van de wet van 5 augustus 1991 betreffende de in-, uit- en doorvoer van en de bestrijding van illegale handel in wapens, munitie en speciaal voor militair gebruik of voor ordehandhaving dienstig materieel en daaraan verbonden technologie;
- e) in de artikelen 1 en 8 van het koninklijk besluit van 12 april 1974 betreffende sommige verrichtingen in verband met stoffen met hormonale, anti-hormonale, anabole, beta-adrenergische, anti-infectieuze, anti-parasitaire, en anti-inflammatoire werking, voor de misdrijven waarop overeenkomstig de wet van 24 februari 1921 betreffende het verhandelen van gifstoffen, slaapmiddelen en verdovende middelen, psychotrope stoffen, ontsmettingsstoffen en antiseptica en van de stoffen die kunnen gebruikt worden voor de illegale vervaardiging van verdovende middelen en psychotrope stoffen, straffen worden gesteld;

4° ofwel aan meerdere strafbare feiten die gezamenlijk worden vervolgd, en waarvan de ernst, de finaliteit en de onderlinge afstemming, de rechtbank toelaat zeker en noodzakelijk te besluiten dat deze feiten werden gepleegd in het kader van ernstige fiscale fraude, al dan niet georganiseerd.

§ 2. De verbeurdverklaring zoals bedoeld in § 1 kan worden uitgesproken tegen de daders, mededaders en medeplichtigen die werden veroordeeld wegens één of meerdere van de in dit artikel opgesomde misdrijven en onder de in § 1 bepaalde voorwaarden, wanneer de veroordeelde over een relevante periode verdere vermogensvoordelen heeft ontvangen terwijl er ernstige en concrete aanwijzingen zijn dat deze voordelen voortspruiten, uit het misdrijf waarvoor hij werd veroordeeld, of uit misdrijven die, rechtstreeks of onrechtstreeks, aanleiding kunnen geven tot een economisch voordeel voor zover zij voorkomen in dezelfde rubriek, bepaald in paragraaf 1, als het misdrijf waarvoor de betrokkenen is veroordeeld en de veroordeelde het tegendeel niet geloofwaardig maakt.

Dit tegendeel kan tevens geloofwaardig gemaakt worden door elke derde die beweert recht te hebben op deze voordelen.

§ 3. Als relevante periode in de zin van dit artikel wordt aanzien de periode van vijf jaar voorafgaand aan de inverdenkingstelling van de persoon tot de datum van de uitspraak. De ernstige en concrete aanwijzingen bedoeld in § 2 kunnen worden geput uit alle geloofwaardige elementen die op regelmatige wijze aan de rechtbank worden overlegd, en die wijzen op een onevenwicht van enig belang tussen enerzijds de tijdelijke of blijvende aangroei van het vermogen en de bestedingen van de veroordeelde in de relevante periode die door het openbaar ministerie wordt aangetoond, en anderzijds de tijdelijke of blijvende aangroei van het vermogen en de bestedingen van de veroordeelde in deze periode, waarvan hij kan geloofwaardig maken dat ze niet voortspruiten uit de feiten waarvoor hij werd veroordeeld of uit misdrijven die, rechtstreeks of onrechtstreeks, aanleiding kunnen geven tot een economisch voordeel voor zover zij voorkomen in dezelfde rubriek, bepaald in § 1, als het misdrijf waarvoor de betrokkenen is veroordeeld.

Wanneer de rechtbank de bijzondere verbeurdverklaring in de zin van dit artikel oplegt, kan zijn beslissen geen rekening te houden met een door haar te bepalen deel van de relevante periode of met door haar te bepalen inkomsten, goederen en waarden, indien zij zulks gepast acht om de veroordeelde niet te onderwerpen aan een onredelijk zware straf.

§ 4. Het vermogen dat ter beschikking staat van een criminale organisatie moet verbeurd verklaard worden, onder voorbehoud van de rechten van derden te goeder trouw.

Artikel 51

Artikel 20 november 2017 = huidig artikel

Strafbare poging bestaat, wanneer het voornemen om een misdaad of een wanbedrijf te plegen zich heeft geopenbaard door uitwendige daden die een begin van uitvoering van die misdaad of van dat wanbedrijf uitmaken en alleen ten gevolge van omstandigheden, van de wil van de dader onafhankelijk, zijn gestaakt of hun uitwerking hebben gemist.

Artikel 52

Artikel 20 november 2017 = huidig artikel

Poging tot misdaad wordt gestraft met de straf die, overeenkomstig de artikelen 80 en 81, onmiddellijk lager is dan die gesteld op de misdaad zelf.

De pogingen tot misdaden die strafbaar zijn met levenslange opsluiting of levenslange hechtenis worden echter respectievelijk gestraft met twintig jaar tot dertig jaar opsluiting of met twintig jaar tot dertig jaar hechtenis.

Artikel 53

Artikel 20 november 2017 = huidig artikel

De wet bepaalt in welke gevallen en met welke straffen poging tot wanbedrijf wordt gestraft.

Artikel 66

Artikel 20 november 2017 = huidig artikel

Als daders van een misdaad of een wanbedrijf worden gestraft :

Zij die de misdaad of het wanbedrijf hebben uitgevoerd of aan de uitvoering rechtstreeks hebben meegeWERKT;

Zij die door enige daad tot de uitvoering zodanige hulp hebben verleend dat de misdaad of het wanbedrijf zonder hun bijstand niet had kunnen worden gepleegd;

Zij die, door giften, beloften, bedreigingen, misbruik van gezag of van macht, misdadige kuiperijen of arglistigheden, de misdaad of het wanbedrijf rechtstreeks hebben uitgelokt;

Zij die, het zij door woorden in openbare bijeenkomsten of plaatsen gesproken, hetzij door enigerlei geschrift, drukwerk, prent of zinnebeeld, aangeplakt, rondgedeeld of verkocht, te koop geboden of openlijk tentoongesteld, het plegen van het feit rechtstreeks hebben uitgelokt, onverminderd de straffen die bij de wet bepaald zijn tegen daders van aanZetting tot misdaden of wanbedrijven, zelfs voor het geval dat die aanZetting zonder gevolg is gebleven.

Artikel 67

Artikel 20 november 2017 = huidig artikel

Als medeplichtigen aan een misdaad of een wanbedrijf worden gestraft :

Zij die onderrichtingen hebben gegeven om de misdaad of het wanbedrijf te plegen;

Zij die wapens, werktuigen of enig ander middel hebben verschafT, die tot de misdaad of het wanbedrijf hebben gediend, wetende dat ze daartoe zouden dienen;

Zij die, buiten het geval van artikel 66, § 3, met hun weten de dader of de daders hebben geholpen of bijgestaan in daden die de misdaad of het wanbedrijf hebben voorbereid, vergemakkelijkt of voltooid.

Artikel 68

Artikel 20 november 2017 = huidig artikel

Zij die, bekend met het misdadig gedrag van boosdoeners die roverijen plegen of gewelddaden tegen de veiligheid van de Staat, tegen de openbare rust, tegen personen of eigendommen, er een gewoonte van maken hun een onderdak, een schuilplaats of een vergaderplaats te verschaffen, worden als hun medeplichtigen gestraft.

Artikel 69

Artikel 20 november 2017 = huidig artikel

Medeplichtigen aan een misdaad worden gestraft met de straf die, overeenkomstig de artikelen 80 en 81 van dit wetboek, onmiddellijk lager is dan die waarmee zij als daders van die misdaad zouden worden gestraft. Zij worden echter gestraft met twintig jaar tot dertig jaar opsluiting of twintig jaar tot dertig jaar hechtenis indien zij medeplichtig waren aan een misdaad die strafbaar is met levenslange opsluiting of met levenslange hechtenis.

De straf tegen medeplichtigen aan een wanbedrijf zal niet hoger zijn dan twee derden van die welke op hen zou worden toegepast, indien zij de daders van dat wanbedrijf waren.

Artikel 80

Artikel 20 november 2017 = huidig artikel

Levenslange opsluiting wordt vervangen door tijdelijke opsluiting of door gevangenisstraf van ten minste drie jaar en van ten hoogste veertig jaar.

Opsluiting van dertig jaar tot veertig jaar door opsluiting van achtendertig jaar of voor een kortere termijn, of door gevangenisstraf van ten minste drie jaar en van ten hoogste achtendertig jaar.

Opsluiting van twintig jaar tot dertig jaar door opsluiting van achtentwintig jaar of voor een kortere termijn, of door gevangenisstraf van ten minste drie jaar en van ten hoogste achtentwintig jaar.

Opsluiting van vijftien jaar tot twintig jaar door opsluiting van tien jaar tot vijftien jaar, respectievelijk gedurende vijf jaar tot tien jaar of door gevangenisstraf van ten minste één jaar en van ten hoogste vijftien jaar.

Opsluiting van tien jaar tot vijftien jaar door opsluiting van vijf jaar tot tien jaar of door gevangenisstraf van ten minste zes maanden en van ten hoogste tien jaar.

Opsluiting van vijf jaar tot tien jaar door gevangenisstraf van ten minste één maand en van ten hoogste vijf jaar.

Artikel 92

Artikel 20 november 2017 = huidig artikel

Behoudens straffen met betrekking tot misdrijven zoals bepaald in de artikelen 136bis, 136ter en 136quater, die onverjaarbaar zijn, verjaren correctionele straffen door verloop van vijf jaren, te rekenen van de dagtekening van het arrest of van het in laatste aanleg gewezen vonnis, of te rekenen van de dag waarop het in eerste aanleg gewezen vonnis niet meer kan worden bestreden bij wege van hoger beroep.

Indien de uitgesproken straf drie jaar te boven gaat, is de verjaringstermijn tien jaren.

Artikel 193

Artikel 20 november 2017 = huidig artikel

Valsheid in (geschriften, informatica of in telegrammen), met bedrieglijk opzet of met het oogmerk om te schaden, wordt gestraft overeenkomstig de volgende artikelen.

Artikel 194

Artikel 20 november 2017 = huidig artikel

Ieder openbaar officier of ambtenaar die in de uitoefening van zijn bediening valsheid pleegt,
Hetzij door valse handtekeningen,

Hetzij door vervalsing van akten, geschriften of handtekeningen,
Hetzij door onderschuiving van personen,

Hetzij door geschriften, in openbare registers of andere openbare akten na het opmaken of het afsluiten ervan gesteld of ingevoegd,

Wordt gestraft met (opsluiting) van tien jaar tot vijftien jaar.

Artikel 195

Artikel 20 november 2017 = huidig artikel

Met opsluiting van tien jaar tot vijftien jaar wordt gestraft ieder openbaar officier of ambtenaar die bij het opmaken van akten van zijn ambt het wezen of de omstandigheden ervan vervalst,

Hetzij door andere overeenkomsten te schrijven dan die welke de partijen hebben opgegeven of gedicteerd,

Hetzij door als waar op te nemen, feiten die het niet zijn.

Artikel 196

Artikel 20 november 2017 = huidig artikel

Met opsluiting van vijf jaar tot tien jaar worden gestraft de andere personen die in authentieke en openbare geschriften valsheid plegen en alle personen die in handels- of bankgeschriften of in private geschriften valsheid plegen,

Hetzij door valse handtekeningen,

Hetzij door namaking of vervalsing van geschriften of handtekeningen,

Hetzij door overeenkomsten, beschikkingen, verbintenissen of schuldbevrijdingen valselijk op te maken of achteraf in de akten in te voegen,

Hetzij door toevoeging of vervalsing van bedingen, verklaringen of feiten die deze akten ten doel hadden op te nemen of vast te stellen.

Artikel 197

Artikel 20 november 2017 = huidig artikel

In alle gevallen in deze afdeling vermeld, wordt hij die gebruik maakt van de valse akte of van het valse stuk, gestraft alsof hij de dader van de valsheid was.

Artikel 240

Artikel 20 november 2017 = huidig artikel

Met opsluiting van vijf jaar tot tien jaar en met geldboete van 500 euro tot 100 000 euro wordt gestraft iedere persoon die een openbaar ambt uitoefent, die openbare of private gelden, geldswaardige papieren, stukken, effecten, akten, roerende zaken verduistert, welke hij uit kracht of uit hoofde van zijn ambt onder zich heeft.

Artikel 245

Artikel 20 november 2017 = huidig artikel

Iedere persoon die een openbaar ambt uitoefent, die, hetzij rechtstreeks, hetzij door tussenpersonen of door schijnhandelingen, enig belang, welk het ook zij, neemt of aanvaardt in de verrichtingen, aanbestedingen, aannemingen of werken in regie waarover hij ten tijde van de handeling geheel of ten dele het beheer of het toezicht had, of die, belast met de ordonnancering van de betaling of de vereffening van een zaak, daarin enig belang neemt, wordt gestraft met gevangenisstraf van een jaar tot vijf jaar, en met geldboete van 100 euro tot 50 000 euro of met één van die straffen en hij kan bovendien, overeenkomstig artikel 33, worden veroordeeld tot ontzetting van het recht om openbare ambten, bedieningen of betrekkingen te vervullen.

De voorafgaande bepaling is niet toepasselijk op hem die in de gegeven omstandigheden zijn private belangen door zijn betrekking niet kon bevorderen en openlijk heeft gehandeld.

Artikel 246

Artikel 20 november 2017 = huidig artikel

§ 1. Passieve omkoping bestaat in het feit dat een persoon die een openbaar ambt uitoefent, rechtstreeks of door tussenpersonen, voor zichzelf of voor een derde, een aanbod, een belofte of een voordeel van welke aard dan ook vraagt, aanneemt of ontvangt om een van de in artikel 247 bedoelde gedragingen aan te nemen.

§ 2. Actieve omkoping bestaat in het rechtstreeks of door tussenpersonen voorstellen aan een persoon die een openbaar ambt uitoefent, van een aanbod, een belofte of een voordeel van welke aard dan ook voor zichzelf of voor een derde om een van de in artikel 247 bedoelde gedragingen aan te nemen.

§ 3. Met een persoon die een openbaar ambt uitoefent in de zin van dit artikel wordt gelijkgesteld elke persoon die zich kandidaat heeft gesteld voor een dergelijk ambt, die doet geloven een dergelijk ambt te zullen uitoefenen of die, door gebruik te maken van valse hoedanigheden, doet geloven een dergelijk ambt uit te oefenen.

Artikel 247

Artikel november 2017

§ 1. Indien de omkoping het verrichten door de persoon die een openbaar ambt uitoefent, van een rechtmatige maar niet aan betaling onderworpen handeling van zijn ambt tot doel heeft, is de straf een gevangenisstraf van zes maanden tot een jaar en een geldboete van 100 euro tot 10 000 euro of één van die straffen. Indien, in het geval bepaald in het vorige lid, de vraag bedoeld in artikel 246, § 1, gevuld wordt door een voorstel bedoeld in artikel 246, § 2, evenals ingeval het voorstel bedoeld in artikel 246, § 2, aangenomen wordt, is de straf een gevangenisstraf van zes maanden tot twee jaar en een geldboete van 100 euro tot 25 000 euro of één van die straffen.

§ 2. Indien de omkoping het verrichten door de persoon die een openbaar ambt uitoefent, van een onrechtmatige handeling naar aanleiding van de uitoefening van zijn ambt of het nalaten van een handeling die tot zijn ambtsplichten behoort tot doel heeft, is de straf een gevangenisstraf van zes maanden tot twee jaar en een geldboete van 100 euro tot 25 000 euro.

Indien, in het geval bepaald in het vorige lid, de vraag bedoeld in artikel 246, § 1, gevuld wordt door een voorstel bedoeld in artikel 246, § 2, evenals ingeval dat voorstel bedoeld in artikel 246, § 2, aangenomen wordt, is de straf een gevangenisstraf van zes maanden tot drie jaar en een geldboete van 100 euro tot 50 000 euro.

Ingeval de omgekochte persoon de onrechtmatige handeling heeft verricht of nagelaten heeft een handeling te verrichten die tot zijn ambtsplichten behoort, wordt deze gestraft met gevangenisstraf van zes maanden tot vijf jaar en met geldboete van 100 euro tot 75 000 euro.

§ 3. Indien de omkoping het plegen door de persoon die een openbaar ambt uitoefent, van een misdaad of een wanbedrijf naar aanleiding van de uitoefening van zijn ambt tot doel heeft, is de straf een gevangenisstraf van zes maanden tot drie jaar en een geldboete van 100 euro tot 50 000 euro.

Indien, in het geval bepaald in het vorige lid, de vraag bedoeld in artikel 246, § 1, gevuld wordt door een voorstel bedoeld in artikel 246, § 2, evenals ingeval het voorstel bedoeld in artikel 246, § 2, aangenomen wordt, is de straf een gevangenisstraf van twee jaar tot vijf jaar en een geldboete van 500 euro tot 100 000 euro.

§ 4. Indien de omkoping het gebruik tot doel heeft door de persoon die een openbaar ambt uitoefent, van de echte of vermeende invloed waarover hij uit hoofde van zijn ambt beschikt om een handeling van een openbare overheid of een openbaar bestuur of het nalaten van die handeling te verkrijgen, is de straf een gevangenisstraf van zes maanden tot een jaar en een geldboete van 100 euro tot 10 000 euro.

Indien, in het geval bepaald in het vorige lid, de vraag bedoeld in artikel 246, § 1, gevuld wordt door een voorstel bedoeld in artikel 246, § 2, evenals ingeval het voorstel bedoeld in artikel 246, § 2, aangenomen wordt, is de straf een gevangenisstraf van zes maanden tot twee jaar en een geldboete van 100 euro tot 25 000 euro.

Indien de omgekochte persoon de invloed waarover hij uit hoofde van zijn ambt beschikte, effectief heeft aangewend, wordt deze gestraft met gevangenisstraf van zes maanden tot drie jaar en met geldboete van 100 euro tot 50 000 euro.

Gewijzigd bij Wet van 17 februari 2021 houdende diverse bepalingen inzake justitie

In artikel 247 van het Strafwetboek, vervangen bij de wet van 10 februari 1999 en gewijzigd bij de wet van 26 juni 2000, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° in paragraaf 1, eerste lid, worden de woorden "van zes maanden tot een jaar" vervangen door de woorden "van zes maanden tot vier jaar";

2° in paragraaf 1, tweede lid, worden de woorden "van zes maanden tot twee jaar" vervangen door de woorden "van een jaar tot vier jaar";

3° in paragraaf 2, eerste lid, worden de woorden "van zes maanden tot twee jaar en een geldboete van 100 euro tot 25 000 euro" vervangen door de woorden "van een jaar tot vier jaar en een geldboete van 100 euro tot 50 000 euro";

4° in paragraaf 2, tweede lid, worden de woorden "van zes maanden tot drie jaar en een geldboete van 100 euro tot 50 000 euro" vervangen door de woorden "van een jaar tot vier jaar en een geldboete van 100 euro tot 75 000 euro";

5° in paragraaf 2, derde lid, worden de woorden "van zes maanden tot vijf jaar" vervangen door de woorden "van drie jaar tot vijf jaar";

6° in paragraaf 3, eerste lid, worden de woorden "van zes maanden tot drie jaar en een geldboete van 100 euro tot 50 000 euro" vervangen door de woorden "van een jaar tot vier jaar en een geldboete van 100 euro tot 75 000 euro";

7° in paragraaf 4, eerste lid, worden de woorden "van zes maanden tot een jaar" vervangen door de woorden "van zes maanden tot vier jaar";

8° in paragraaf 4, tweede lid, worden de woorden "van zes maanden tot twee jaar" vervangen door de woorden "van een jaar tot vier jaar";

9° in paragraaf 4, derde lid, worden de woorden "van zes maanden tot drie jaar en met een geldboete van 100 euro tot 50 000 euro" vervangen door de woorden "van drie jaar tot vijf jaar en met geldboete van 100 euro tot 75 000 euro".

Huidig artikel

§ 1. Indien de omkoping het verrichten door de persoon die een openbaar ambt uitoefent, van een rechtmatige maar niet aan betaling onderworpen handeling van zijn ambt tot doel heeft, is de straf een gevangenisstraf van zes maanden tot vier jaar en een geldboete van 100 euro tot 10 000 euro of één van die straffen.

Indien, in het geval bepaald in het vorige lid, de vraag bedoeld in artikel 246, § 1, gevuld wordt door een voorstel bedoeld in artikel 246, § 2, evenals ingeval het voorstel bedoeld in artikel 246, § 2, aangenomen wordt, is de straf een gevangenisstraf van een jaar tot vier jaar en een geldboete van 100 euro tot 25 000 euro of één van die straffen.

§ 2. Indien de omkoping het verrichten door de persoon die een openbaar ambt uitoefent, van een onrechtmatige handeling naar aanleiding van de uitoefening van zijn ambt of het nalaten van een handeling die tot zijn ambtsplachten behoort tot doel heeft, is de straf een gevangenisstraf van een jaar tot vier jaar en een geldboete van 100 euro tot 50 000 euro.

Indien, in het geval bepaald in het vorige lid, de vraag bedoeld in artikel 246, § 1, gevuld wordt door een voorstel bedoeld in artikel 246, § 2, evenals ingeval dat voorstel bedoeld in artikel 246, § 2, aangenomen wordt, is de straf een gevangenisstraf 1 van een jaar tot vier jaar en een geldboete van 100 euro tot 75 000 euro.

Ingeval de omgekochte persoon de onrechtmatige handeling heeft verricht of nagelaten heeft een handeling te verrichten die tot zijn ambtsplachten behoort, wordt deze gestraft met gevangenisstraf van drie jaar tot vijf jaar en met geldboete van 100 [euro] tot 75 000 euro.

§ 3. Indien de omkoping het plegen door de persoon die een openbaar ambt uitoefent, van een misdaad of een wanbedrijf naar aanleiding van de uitoefening van zijn ambt tot doel heeft, is de straf een gevangenisstraf van een jaar tot vier jaar en een geldboete van 100 euro tot 75 000 euro.

Indien, in het geval bepaald in het vorige lid, de vraag bedoeld in artikel 246, § 1, gevuld wordt door een voorstel bedoeld in artikel 246, § 2, evenals ingeval het voorstel bedoeld in artikel 246, § 2, aangenomen wordt, is de straf een gevangenisstraf van twee jaar tot vijf jaar en een geldboete van 500 euro tot 100 000 euro.

§ 4. Indien de omkoping het gebruik tot doel heeft door de persoon die een openbaar ambt uitoefent, van de echte of vermeende invloed waarover hij uit hoofde van zijn ambt beschikt om een handeling van een openbare overheid of een openbaar bestuur of het nalaten van die handeling te verkrijgen, is de straf een gevangenisstraf van zes maanden tot vier jaar en een geldboete van 100 euro tot 10 000 euro.

Indien, in het geval bepaald in het vorige lid, de vraag bedoeld in artikel 246, § 1, gevuld wordt door een voorstel bedoeld in artikel 246, § 2, evenals ingeval het voorstel bedoeld in artikel 246, § 2, aangenomen wordt, is de straf een gevangenisstraf van een jaar tot vier jaar en een geldboete van 100 euro tot 25 000 euro.

Indien de omgekochte persoon de invloed waarover hij uit hoofde van zijn ambt beschikte, effectief heeft aangewend, wordt deze gestraft met gevangenisstraf van drie jaar tot vijf jaar en met geldboete van 100 euro tot 75 000 euro.

Artikel 248

Artikel 20 november 2017 = huidig artikel

Wanneer de feiten bedoeld in de artikelen 246 en 247, §§ 1 tot 3, een politieambtenaar, een persoon met de hoedanigheid van officier van gerechtelijke politie of een lid van het openbaar ministerie betreffen, worden de omkoper en de omgekochte gestraft met een straf waarvan het maximum wordt gebracht op het dubbele van de straf die in artikel 247 voor de feiten is bepaald.

Artikel 249

Artikel november 2017

§ 1. Indien de in artikel 246 bepaalde omkoping een arbiter betreft en betrekking heeft op een handeling die behoort tot zijn rechtsprekend ambt, is de straf een gevangenisstraf van één jaar tot drie jaar en een geldboete van 100 euro tot 50 000 euro.

Indien, in het geval bepaald in het vorige lid, de vraag bedoeld in artikel 246, § 1, gevuld wordt door een voorstel bedoeld in artikel 246, § 2, evenals ingeval het voorstel bedoeld in artikel 246, § 2, aangenomen wordt, is de straf een gevangenisstraf van twee jaar tot vijf jaar en een geldboete van 500 euro tot 100 000 euro.

§ 2. Indien de in artikel 246 bepaalde omkoping een rechterassessor of een gezworene betreft en betrekking heeft op een handeling die behoort tot zijn rechtsprekend ambt, is de straf een gevangenisstraf van twee jaar tot vijf jaar en een geldboete van 500 euro tot 100 000 euro.

Indien, in het geval bepaald in het vorige lid, de vraag bedoeld in artikel 246, § 1, gevuld wordt door een voorstel bedoeld in artikel 246, § 2, evenals ingeval het voorstel bedoeld in artikel 246, § 2, aangenomen wordt, is de straf opsluiting van vijf jaar tot tien jaar en een geldboete van 500 euro tot 100 000 euro.

§ 3. Indien de in artikel 246 bepaalde omkoping een rechter betreft en betrekking heeft op een handeling die behoort tot zijn rechtsprekend ambt, is de straf opsluiting van vijf jaar tot tien jaar en een geldboete van 500 euro tot 100 000 euro.

Indien, in het geval bepaald in het vorige lid, de vraag bedoeld in artikel 246, § 1, gevuld wordt door een voorstel bedoeld in artikel 246, § 2, evenals ingeval het voorstel bedoeld in artikel 246, § 2, aangenomen wordt, is de straf opsluiting van tien jaar tot vijftien jaar en een geldboete van 500 euro tot 100 000 euro.

Gewijzigd bij Wet van 17 februari 2021 houdende diverse bepalingen inzake justitie

In artikel 249 van hetzelfde Wetboek, vervangen bij de wet van 10 februari 1999 en gewijzigd bij de wet van 26 juni 2000, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° in paragraaf 1, eerste lid, worden de woorden "van een jaar tot drie jaar" vervangen door de woorden "van een jaar tot vier jaar";

2° in paragraaf 2, eerste lid, worden de woorden "van twee jaar tot vijf jaar" vervangen door de woorden "van drie jaar tot vijf jaar".

Huidig artikel

§ 1. Indien de in artikel 246 bepaalde omkoping een arbiter betreft en betrekking heeft op een handeling die behoort tot zijn rechtsprekend ambt, is de straf een gevangenisstraf van een jaar tot vier jaar en een geldboete van 100 euro tot 50 000 euro.

Indien, in het geval bepaald in het vorige lid, de vraag bedoeld in artikel 246, § 1, gevuld wordt door een voorstel bedoeld in artikel 246, § 2, evenals ingeval het voorstel bedoeld in artikel 246, § 2, aangenomen wordt, is de straf een gevangenisstraf van twee jaar tot vijf jaar en een geldboete van 500 euro tot 100 000 euro.

§ 2. Indien de in artikel 246 bepaalde omkoping een rechterassessor of een gezworene betreft en betrekking heeft op een handeling die behoort tot zijn rechtsprekend ambt, is de straf een gevangenisstraf van drie jaar tot vijf jaar en een geldboete van 500 euro tot 100 000 euro.

Indien, in het geval bepaald in het vorige lid, de vraag bedoeld in artikel 246, § 1, gevuld wordt door een voorstel bedoeld in artikel 246, § 2, evenals ingeval het voorstel bedoeld in artikel 246, § 2, aangenomen wordt, is de straf opsluiting van vijf jaar tot tien jaar en een geldboete van 500 euro tot 100 000 euro.

§ 3. Indien de in artikel 246 bepaalde omkoping een rechter betreft en betrekking heeft op een handeling die behoort tot zijn rechtsprekend ambt, is de straf opsluiting van vijf jaar tot tien jaar en een geldboete van 500 euro tot 100 000 euro.

Indien, in het geval bepaald in het vorige lid, de vraag bedoeld in artikel 246, § 1, gevuld wordt door een voorstel bedoeld in artikel 246, § 2, evenals ingeval het voorstel bedoeld in artikel 246, § 2, aangenomen wordt, is de straf opsluiting van tien jaar tot vijftien jaar en een geldboete van 500 euro tot 100 000 euro.

Artikel 250

Artikel 20 november 2017 = huidig artikel

Indien de in de artikelen 246 tot 249 bepaalde omkoping een persoon betreft die een openbaar ambt uitoefent in een vreemde Staat of in een internationale publiekrechtelijke organisatie, worden het minimum van de geldboetes verdrievoudigd en het maximum van de geldboetes vervijfvoudigd.

Artikel 322

Artikel 20 november 2017 = huidig artikel

Elke vereniging met het oogmerk om een aanslag te plegen op personen of op eigendommen, is een misdaad of een wanbedrijf, bestaande door het enkel feit van het inrichten der bende.

Artikel 323

Artikel 20 november 2017 = huidig artikel

Indien de vereniging tot doel heeft gehad misdaden te plegen waarop levenslange opsluiting staat of opsluiting van tien jaar tot vijftien jaar of een langere termijn, worden de aanstokers tot die vereniging, de hoofden van die bende en degenen die daarin enig bevel hebben gevoerd, gestraft met opsluiting van vijf jaar tot tien jaar.

Zij worden gestraft met gevangenisstraf van twee jaar tot vijf jaar, indien de vereniging is opgericht om andere misdaden te plegen, en met gevangenisstraf van zes maanden tot drie jaar, indien de vereniging is opgericht om wanbedrijven te plegen.

Artikel 324

Artikel 20 november 2017 = huidig artikel

Alle andere personen die van de vereniging deel uitmaken en zij die wetens en willens aan de bende of aan haar afdelingen wapens, munitie, werktuigen tot het plegen van misdaden, een onderdak, een schuilplaats of een vergaderplaats verschaffen, worden gestraft :

In het eerste geval van het vorige artikel, met gevangenisstraf van zes maanden tot vijf jaar;
In het tweede geval, met gevangenisstraf van twee maanden tot drie jaar;

En in het derde, met gevangenisstraf van een maand tot twee jaar.

Artikel 324bis

Artikel 20 november 2017 = huidig artikel

Met criminale organisatie wordt bedoeld iedere gestructureerde vereniging van meer dan twee personen die duurt in de tijd, met als oogmerk het in onderling overleg plegen van misdaden en wanbedrijven die strafbaar zijn met gevangenisstraf van drie jaar of een zwaardere straf, om direct of indirect vermogensvoordelen te verkrijgen, (...).

Een organisatie waarvan het feitelijke oogmerk uitsluitend politiek, vak organisatorisch, menslievend, levensbeschouwelijk of godsdienstig is of die uitsluitend elk ander rechtmatig oogmerk nastreeft, kan als zodanig niet beschouwd worden als een criminale organisatie zoals omschreven in het eerste lid.

Artikel 324ter

Artikel 20 november 2017 = huidig artikel

§ 1. Wanneer de criminale organisatie gebruik maakt van intimidatie, bedreiging, geweld, listige kunstgrepen of corruptie, of commerciële of andere structuren aanwendt om het plegen van de misdrijven te verbergen of te vergemakkelijken, wordt iedere persoon die wetens en willens daarbij betrokken is, gestraft met gevangenisstraf van een jaar tot drie jaar en met geldboete van honderd euro tot vijfduizend euro of met een van die straffen alleen, ook al heeft hij niet de bedoeling een misdrijf in het raam van die organisatie te plegen of daaraan deel te nemen op één van de in de artikelen 66 tot 69 bedoelde wijzen.

§ 2. Ieder persoon die deelneemt aan de voorbereiding of de uitvoering van enige geoorloofde activiteit van die criminale organisatie, terwijl hij weet dat zijn deelneming bijdraagt tot de oogmerken van deze criminale organisatie, zoals bedoeld in artikel 324bis, wordt gestraft met gevangenisstraf van één jaar tot drie jaar en met geldboete van honderd euro tot vijfduizend euro of met een van die straffen alleen.

§ 3. Iedere persoon die deelneemt aan het nemen van welke beslissing dan ook in het raam van de activiteiten van de criminale organisatie, terwijl hij weet dat zijn deelneming bijdraagt tot de oogmerken van deze criminale organisatie, zoals bedoeld in artikel 324bis, wordt gestraft met opsluiting van vijf jaar tot tien jaar en met een geldboete van vijfhonderd euro tot honderdduizend euro of met een van die straffen alleen.

§ 4. Iedere leidend persoon van de criminale organisatie wordt gestraft met opsluiting van tien jaar tot vijftien jaar en met geldboete van duizend euro tot tweehonderdduizend euro of met een van die straffen alleen.

Artikel 325

Artikel 20 november 2017 = huidig artikel

De schuldigen die tot gevangenisstraf worden veroordeeld op grond van de artikelen 323, 324 en 324ter, kunnen bovendien worden veroordeeld tot ontzetting van rechten overeenkomstig artikel 33.

Artikel 461

Artikel 20 november 2017 = huidig artikel

Hij die een zaak die hem niet toebehoort, bedrieglijk wegneemt, is schuldig aan diefstal.

Met diefstal wordt gelijkgesteld het bedrieglijk wegnemen van andermans goed voor een kortstondig gebruik.

Artikel 463

Artikel 20 november 2017 = huidig artikel

Diefstallen, in dit hoofdstuk niet nader omschreven, worden gestraft met gevangenisstraf van een maand tot vijf jaar en met geldboete van zesentwintig euro tot vijfhonderd euro.

In het geval bedoeld bij artikel 461, tweede lid, bedraagt de gevangenisstraf echter niet meer dan drie jaren.

Het minimum van de straf bedraagt drie maanden gevangenisstraf en vijftig euro geldboete wanneer de diefstal werd gepleegd ten nadele van een persoon van wie de bijzonder kwetsbare toestand ten gevolge van de leeftijd, zwangerschap, een ziekte dan wel een lichamelijk of geestelijk gebrek of onvolwaardigheid duidelijk was of de dader bekend was.

Artikel 465

Artikel 20 november 2017 = huidig artikel

In de gevallen van de vorige artikelen kunnen de schuldigen bovendien worden veroordeeld tot ontfuiling van rechten overeenkomstig artikel 33.

Artikel 466

Artikel 20 november 2017 = huidig artikel

Poging tot een van de diefstallen, in de vorige artikelen vermeld, wordt gestraft met gevangenisstraf van acht dagen tot drie jaar en met geldboete van zesentwintig euro tot driehonderd euro.

Artikel 491

Artikel 20 november 2017 = huidig artikel

Hij die ten nadele van een ander goederen, gelden, koopwaren, biljetten, kwijtingen, geschriften van om het even welke aard, die een verbintenis of een schuldbevrijding inhouden of teweegbrengen en die hem overhandigd zijn onder verplichting om ze terug te geven of ze voor een bepaald doel te gebruiken of aan te wenden, bedrieglijk verduistert of verspilt, wordt gestraft met gevangenisstraf van een maand tot vijf jaar en met geldboete van zesentwintig euro tot vijfhonderd euro.

De schuldige kan bovendien worden veroordeeld tot ontfuiling van rechten overeenkomstig artikel 33.

Artikel 492bis

Artikel 20 november 2017 = huidig artikel

Met gevangenisstraf van een maand tot vijf jaar en met geldboete van honderd euro tot vijfhonderdduizend euro worden gestraft de bestuurders, in feite of in rechte, van burgerlijke en handelsvennootschappen, alsook van verenigingen zonder winstoogmerk, die met bedrieglijk opzet en voor persoonlijke rechtstreekse of indirecte doeleinden gebruik hebben gemaakt van de goederen of van het krediet van de rechtspersoon, hoewel zij wisten dat zulks op betekenisvolle wijze in het nadeel was van de vermogensbelangen van de rechtspersoon en van die van zijn schuldeisers of vennoten.

De schuldigen kunnen daarenboven veroordeeld worden tot onzetting van hun rechten overeenkomstig artikel 33.

Artikel 496

Artikel 20 november 2017 = huidig artikel

Hij die, met het oogmerk om zich een zaak toe te eigenen die aan een ander toebehoort, zich gelden, roerende goederen, verbintenissen, kwijtingen, schuldbevrijdingen doet afgeven of leveren, hetzij door het gebruik maken van valse namen of valse hoedanigheden, hetzij door het aanwenden van listige kunstgrepen om te doen geloven aan het bestaan van valse ondernemingen, van een denkbeeldige macht of van een denkbeeldig krediet, om een goede afloop, een ongeval of enige andere hersenschimmige gebeurtenis te doen verwachten of te doen vrezen of om op andere wijze misbruik te maken van het vertrouwen of van de lichtgelovigheid, wordt gestraft met gevangenisstraf van een maand tot vijf jaar en met geldboete van zesentwintig euro tot drie duizend euro.

Indien de in het eerste lid bedoelde feiten zijn gepleegd ten nadele van een persoon van wie de kwetsbare toestand ten gevolge van de leeftijd, zwangerschap, een ziekte dan wel een lichamelijk of geestelijk gebrek of onvolwaardigheid duidelijk was of de dader bekend was, wordt deze gestraft met gevangenisstraf van zes maanden tot vijf jaar en met geldboete van zesentwintig euro tot drie duizend euro.

Poging tot het wanbedrijf omschreven in het eerste lid wordt gestraft met gevangenisstraf van acht dagen tot drie jaar en met geldboete van zesentwintig euro tot tweeduizend euro.

In de gevallen in de vorige leden omschreven kan de schuldige bovendien worden veroordeeld tot onzetting van rechten overeenkomstig artikel 33.

Artikel 505

Artikel 20 november 2017 = huidig artikel

Met gevangenisstraf van vijftien dagen tot vijf jaar en met geldboete van zesentwintig euro tot honderdduizend euro of met een van die straffen alleen worden gestraft :

- 1° zij die weggenomen, verduisterde of door misdaad of wanbedrijf verkregen zaken of een gedeelte ervan helen;
- 2° zij die zaken bedoeld in artikel 42, 3°, kopen, ruilen of om niet ontvangen, bezitten, bewaren of beheren, ofschoon zij op het ogenblik van de aanvang van deze handelingen, de oorsprong van die zaken kenden of moesten kennen;
- 3° zij die de zaken, bedoeld in artikel 42, 3°, omzetten of overdragen met de bedoeling de illegale herkomst ervan te verbergen of te verdoezelen of een persoon die betrokken is bij een misdrijf waaruit deze zaken voortkomen, te helpen ontkomen aan de rechtsgevolgen van zijn daden;
- 4° zij die de aard, oorsprong, vindplaats, vervreemding, verplaatsing of eigendom van de in artikel 42, 3°, bedoelde zaken verhelen of verhullen, ofschoon zij op het ogenblik van de aanvang van deze handelingen de oorsprong van die zaken kenden of moesten kennen.

De in het eerste lid, 3° en 4°, genoemde misdrijven bestaan, indien de dader ervan ook dader, mededader van of medeplichtige is aan het misdrijf waaruit de zaken genoemd in artikel 42, 3°, voortkomen. De in het eerste lid, 1° en 2°, genoemde misdrijven bestaan, ook indien de dader ervan eveneens de dader, mededader van of medeplichtige is aan het misdrijf waaruit de zaken genoemd in artikel 42, 3°, voortkomen, wanneer dit misdrijf in het buitenland is gepleegd en in België niet kan worden vervolgd.

Behalve ten aanzien van de dader, de mededader en de medeplichtige van het misdrijf dat de zaken bedoeld in artikel 42, 3°, heeft opgeleverd, hebben op fiscaal vlak de misdrijven bedoeld in het eerste lid, 2° en 4°, uitsluitend betrekking op feiten gepleegd in het raam van ernstige fiscale fraude, al dan niet georganiseerd.

De in de artikelen 2, 2bis en 2ter van de wet van 11 januari 1993 tot voorkoming van het gebruik van het financiële stelsel voor het witwassen van geld en de financiering van terrorisme beoogde instellingen en personen kunnen zich op het vorige lid beroepen voor zover zij zich, ten aanzien van de beoogde feiten, hebben geconformeerd aan de voorziene verplichting van artikel 28 van de wet van 11 januari 1993 die de wijze van informatieverstrekking aan de Cel voor financiële informatieverwerking regelt.

De zaken bedoeld in het eerste lid, 1° van dit artikel maken het voorwerp uit van het misdrijf dat gedekt is door deze bepaling, in de zin van artikel 42, 1°, en zij worden verbeurdverklaard, ook indien zij geen eigendom zijn van de veroordeelde, zonder dat deze straf nochtans de rechten van derden op de goederen die het voorwerp kunnen uitmaken van de verbeurd verklaring, schaadt.

De in het eerste lid, 3° en 4°, bedoelde zaken zijn het voorwerp van de door deze bepalingen bedoelde misdrijven in de zin van artikel 42, 1°, en worden verbeurd verklaard ten aanzien van alle daders, mededaders of medeplichtigen van die misdrijven, ook al heeft de veroordeelde die zaken niet in eigendom. Die straf mag evenwel geen schade berokkenen aan de rechten die derden op de voor verbeurdverklaring vatbare goederen kunnen doen gelden.

Zo die zaken niet in het vermogen van de veroordeelde kunnen worden aangetroffen, gaat de rechter over tot een raming van de geldwaarde ervan en heeft de verbeurdverklaring betrekking op een daarmee overeenstemmend geldbedrag. In dat geval kan de rechter dat bedrag evenwel verminderen teneinde de veroordeelde geen onredelijk zware straf op te leggen. De in het eerste lid, 2°, bedoelde zaken zijn het voorwerp van het door deze bepaling bedoeld misdrijf in de zin van artikel 42, 1°, en worden verbeurd verklaard ten aanzien van alle daders, mededaders of medeplichtigen van die misdrijven, ook al heeft de veroordeelde die zaken niet in bezit. Daarbij mag die straf geen schade berokkenen aan de rechten die derden op de voor verbeurdverklaring vatbare goederen kunnen doen gelden. Zo die zaken niet in het vermogen van de veroordeelde kunnen worden aangetroffen, gaat de rechter over tot een raming van de geldwaarde ervan en heeft de verbeurdverklaring betrekking op een geldbedrag dat in verhouding staat tot de mate waarin de veroordeelde bij het misdrijf betrokken was.

Poging tot een van de misdrijven bedoeld in 2°, 3° en 4° van dit artikel wordt bestraft met gevangenisstraf van acht dagen tot drie jaar en met geldboete van zesentwintig [euro] tot vijftigduizend [euro] of met een van die straffen alleen.

De personen die krachtens deze bepalingen worden gestraft, kunnen bovendien veroordeeld worden tot ontzetting, overeenkomstig artikel 33.

A. **Andere relevante strafrechtelijke bepalingen**

(i) **Koninklijk besluit van 31 mei 1933 betreffende de verklaringen af te leggen in verband met subsidies, vergoedingen en toelagen**

Artikel 1

Artikel 20 november 2017 = huidig artikel

Elke verklaring afgelegd in verband met een aanvraag tot het bekomen of behouden van een subsidie, vergoeding of toelage, die geheel of gedeeltelijk ten laste van de Staat, een andere publiekrechtelijke rechtspersoon, van de Europese Gemeenschap of een andere internationale instelling is, of geheel of gedeeltelijk bestaat uit openbare gelden, moet orecht en volledig zijn.

Hij die weet of moest weten dat hij geen recht meer heeft op het gehele bedrag van een subsidie, vergoeding of toelage, bedoeld in het eerste lid, is verplicht dit te verklaren.

Artikel 2

Artikel november 2017

§ 1. Hij die geen verklaring, bedoeld in artikel 1, tweede lid, heeft afgelegd en die een subsidie, vergoeding of toelage, bedoeld in artikel 1, of een gedeelte daarvan, aanvaardt of behoudt, wetende dat hij daarop geen of slechts gedeeltelijk recht heeft, wordt gestraft met een gevangenisstraf van acht dagen tot een jaar en een geldboete van zesentwintig frank tot vijftienduizend frank.

§ 2. Hij die wetens en willens een onjuiste of onvolledige verklaring aflegt in verband met een aanvraag, tot het bekomen of behouden van een subsidie, vergoeding of toelage, bedoeld in artikel 1, wordt gestraft met een gevangenisstraf van zes maanden tot drie jaar en een geldboete van zesentwintig frank tot vijftigduizend frank.

§ 3. Hij die een subsidie, vergoeding of toelage, bedoeld in artikel 1, aanwendt voor andere doeleinden dan die waarvoor ze werd bekomen, wordt gestraft met een gevangenisstraf van zes maanden tot vijf jaar en een geldboete van zesentwintig frank tot vijfenzeventigduizend frank.

§ 4. Hij die, ten gevolge van een verklaring, bedoeld in § 2, een subsidie, vergoeding of toelage, bedoeld in artikel 1, ontvangt of behoudt, wordt gestraft met een gevangenisstraf van een jaar tot vijf jaar en een geldboete van zesentwintig frank tot honderdduizend frank.

§ 5. De straffen gesteld in de vorige paragrafen worden verdubbeld indien een overtreding van één van die bepalingen wordt begaan binnen vijf jaar na de uitspraak van een vonnis of een arrest houdende veroordeling wegens één van die strafbare feiten dat in kracht van gewijsde is gegaan.

Gewijzigd bij Wet van 17 februari 2021 houdende diverse bepalingen inzake justitie

In artikel 2 van het koninklijk besluit van 31 mei 1933 betreffende de verklaringen af te leggen in verband met subsidies, vergoedingen en toelagen, vervangen bij de wet van 7 juni 1994 en gewijzigd bij de wet van 26 juni 2000, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° in paragraaf 1 worden de woorden "van acht dagen tot een jaar" vervangen door de woorden "van zes maanden tot vier jaar";

2° in paragraaf 2 worden de woorden "van zes maanden tot drie jaar" vervangen door de woorden "van zes maanden tot vier jaar".

Huidig artikel

§ 1. Hij die geen verklaring, bedoeld in artikel 1, tweede lid, heeft afgelegd en die een subsidie, vergoeding of toelage, bedoeld in artikel 1, of een gedeelte daarvan, aanvaardt of behoudt, wetende dat hij daarop geen of slechts gedeeltelijk recht heeft, wordt gestraft met een gevangenisstraf van 6 maanden tot vier jaar en een geldboete van zesentwintig frank tot vijftienduizend frank.

§ 2. Hij die wetens en willens een onjuiste of onvolledige verklaring aflegt in verband met een aanvraag, tot het bekomen of behouden van een subsidie, vergoeding of toelage, bedoeld in artikel 1, wordt gestraft met een gevangenisstraf van zes maanden tot vier jaar en een geldboete van zesentwintig frank tot vijftigduizend frank.

§ 3. Hij die een subsidie, vergoeding of toelage, bedoeld in artikel 1, aanwendt voor andere doeleinden dan die waarvoor ze werd bekomen, wordt gestraft met een gevangenisstraf van zes maanden tot vijf jaar en een geldboete van zesentwintig frank tot vijfenzeventigduizend frank.

§ 4. Hij die, ten gevolge van een verklaring, bedoeld in § 2, een subsidie, vergoeding of toelage, bedoeld in artikel 1, ontvangt of behoudt, wordt gestraft met een gevangenisstraf van een jaar tot vijf jaar en een geldboete van zesentwintig frank tot honderdduizend frank.

§ 5. De straffen gesteld in de vorige paragrafen worden verdubbeld indien een overtreding van één van die bepalingen wordt begaan binnen vijf jaar na de uitspraak van een vonnis of een arrest houdende veroordeling wegens één van die strafbare feiten dat in kracht van gewijsde is gegaan.

Artikel 2bis

Artikel 20 november 2017 = huidig artikel

De natuurlijke- en rechtspersonen die overeenkomstig artikel 1384 van het Burgerlijk Wetboek burgerlijk verantwoordelijk zijn voor de schadevergoeding, de intresten en de kosten, zijn eveneens verantwoordelijk voor de betaling van de geldboeten.

Artikel 3

Artikel 20 november 2017 = huidig artikel

De teruggave van de ten onrechte betaalde sommen wordt ambtshalve bevolen door de rechbank bij welke de vervolging aanhangig is gemaakt.

Artikel 4

Artikel 20 november 2017 = huidig artikel

De teruggave van de ten onrechte betaalde sommen wordt ambtshalve bevolen door de rechbank bij welke de vervolging aanhangig is gemaakt.

(ii) Koninklijk besluit van 2 oktober 1937 houdende het statuut van het Rijkspersoneel

Artikel 77

Artikel 20 november 2017 = huidig artikel

De volgende tuchtstraffen kunnen worden uitgesproken :

1° de terechtwijzing ;

2° de inhouding van wedde ;

3° de verplaatsing bij tuchtmaatregel ;

4° het ontslag van ambtswege;

5° de afzetting.

De inhouding van wedde wordt toegepast gedurende ten minste één maand en ten hoogste zesendertig maanden en mag niet hoger liggen dan die welke bepaald is in artikel 23, tweede lid, van de wet van 12 april 1965 betreffende de bescherming van het loon van de werknemers.

De bij tuchtmaatregel verplaatste ambtenaar kan op zijn aanvraag geen nieuwe aanwijzing noch overplaatsing bekomen gedurende de termijn die voor de uitwissing van zijn tuchtstraf is bepaald.

B. Loi générale du 18 juillet 1977 sur les douanes et accises (LGDA)²

Art. 115, § 1^{er} LGDA

Au 20 novembre 2017

Toute fausse déclaration de transit reconnue au bureau de départ est punie des mêmes peines que si les marchandises étaient déclarées en consommation.

Modifié par la loi du 9 décembre 2019 modifiant la loi générale sur les douanes et accises du 18 juillet 1977 et le code de la taxe sur la valeur ajoutée transposant la directive (UE) 2017/1371 – Moniteur belge du 18 décembre 2019 – Entrée en vigueur : le 28 décembre 2019

Toute fausse déclaration de transit reconnue au bureau de départ, lorsque l'intention frauduleuse est avérée, est punie des peines prévues, suivant le cas, par les articles 220 à 225, 227, 229 et 230 ou par l'article 231.

Art. 202 LGDA

Au 20 novembre 2017

§ 1^{er}. Lorsque, postérieurement à la clôture du certificat de vérification, les agents établissent, dans le délai de trois ans à compter de la date de la prise en compte du montant primitivement exigé du redevable, ou, s'il n'y a pas eu de prise en compte, à compter de la date de la naissance de la dette d'impôts, que par suite d'un acte passible de poursuites judiciaires répressives, les droits ou les droits d'accises légalement dus sur des marchandises déclarées n'ont pas été ou n'ont pas été intégralement perçus, les droits ou les droits d'accise éludés doivent être payés par le redevable de ces droits, soit à titre principal, soit à titre subsidiaire, ou par ses ayants droit.

² **Art. 281/2 LGDA** Les dispositions du Livre premier du Code pénal, y compris l'article 85, à l'exception cependant de l'article 68, sont applicables aux infractions prévues par la présente loi et les lois spéciales en matière de douane et accises. Le Livre premier du Code pénal inclut l'article 2 énoncé ci-dessus concernant l'application dans le temps du droit pénal.

§ 2. Les personnes visées au § 1er sont punies d'une amende comprise entre cinq et dix fois les droits. En cas de récidive, elles sont en outre punies d'un emprisonnement de huit jours à un mois, sans qu'il puisse être fait application de l'article 228.

Modifié par la loi du 9 décembre 2019 modifiant la loi générale sur les douanes et accises du 18 juillet 1977 et le code de la taxe sur la valeur ajoutée transposant la directive (UE) 2017/1371 – Moniteur belge du 18 décembre 2019 – Entrée en vigueur : le 28 décembre 2019

§ 1er. Lorsque, postérieurement à la clôture du certificat de vérification, les agents établissent, dans le délai de trois ans à compter de la date de la prise en compte du montant primitivement exigé du redevable, ou, s'il n'y a pas eu de prise en compte, à compter de la date de la naissance de la dette d'impôts, que par suite d'un acte passible de poursuites judiciaires répressives, les droits ou les droits d'accises légalement dus sur des marchandises déclarées n'ont pas été ou n'ont pas été intégralement perçus, les droits ou les droits d'accise éludés doivent être payés par le redevable de ces droits, soit à titre principal, soit à titre subsidiaire, ou par ses ayants droit.

§ 2. Les personnes visées au § 1er sont punies d'une amende comprise entre cinq et dix fois les droits. En cas de récidive, elles sont en outre punies d'un emprisonnement de huit jours à un mois, sans qu'il puisse être fait application de l'article 228.

§ 3. Lorsque les personnes visées au § 1er ont commis l'infraction dans une intention frauduleuse, elles sont punies en outre d'un emprisonnement de huit jours à un mois.

Lorsque les personnes visées au § 1er ont commis l'infraction avec une intention frauduleuse et ont gravement lésé les intérêts financiers de l'Union européenne, elles sont punies d'un emprisonnement de 4 mois à 5 ans.

Les intérêts financiers de l'Union européenne doivent en tout cas être considérés comme gravement lésés lorsque le préjudice se monte à plus de 100.000 euros.

Art. 220 LGDA

Au 20 novembre 2017

§ 1er. Tout capitaine de navire ou patron d'une embarcation quelconque, tout transporteur, conducteur, porteur, et tous autres individus, qui, à l'entrée ou à la sortie, tenteraient d'éviter de faire, soit au premier, soit à tout autre bureau où cela devrait avoir lieu, les déclarations requises, et chercheraient ainsi à frauder les droits du Trésor, tout individu chez lequel on aura trouvé un dépôt prohibé par les lois en vigueur, seront punis d'un emprisonnement de quatre mois au moins et d'un an au plus.

§ 2. Celui qui commet les infractions définies au § 1er dans une intention frauduleuse ou à dessein de nuire et que ces infractions soit sont commises dans le cadre de la fraude fiscale grave, organisée ou non, soit ont ou auraient gravement lésé les intérêts financiers de l'Union européenne et celui qui se trouve en situation de récidive sont punis d'un emprisonnement de 4 mois à 5 ans.

Modifié par la loi du 9 décembre 2019 modifiant la loi générale sur les douanes et accises du 18 juillet 1977 et le code de la taxe sur la valeur ajoutée transposant la directive (UE) 2017/1371 – Moniteur belge du 18 décembre 2019 – Entrée en vigueur : le 28 décembre 2019

§ 1er. Tout capitaine de navire ou patron d'une embarcation quelconque, tout transporteur, conducteur, porteur, et tous autres individus, qui, à l'entrée ou à la sortie, tenteraient d'éviter de faire, soit au premier, soit à tout autre bureau où cela devrait avoir lieu, les déclarations requises, et chercheraient ainsi à frauder les droits du Trésor, tout individu chez lequel on aura trouvé un dépôt prohibé par les lois en vigueur, seront punis d'un emprisonnement de quatre mois au moins et d'un an au plus.

§ 2. Celui qui commet les infractions définies au § 1er dans une intention frauduleuse ou à dessein de nuire et que ces infractions soit sont commises dans le cadre de la fraude fiscale grave, organisée ou non, soit ont ou auraient gravement lésé les intérêts financiers de l'Union européenne et celui qui se trouve en situation de récidive sont punis d'un emprisonnement de 4 mois à 5 ans.

Les intérêts financiers de l'Union européenne doivent en tout cas être considérés comme gravement lésés lorsque le préjudice se monte à plus de 100.000 euros.

Art. 236 LGDA³

§ 1er. Toute marchandise, présentée à la visite ou vérification par suite de documents obtenus à cet effet déclaration de mise à la consommation, ou autres, et qui, par sa confrontation avec le contenu du document, sera reconnue avoir été déclarée sous une fausse dénomination, c'est-à-dire en indiquant une espèce pour une autre, sera saisie et confisquée.

§ 2. En cas d'exportation de marchandises d'accise, celui qui aura fait la déclaration encourra, en outre, [une amende comprise entre cinq et dix fois la somme] dont il aura tenté d'obtenir frauduleusement la décharge.

³ Les articles 236 LGDA (fausse dénomination) et 237 LGDA (déclaration incomplète - excédents) constituent en infractions pénales des actes ou omissions visés par l'article 3, § 2, c), i), de la directive (UE) 2017/1371 (utilisation ou présentation de déclarations ou de documents faux, inexacts ou incomplets, ayant pour effet la diminution illégale de ressources du budget de l'Union ou des budgets gérés par l'Union ou pour son compte).

En ce qui concerne la sanction, les articles précités ne portent que la peine de confiscation des marchandises présentée à la visite ou vérification par suite de documents obtenus à cet effet, déclaration de mise à la consommation, ou autres, et reconnues avoir été déclarées sous une fausse dénomination par leur confrontation avec le contenu du document (article 236 LGDA), ou la peine de confiscation des marchandises reconnues, par suite de la confrontation précédemment mentionnée, n'avoir été déclarées qu'en partie, quoique sous leur véritable dénomination (article 237 LGDA).

La peine personnelle d'emprisonnement correspondante est quant à elle portée par l'article 259 LGDA (documents faux, incomplets ou inexacts dans l'intention de tromper la douane).

L'article 259 LGDA punit le contrevenant d'un emprisonnement de huit à trente jours, et, lorsque le contrevenant a gravement lésé les intérêts financiers de l'Union européenne, d'un emprisonnement de 4 mois à 5 ans.

Art. 237 LGDA⁴

Seront de mêmes saisies et confisquées la partie ou les parties de marchandises lesquelles, seront reconnues, par suite de la confrontation mentionnée à l'article 236, n'avoir été déclarées qu'en partie, quoique du reste sous leur véritable dénomination.

Art. 256 LGDA

Au 20 novembre 2017

§ 1^{er}. Sont punis d'une amende comprise entre cinq et dix fois les droits fraudés sans que celle-ci puisse être inférieure à 250 EUR :

1° tout emploi d'une marchandise étrangère, dans des conditions autres que l'usage spécial qu'elle devait recevoir suivant déclaration faite à l'administration lors de l'importation définitive et qui a justifié l'octroi d'un régime d'imposition plus favorable que celui qui eut été appliqué si l'usage réel qui en serait fait eut été connu de la douane

2° toute opération ayant pour but d'enlever ou de rendre à ladite marchandise les caractéristiques ou les propriétés à la présence ou à l'absence desquelles était subordonné, au moment de l'importation définitive, l'octroi d'un régime d'imposition plus favorable que celui qui eut été accordé en cas d'absence ou de présence desdites caractéristiques ou propriétés.

Les droits fraudés sont dus en sus.

Modifié par la loi du 9 décembre 2019 modifiant la loi générale sur les douanes et accises du 18 juillet 1977 et le code de la taxe sur la valeur ajoutée transposant la directive (UE) 2017/1371 – Moniteur belge du 18 décembre 2019 – Entrée en vigueur : le 28 décembre 2019

§ 1^{er}. Sont punis d'une amende comprise entre cinq et dix fois les droits fraudés sans que celle-ci puisse être inférieure à 250 euros :

1° tout emploi d'une marchandise étrangère, dans des conditions autres que l'usage spécial qu'elle devait recevoir suivant la déclaration faite à l'administration lors de l'importation définitive et qui a justifié l'octroi d'un régime d'imposition plus favorable que celui qui eut été appliqué si l'usage réel qui en serait fait eut été connu de la douane ;

2° toute opération ayant pour but d'enlever ou de rendre à ladite marchandise les caractéristiques ou les propriétés à la présence ou à l'absence desquelles était subordonné, au moment de l'importation définitive, l'octroi d'un régime d'imposition plus favorable que celui qui eut été accordé en cas d'absence ou de présence desdites caractéristiques ou propriétés.

⁴ Cf. note de bas de page n° 2.

Les droits fraudés sont dus en sus.

§ 2. Lorsque les contrevenants ont commis, ou tenté de commettre, les infractions visées au § 1er avec une intention frauduleuse, ils sont en outre punis d'un emprisonnement de huit jours à un mois. Lorsque les contrevenants ont commis les infractions visées au § 1er avec une intention frauduleuse et ont gravement lésé les intérêts financiers de l'Union européenne, ils sont punis d'un emprisonnement de 4 mois à 5 ans.

Les intérêts financiers de l'Union européenne doivent en tout cas être considérés comme gravement lésés lorsque le préjudice se monte à plus de 100.000 euros.

Art. 257 LGDA⁵

Au 20 novembre 2017

§ 1^{er}. Lorsqu'un document de transit, de franchise temporaire ou provisoire des droits, d'expédition sur entrepôt ou sur magasin de dépôt temporaire, d'exportation avec décharge de l'accise ou tout autre document de douane ou d'accise dont l'apurement ou la représentation au bureau de délivrance est prescrit, n'est pas représenté ou apuré à ce bureau dans le délai déterminé ou y est représenté non revêtu de la décharge requise ou d'une mention équivalente, le titulaire ou le cessionnaire du document encourt une amende de 125 EUR à 375 EUR sans préjudice du paiement des droits applicables aux marchandises reprises au document et en outre - s'il s'agit de marchandises étrangères qui, à l'entrée, sont soumises à une mesure de prohibition, de restriction ou de contrôle - du paiement d'un montant compris entre la moitié de la valeur des marchandises et la valeur totale des marchandises.

§ 2. Dans les mêmes hypothèses, si l'expédition de marchandises est faite sous escorte des agents du chemin de fer, l'amende de 125 EUR à 375 EUR est mise à la charge des administrations, compagnies ou sociétés des chemins de fer, sauf leur recours contre qui de droit.

§ 3. Quiconque donne, sans autorisation préalable de l'Administration générale des douanes et accises, aux marchandises faisant l'objet de documents de douane visés au § 1, une destination autre que celle qui y est expressément indiquée, est puni des peines prévues, suivant le cas, par l'article 157, les articles 220 à 225, 227 et 277 ou par l'article 231.

Modifié par la loi du 9 décembre 2019 modifiant la loi générale sur les douanes et accises du 18 juillet 1977 et le code de la taxe sur la valeur ajoutée transposant la directive (UE) 2017/1371 – Moniteur belge du 18 décembre 2019 – Entrée en vigueur : le 28 décembre 2019

⁵ L'article 257, § 1^{er} LGDA sanctionne le non-apurement du régime de transit hors intention frauduleuse. L'article 157, § 3 LGDA sanctionne les livraisons directes et le non-apurement du régime de transit avec intention frauduleuse.

§ 1er. Lorsqu'un document de transit, de franchise temporaire ou provisoire des droits, d'expédition sur entrepôt ou sur magasin de dépôt temporaire, d'exportation avec décharge de l'accise ou tout autre document de douane ou d'accise dont l'apurement ou la représentation au bureau de délivrance est prescrit, n'est pas représenté ou apuré à ce bureau dans le délai déterminé ou y est représenté non revêtu de la décharge requise ou d'une mention équivalente, le titulaire ou le cessionnaire du document encourt une amende de 125 euros à 375 euros sans préjudice du paiement des droits applicables aux marchandises reprises au document et en outre - s'il s'agit de marchandises étrangères qui, à l'entrée, sont soumises à une mesure de prohibition, de restriction ou de contrôle - du paiement d'un montant compris entre la moitié de la valeur des marchandises et la valeur totale des marchandises.

§ 2. Dans les mêmes hypothèses, si l'expédition de marchandises est faite sous escorte des agents du chemin de fer, l'amende de 125 euros à 375 euros est mise à la charge des administrations, compagnies ou sociétés des chemins de fer, sauf leur recours contre qui de droit.

§ 3. Quiconque donne ou tente de donner, sans autorisation préalable de l'Administration générale des douanes et accises, aux marchandises faisant l'objet de documents de douane visés au § 1, une destination autre que celle qui y est expressément indiquée, est puni des peines prévues, suivant le cas, par l'article 157, les articles 220 à 225, 227 et 277 ou par l'article 231.

Art. 259 LGDA

Au 20 novembre 2017

Est puni d'une amende de 250 EUR à 625 EUR, sans qu'elle puisse être inférieure au décuple des droits et taxes éventuellement éludés :

1° celui qui, dans l'intention de tromper la douane, produit ou fait produire des documents faux, mensongers ou inexacts ;

2° celui qui délivre des attestations, factures ou documents faux, mensongers ou inexacts destinés à tromper la douane. En cas de récidive, le contrevenant est puni en outre d'un emprisonnement de huit à trente jours, sans qu'il puisse être fait application de l'article 228.

Modifié par la loi du 9 décembre 2019 modifiant la loi générale sur les douanes et accises du 18 juillet 1977 et le code de la taxe sur la valeur ajoutée transposant la directive (UE) 2017/1371 – Moniteur belge du 18 décembre 2019 – Entrée en vigueur : le 28 décembre 2019

Est puni d'une amende de 250 EUR à 625 EUR, sans qu'elle puisse être inférieure au décuple des droits et taxes éventuellement éludés :

1° celui qui, dans l'intention de tromper la douane, produit ou fait produire des documents faux, mensongers ou inexacts ;

2 ° celui qui délivre des attestations, factures ou documents faux, mensongers ou inexacts destinés à tromper la douane.

Le contrevenant est puni en outre d'un emprisonnement de huit à trente jours. Lorsque le contrevenant a gravement lésé les intérêts financiers de l'Union européenne, il est puni d'un emprisonnement de 4 mois à 5 ans.

Les intérêts financiers de l'Union européenne doivent en tout cas être considérés comme gravement lésés lorsque le préjudice se monte à plus de 100.000 euros.

C. Code TVA

Art. 73

Sera puni d'un emprisonnement de huit jours à deux ans et d'une amende de 250 euros à 500.000 euros ou de l'une de ces peines seulement, celui qui, dans une intention frauduleuse ou à dessein de nuire, contrevient aux dispositions du présent Code ou des arrêtés pris pour son exécution.

Si les infractions visées à l'alinéa 1er ont été commises dans le cadre de la fraude fiscale grave, organisée ou non, le coupable est puni d'un emprisonnement de huit jours à 5 ans et d'une amende de 250 euros à 500.000 euros ou de l'une de ces peines seulement⁶.

+ *Alinéa inséré par la loi du 9 décembre 2019 modifiant la loi générale sur les douanes et accises du 18 juillet 1977 et le code de la taxe sur la valeur ajoutée transposant la directive (UE) 2017/1371 (Transposition de la directive PIF) – Moniteur belge du 18 décembre 2019 – Entrée en vigueur : 28 décembre 2019* :

La fraude fiscale est en tout cas considérée grave lorsque les infractions visées à l'alinéa 1er sont en lien avec le territoire d'au moins deux Etats membres et entraînent un préjudice d'un montant total d'au moins 10.000.000 euros⁷.

⁶ Le deuxième alinéa prévoit un degré de sanction qui correspond au prescrit de la Directive, lorsque l'infraction est grave.

⁷ Le troisième alinéa prévoit que l'infraction est toujours réputée grave lorsque les critères de la directive sont remplis (montant et lien territorial). Ce troisième alinéa a été inséré lors de la transposition de la directive.

Depuis cet ajout, lorsque les critères de la directive sont remplis, l'on est automatiquement face à une fraude grave.

Cela vaut uniquement à partir de l'entrée en vigueur de la loi du 9 décembre 2019.

Art. 73bis⁸

Sera puni d'un emprisonnement d'un mois à cinq ans et d'une amende de 250 EUR à 500.000 euros ou l'une de ces peines seulement, celui qui, en vue de commettre une des infractions visées à l'article 73, aura commis un faux en écritures publiques, de commerce ou privées, ou en informatique visé à l'article 210bis, § 1er, du Livre II du Code pénal, ou qui aura fait usage d'un tel faux.

Celui qui, sciemment, établira un faux certificat pouvant compromettre les intérêts du Trésor ou fera usage de pareil certificat, sera puni d'un emprisonnement de huit jours à deux ans et d'une amende de 250 EUR à 500.000 euros ou de l'une de ces peines seulement.

Art. 73nonies - Article inséré par la loi du 9 décembre 2019 précitée (Transposition de la directive)

La tentative de commettre une infraction visée à l'article 73, alinéa 3, sera punie d'un emprisonnement de huit jours à trois ans et d'une amende de 26 euros à 50.000 euros ou d'une de ces peines seulement⁹.

Art 73decies - Article inséré par la loi du 9 décembre 2019 précitée (Transposition de la directive)

Lorsque l'infraction visée à l'article 73, alinéa 3, est commise par une organisation criminelle au sens de l'article 324bis du Code pénal, le coupable est puni d'un emprisonnement de 1 an à 5 ans et d'une amende de 5.000 euros à 500.000 euros ou de l'une de ces peines seulement¹⁰.

Art 73quinquies

Les aspects tels que la complicité ou la responsabilité des personnes morales s'appliquent par l'intermédiaire des dispositions du Livre premier du Code pénal, qui sont applicables aux infractions visées par les articles 73, 73bis et 73quater¹¹.

⁸ Article modifié en dernier lieu par la loi du 17 décembre 2012.

L'usage de faux peut être visé à partir de 2017, le Code TVA a été estimé conforme à la directive et n'a pas fait l'objet de modification sur ce sujet.

⁹ La tentative a été ajoutée lors de la transposition de la directive en ce qui concerne les infractions graves visées à l'article 73, alinéa 3. Vu la non-rétroactivité des dispositions pénales, la tentative ne peut être punie qu'après l'entrée en vigueur de la loi de transposition.

¹⁰ Une circonstance aggravante a également été insérée dans le Code TVA lors de la transposition afin de le rendre conforme à la directive.

Vu la non-rétroactivité des dispositions pénales, la circonstance aggravante ne peut être appliquée qu'après l'entrée en vigueur de la loi de transposition

¹¹ Article modifié en dernier lieu par la loi du 20 septembre 2012.

Le titre premier du Code pénal s'applique aux dispositions visées par l'article 73quinquies déjà avant la loi de transposition.

Les aspects tels que la complicité, la responsabilité des personnes morales et autres aspects visés par le Livre premier du code pénal s'appliquent aux infractions dès 2017.

III. Mesures d'enquête et autres dispositions procédurales pertinentes

A. Lijst van uitzonderingen m.b.t. de onderzoeksmaatregelen bedoeld in artikel 30 e) en f).

e) onderschepping van elektronische communicatie van en naar de verdachte of beklaagde persoon, met behulp van elk elektronisch communicatiemiddel dat de verdachte of beklaagde gebruikt;

Artikel 90ter van het Wetboek van strafvordering beperkt de maatregel tot de volgende strafbare feiten:

- 1° de artikelen 101 tot en met 110 van het Strafwetboek;
- 2° De artikelen 136bis, 136ter, 136quater, 136sexies en 136septies van hetzelfde Wetboek en artikel 41 van de wet van 29 maart 2004 betreffende de samenwerking met het Internationaal Strafgerichtshof en de internationale straftribunalen;
- 3° boek II, titel Iter, van hetzelfde Wetboek;
- 4° artikel 147 van hetzelfde Wetboek;
- 5° de artikelen 160, 161, 162, 163, 168, 171, 173 en 176 van hetzelfde Wetboek;
- 6° de artikelen 180 en 186 van hetzelfde Wetboek;
- 7° artikel 210bis van hetzelfde Wetboek;
- 8° de artikelen 246, 247, 248, 249, en 250 van hetzelfde Wetboek;
- 9° artikel 259bis van hetzelfde Wetboek;
- 10° artikel 314bis van hetzelfde Wetboek;
- 11° de artikelen 324bis en 324ter van hetzelfde Wetboek;
- 12° de artikelen 327, 328, 329 en 330 van hetzelfde Wetboek, voor zover een klacht is ingediend;
- 13° artikel 331bis van hetzelfde Wetboek;
- 14° artikel 347bis van hetzelfde Wetboek;
- 15° de artikelen 372 tot 377bis van hetzelfde Wetboek;
- 16° artikel 377quater van hetzelfde Wetboek;
- 17° de artikelen 379, 380 en 383bis, §§ 1 en 3, van hetzelfde Wetboek;
- 18° artikel 393 van hetzelfde Wetboek;
- 19° de artikelen 394 en 397 van hetzelfde Wetboek;

- 20° de artikelen 428 en 429 van hetzelfde Wetboek;
- 21° artikel 433bis/1 van hetzelfde Wetboek;
- 22° de artikelen 433quinquies tot 433octies van hetzelfde Wetboek;
- 22/1° . de artikelen 433novies/2 tot 433novies/10 van hetzelfde Wetboek;
- 23° artikel 434 van hetzelfde Wetboek;
- 24° de artikelen 468, 470, 471 en 472 van hetzelfde Wetboek;
- 25° artikel 475 van hetzelfde Wetboek;
- 26° boek II, titel IX, hoofdstuk I, sectie 2bis, en hoofdstuk Ibis van hetzelfde Wetboek;
- 27° de artikelen 504bis en 504ter van hetzelfde Wetboek;
- 28° artikel 504quater van hetzelfde Wetboek;
- 29° artikel 505, eerste lid, 1° van hetzelfde Wetboek wanneer de betrokken zaken werden weggenomen, verduisterd of verkregen door een misdaad of wanbedrijf vermeld in dat artikel;
- 30° artikel 505, eerste lid, 2°, 3° en 4° van hetzelfde Wetboek;
- 31° de artikelen 510, 511, eerste lid en 516 van hetzelfde Wetboek;
- 32° artikel 520 van hetzelfde Wetboek, indien de omstandigheden bedoeld in de artikelen 510 of 511, eerste lid, van hetzelfde Wetboek verenigd zijn;
- 33° de artikelen 550bis en 550ter van hetzelfde Wetboek;
- 34° artikel 2bis van de wet van 24 februari 1921 betreffende het verhandelen van giftstoffen, slaapmiddelen en verdovende middelen, psychotrope stoffen, ontsmettingsstoffen en antiseptica en van de stoffen die kunnen gebruikt worden voor de illegale vervaardiging van verdovende middelen en psychotrope stoffen;
- 35° de wet van 28 mei 1956 betreffende ontplofbare en voor de deflagratie vatbare stoffen en mengsels en de daarmede geladen tuigen;
- 36° artikel 1 van het koninklijk besluit van 12 april 1974 betreffende sommige verrichtingen in verband met stoffen met hormonale, anti-hormonale, anabole, anti-infectieuze, anti-parasitaire, en anti-inflammatorye werking, welk artikel betrekking heeft op strafbare feiten waarop overeenkomstig de wet van 24 februari 1921 betreffende het verhandelen van de gifstoffen, slaapmiddelen en verdovende middelen, ontsmettingsstoffen en antiseptica straffen worden gesteld.";

37° de artikelen 77bis tot 77quinquies van de wet van 15 december 1980 betreffende de toegang tot het grondgebied, het verblijf, de vestiging en de verwijdering van vreemdelingen;

38° artikel 10, § 1, 2°, van de wet van 15 juli 1985 betreffende het gebruik bij dieren van stoffen met hormonale, anti-hormonale, beta-adrenergische of productie-stimulerende werking;

39° artikel 10 van de wet van 5 augustus 1991 betreffende de in-, uit- en doorvoer van wapens, munitie en speciaal voor militair gebruik dienstig materieel en daaraan verbonden technologie;

40° artikel 145, § 3 en § 3bis, van de wet van 13 juni 2005 betreffende de elektronische communicatie;

41° de artikelen 8 tot 11, 14, 16, 19, 1°, 2°, 3°, 5° en 6°, 20, 22, 27 en 33 van de wet van 8 juni 2006 houdende regeling van economische en individuele activiteiten met wapens, ook "wapenwet" genoemd;

42° de artikelen 21 tot 26 van het Samenwerkingsakkoord van 2 maart 2007 tussen de Federale Staat, het Vlaams Gewest, het Waals Gewest en het Brussels Hoofdstedelijk Gewest betreffende de uitvoering van de overeenkomst tot verbod van de ontwikkeling, de productie, de aanleg van voorraden en het gebruik van chemische wapens en inzake de vernietiging van deze wapens, gedaan te Parijs op 13 januari 1993;

43° artikel 47 van het decreet van het Vlaams Parlement van 15 juni 2012 betreffende de in-, uit-, doorvoer en overbrenging van defensiegerelateerde producten, ander voor militair gebruik dienstig materiaal, ordehandhavingsmateriaal, civiele vuurwapens, onderdelen en munitie;

44° artikel 20 van het decreet van het Waals Gewest van 21 juni 2012 betreffende de invoer, uitvoer, doorvoer en overdracht van civiele wapens en van defensiegerelateerde producten;

45° artikel 42 van de ordonnantie van het Brussels Hoofdstedelijk gewest van 20 juni 2013 betreffende de in-, uit-, doorvoer en overbrenging van defensiegerelateerde producten, ander voor militair gebruik dienstig materiaal, ordehandhavingsmateriaal, civiele vuurwapens, onderdelen, toebehoren en munitie ervan.

f) tracing en opsporing van een voorwerp met technische hulpmiddelen, met inbegrip van de gecontroleerde aflevering van goederen.

Uitgestelde tussenkomst bedoeld in artikel 40bis Wetboek van strafvordering:

Geen beperkingen

Observatie met technische hulpmiddelen, bedoeld in artikel 47sexies Wetboek van strafvordering:

Beperkt tot strafbare feiten die een correctionele hoofdgevangenisstraf van een jaar of een zwaardere straf tot gevolg kunnen hebben.

De gecontroleerde aflevering is een vorm van infiltratie, bedoeld in artikel 47octies Wetboek van strafvordering:

Beperkt tot strafbare feiten gepleegd in het kader van een criminale organisatie, zoals bedoeld in artikel 324bis van het Strafwetboek, of misdaden of wanbedrijven als bedoeld in artikel 90ter (zie hierboven).

B. Andere relevante procedurele bepalingen

(i) Wet houdende de voorafgaande titel van het wetboek van strafvordering van 17 april 1878

Artikel 7

Artikel 20 november 2017 = huidig artikel

§ 1. Iedere Belg of persoon met hoofdverblijfplaats in het Rijk die zich buiten het grondgebied van het Rijk schuldig maakt aan een feit dat door de Belgische wet misdaad of wanbedrijf wordt genoemd, kan in België vervolgd worden indien op het feit straf gesteld is door de wet van het land waar het is gepleegd.

§ 2. Indien het misdrijf gepleegd is tegen een vreemdeling, kan de vervolging slechts plaatshebben op vordering van het openbaar ministerie en moet zij bovendien voorafgegaan worden door een klacht van de benadeelde vreemdeling of van zijn familie ofwel door een officieel bericht, aan de Belgische overheid gegeven door de overheid van het land waar het misdrijf is gepleegd.

Is het misdrijf in oorlogstijd gepleegd tegen een onderdaan van een land dat bondgenoot van België is in de zin van artikel 117, tweede lid, van het Strafwetboek, dan kan het officieel bericht eveneens gegeven worden door de overheid van het land waarvan die vreemdeling een onderdaan is of was.

Artikel 10quater

Artikel 20 november 2017 = huidig artikel

§ 1. Een persoon kan in België vervolgd worden wanneer hij zich buiten het grondgebied van het Rijk schuldig maakt:

1° aan een misdrijf bepaald in de artikelen 246 tot 249 van het Strafwetboek;
2° aan een misdrijf bepaald in artikel 250 van hetzelfde Wetboek wanneer de persoon die een openbaar ambt uitoefent in een vreemde Staat of in een internationale publiekrechtelijke organisatie een Belg is of wanneer de internationale publiekrechtelijke organisatie waarvoor de persoon een openbaar ambt uitoefent haar zetel heeft in België.

§ 2. Iedere Belg of persoon met hoofdverblijfplaats in het Rijk die zich buiten het grondgebied van het Rijk schuldig maakt aan een misdrijf bepaald in artikel 250 van het Strafwetboek, kan in België vervolgd worden, op voorwaarde dat het feit bestraft wordt door de wetgeving van het land waar het is gepleegd.

Artikel 21

Artikel november 2017

Behoudens wat de misdrijven betreft omschreven in de artikelen 136bis, 136ter en 136quater van het Strafwetboek, en behoudens de overige bij de wet bepaalde uitzonderingen, verjaart de strafvordering, te rekenen van de dag waarop het misdrijf is gepleegd :

1° door verloop van twintig jaren voor :

- een misdaad die strafbaar is met levenslange opsluiting, of
- een van de misdaden omschreven in de artikelen 102, tweede lid, 122, derde punt, 138, § 1, eerste lid, 9°, 376, eerste lid, 393 of 417ter, derde lid, van het Strafwetboek, 30, § 2, van de wet van 27 juni 1937 houdende herziening van de wet van 16 november 1919, betreffende de regeling der Luchtvaart, 34, 35, 68, derde lid, 69, tweede en derde lid, van de wet van 5 juni 1928 houdende herziening van het Tucht- en Strafwetboek voor de koopvaardij en de zeevisserij of 4, § 3, derde lid, van de wet van 30 december 2009 betreffende de strijd tegen piraterij op zee, ingeval het is gepleegd op een persoon van minder dan achttien jaar;

2° door verloop van vijftien jaren voor :

- een van de misdaden bedoeld in 1°, tweede streepje, ingeval het niet is gepleegd op een persoon van minder dan achttien jaar, of
- een van de misdrijven omschreven in de artikelen 371/1 tot 375, 376, tweede en derde lid, en 377, 377quater, 379, 380, 383bis, § 1, 409 en 433quinquies, § 1, eerste lid, 1°, van het Strafwetboek, en de poging om dat laatste misdrijf te plegen, ingeval het is gepleegd op een persoon van minder dan achttien jaar;

3° door verloop van tien jaren voor een andere misdaad;

4° door verloop van vijf jaren voor een ander wanbedrijf;

5° door verloop van een jaar voor een wanbedrijf dat in een overtreding wordt omgezet;

6° door verloop van zes maanden voor een andere overtreding.

Nochtans blijven de verjaringstermijnen van de strafvordering die worden bepaald in het eerste lid, 1° en 2°, alsook voor de misdaden die strafbaar zijn met opsluiting van meer dan twintig jaar, ongewijzigd indien de straf wordt verminderd of gewijzigd wegens verzachtende omstandigheden.

Gewijzigd bij wet 8 mei 2019 tot invoering van het Belgisch Scheepvaart-wetboek

In artikel 21, eerste lid, 1°, tweede streepje, van de voorafgaande titel van het Wetboek van Strafvordering, ingevoegd bij de wet van 30 mei 1961 en vervangen bij de wet van 5 februari 2016, worden de woorden "34, 35, 68, derde lid, 69, tweede en derde lid, van de wet van 5 juni 1928 houdende herziening van het Tucht- en Strafwetboek voor de koopvaardij en de zeevisscherij of 4, § 3, derde lid, van de wet van 30 december 2009 betreffende de strijd tegen piraterij op zee" vervangen door de woorden "of 4.5.2.2, § 2 van het Belgisch Scheepvaartwetboek, of de misdaden omschreven in artikel 4.5.2.1 van het Belgisch Scheepvaartwetboek in de omstandigheden bedoeld in artikel 4.5.2.2, § 1, derde lid, 1° of 2°, of § 1, vierde lid, van het Belgisch Scheepvaartwetboek, of medeplichtigheid aan de misdaad omschreven in artikel 4.5.2.2, § 1, van het Belgisch Scheepvaartwetboek".

Gewijzigd bij wet van 14 november 2019 tot wijziging van de wet van 17 april 1878 houdende de voorafgaande titel van het Wetboek van Strafvordering wat de afschaffing van de verjaring van ernstige seksuele misdrijven op minderjarigen betreft

In artikel 21, eerste lid, van de wet van 17 april 1878 houdende de voorafgaande titel van het Wetboek van Strafvordering, vervangen bij de wet van 5 februari 2016 en laatstelijk gewijzigd bij de wet van 11 juli 2018, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

- a) de woorden "Behoudens wat de misdrijven betreft omschreven in de artikelen 136bis, 136ter en 136quater van het Strafwetboek, en" worden opgeheven;
- b) in de bepaling onder 1°, tweede gedachtestreepje, worden de woorden "376, eerste lid," opgeheven;
- c) in de bepaling onder 2° wordt het tweede gedachtestreepje opgeheven.

Huidig artikel

Behoudens de overige bij de wet bepaalde uitzonderingen, verjaart de strafvordering, te rekenen van de dag waarop het misdrijf is gepleegd :

1° door verloop van twintig jaren voor :

- een misdaad die strafbaar is met levenslange opsluiting, of
 - een van de misdaden omschreven in de artikelen 102, tweede lid, 122, derde punt, 138, § 1, eerste lid, 9°, 393 of 417ter, derde lid, van het Strafwetboek, 30, § 2, van de wet van 27 juni 1937 houdende herziening van de wet van 16 november 1919, betreffende de regeling der Luchtvaart, of 4.5.2.2, § 2 van het Belgisch Scheepvaartwetboek, of de misdaden omschreven in artikel 4.5.2.1 van het Belgisch Scheepvaartwetboek in de omstandigheden bedoeld in artikel 4.5.2.2, § 1, derde lid, 1° of 2°, of § 1, vierde lid, van het Belgisch Scheepvaartwetboek, of medeplichtigheid aan de misdaad omschreven in artikel 4.5.2.2, § 1, van het Belgisch Scheepvaartwetboek, ingeval het is gepleegd op een persoon van minder dan achttien jaar;

2° door verloop van vijftien jaren voor :

- een van de misdaden bedoeld in 1°, tweede streepje, ingeval het niet is gepleegd op een persoon van minder dan achttien jaar, of

3° door verloop van tien jaren voor een andere misdaad;

4° door verloop van vijf jaren voor een ander wanbedrijf;

5° door verloop van een jaar voor een wanbedrijf dat in een overtreding wordt omgezet;

6° door verloop van zes maanden voor een andere overtreding.

Nochtans blijven de verjaringstermijnen van de strafvordering die worden bepaald in het eerste lid, 1° en 2°, alsook voor de misdaden die strafbaar zijn met opsluiting van meer dan twintig jaar, ongewijzigd indien de straf wordt verminderd of gewijzigd wegens verzachtende omstandigheden.

Artikel 22

De verjaring van de strafvordering wordt slechts gestuit door daden van onderzoek of van vervolging, verricht binnen de in artikel 21 bepaalde termijn.

Met die daden begint een nieuwe termijn van gelijke duur te lopen, zelfs ten aanzien van personen die daarbij niet betrokken waren.

(ii) Wetboek van Strafvordering van 16 december 1808

Artikel 35

Artikel 20 november 2017 = huidig artikel

De procureur des Konings neemt alles in beslag wat een van de in de artikelen 42 en 43quater van het Strafwetboek bedoelde zaken schijnt uit te maken en alles wat dienen kan om de waarheid aan de dag te brengen; hij vraagt de verdachte zich te verklaren omtrent de in beslag genomen voorwerpen, die hem vertoond zullen worden; van een en ander maakt hij een proces-verbaal op, dat ondertekend wordt door de verdachte, of ingeval deze weigert, wordt daarvan melding gemaakt.

Artikel 35bis

Artikel november 2017

Indien de zaken die het uit het misdrijf verkregen vermogensvoordeel schijnen te vormen, onroerende goederen zijn, wordt bewarend beslag op onroerend goed gedaan, zulks bij deurwaardersexploit dat aan de eigenaar wordt betekend en op straffe van nietigheid een afschrift van de vordering van de procureur des Konings moet bevatten, alsmede de verschillende vermeldingen bedoeld in de artikelen 1432 en 1568 van het Gerechtelijk Wetboek, evenals de tekst van het derde lid van dit artikel.

Het beslagexploit moet op de dag zelf van de betekening ter overschrijving worden aangeboden op het kantoor der hypotheken van de plaats waar de goederen gelegen zijn. Als dagtekening van de overschrijving geldt de dag van afgifte van het exploit.

Het bewarend beslag op onroerend goed geldt gedurende vijf jaren met ingang van de dagtekening der overschrijving, behoudens vernieuwing voor dezelfde termijn op vertoon aan de bewaarder, vóór het verstrijken van de geldigheidsduur van de overschrijving, van een door de bevoegde procureur of onderzoeksrechter in dubbel opgemaakte vordering.

Het beslag wordt blijvend voor het verleden in stand gehouden door de beknopte melding op de kant van de overschrijving van het beslag, binnen haar geldigheidsduur, van de definitieve rechterlijke beslissing waarbij de verbeurdverklaring van het onroerend goed werd bevolen.

Doorhaling van het bewarend onroerend beslag kan verleend worden door de voormalde procureur of onderzoeksrechter, of desgevallend door de beneficiant van de verbeurdverklaring, of kan ook bij rechterlijke beslissing bevolen worden.

Gewijzigd bij Wet van 11 juli 2018 in het kader van de integratie van de hypotheekkantoren in de Administratie Rechtszekerheid van de Algemene Administratie van de Patrimoniumdocumentatie van de Federale Overheidsdienst Financiën en van de nieuwe organisatie-en bevoegdhedenverdeling binnen de Administratie Rechtszekerheid

In artikel 35bis, tweede lid, van het Wetboek van strafvordering, ingevoegd bij de wet van 20 mei 1997, worden de woorden "kantoor der hypotheken" vervangen door de woorden "bevoegde kantoor van de Algemene Administratie van de Patrimoniumdocumentatie".

Huidig artikel

Indien de zaken die het uit het misdrijf verkregen vermogensvoordeel schijnen te vormen, onroerende goederen zijn, wordt bewarend beslag op onroerend goed gedaan, zulks bij deurwaardersexploit dat aan de eigenaar wordt betekend en op straffe van nietigheid een afschrift van de vordering van de procureur des Konings moet bevatten, alsmede de verschillende vermeldingen bedoeld in de artikelen 1432 en 1568 van het Gerechtelijk Wetboek, evenals de tekst van het derde lid van dit artikel.

Het beslagexploit moet op de dag zelf van de betekening ter overschrijving worden aangeboden op het bevoegde kantoor van de Algemene Administratie van de Patrimoniumdocumentatie van de plaats waar de goederen gelegen zijn. Als dagtekening van de overschrijving geldt de dag van afgifte van het exploit.

Het bewarend beslag op onroerend goed geldt gedurende vijf jaren met ingang van de dagtekening der overschrijving, behoudens vernieuwing voor dezelfde termijn op vertoon aan de bewaarder, vóór het verstrijken van de geldigheidsduur van de overschrijving, van een door de bevoegde procureur of onderzoeksrechter in dubbel opgemaakte vordering.

Het beslag wordt blijvend voor het verleden in stand gehouden door de beknopte melding op de kant van de overschrijving van het beslag, binnen haar geldigheidsduur, van de definitieve rechterlijke beslissing waarbij de verbeurdverklaring van het onroerend goed werd bevolen. Doorhaling van het bewarend onroerend beslag kan verleend worden door de voormelde procureur of onderzoeksrechter, of desgevallend door de beneficiant van de verbeurdverklaring, of kan ook bij rechterlijke beslissing bevolen worden.

Artikel 35ter

Artikel november 2017

§ 1. Ingeval er ernstige en concrete aanwijzingen bestaan dat de verdachte een vermogensvoordeel in de zin van de artikelen 42, 3°, of 43quater, § 2, van het Strafwetboek heeft verkregen, en de zaken die dit vermogensvoordeel vertegenwoordigen als zodanig niet of niet meer in het vermogen van de verdachte dat zich in België bevindt kunnen aangetroffen worden of zich hebben vermengd met wettige goederen, kan het openbaar ministerie beslag leggen op andere zaken die zich in het vermogen van de verdachte bevinden ten belope van het vermoedelijke bedrag van voornoemd vermogensvoordeel. In zijn beslissing motiveert het openbaar ministerie de raming van dit bedrag en geeft het aan welke de ernstige en concrete aanwijzingen zijn die de inbesagneming rechtvaardigen. Deze gegevens worden opgenomen in het proces-verbaal dat wordt opgemaakt naar aanleiding van de inbesagneming.

Het eerste lid is ook van toepassing op de zaken die het voorwerp zijn van de in het artikel 505 van het Strafwetboek bedoelde misdrijven.

§ 2. Goederen die ingevolge de artikelen 1408 tot 1412bis van het Gerechtelijk Wetboek of ingevolge bijzondere wetten niet vatbaar zijn voor beslag, mogen in geen geval in beslag worden genomen.

§ 3. In geval van beslag op een onroerend goed of een schuldvordering wordt gehandeld overeenkomstig de vormvoorschriften die worden bepaald bij de artikelen 35bis en 37.

§ 4. Het openbaar ministerie kan beslag leggen op andere goederen dan de vermogensvoordelen die toebehoren aan derden, onder de volgende voorwaarden :

1° er zijn voldoende ernstige en concrete aanwijzingen dat de verdachte het goed heeft overgedragen aan de derde of hem de financiële mogelijkheid heeft gegeven om het te verwerven met het kennelijke doel de tenuitvoerlegging van de eventuele bijzondere verbeurdverklaring met betrekking tot een geldsom te verhinderen of in ernstige mate te bemoeilijken;

2° de derde wist of moest redelijkerwijs weten dat het goed hem rechtstreeks of onrechtstreeks was overgedragen door de verdachte, dan wel dat hij het met de financiële hulp van de verdachte had kunnen verwerven, om het te onttrekken aan de tenuitvoerlegging van de eventuele bijzondere verbeurdverklaring met betrekking tot een geldsom.

In zijn beslissing vermeldt het openbaar ministerie de ernstige en concrete aanwijzingen waaruit blijkt dat de verdachte het goed wil onttrekken aan de tenuitvoerlegging van een eventuele bijzondere verbeurdverklaring en de inlichtingen waaruit de wetenschap van de derde blijkt of kan worden afgeleid, die de inbesagneming rechtvaardigen. Deze gegevens worden opgenomen in het proces-verbaal dat wordt opgemaakt naar aanleiding van de inbesagneming.

Gewijzigd bij Wet van 18 maart 2018 houdende wijzigingen van diverse bepalingen van het strafrecht, de strafvordering en het gerechtelijk recht

In artikel 35ter, § 1, tweede lid, van hetzelfde Wetboek, ingevoegd bij de wet van 19 december 2002 en vervangen bij de wet van 5 februari 2016, worden de woorden "op de zaken die gediend hebben of bestemd waren om het misdrijf te plegen alsook" ingevoegd tussen het woord "toepassing" en het woord "op".

Huidig artikel

§ 1. Ingeval er ernstige en concrete aanwijzingen bestaan dat de verdachte een vermogensvoordeel in de zin van de artikelen 42, 3°, of 43quater, § 2, van het Strafwetboek heeft verkregen, en de zaken die dit vermogensvoordeel vertegenwoordigen als zodanig niet of niet meer in het vermogen van de verdachte dat zich in België bevindt kunnen aangetroffen worden of zich hebben vermengd met wettige goederen, kan het openbaar ministerie beslag leggen op andere zaken die zich in het vermogen van de verdachte bevinden ten belope van het vermoedelijke bedrag van voornoemd vermogensvoordeel. In zijn beslissing motiveert het openbaar ministerie de raming van dit bedrag en geeft het aan welke de ernstige en concrete aanwijzingen zijn die de inbesagneming rechtvaardigen. Deze gegevens worden opgenomen in het proces-verbaal dat wordt opgemaakt naar aanleiding van de inbesagneming.

Het eerste lid is ook van toepassing op de zaken die gediend hebben of bestemd waren om het misdrijf te plegen alsook op de zaken die het voorwerp zijn van de in het artikel 505 van het Strafwetboek bedoelde misdrijven.

§ 2. Goederen die ingevolge de artikelen 1408 tot 1412bis van het Gerechtelijk Wetboek of ingevolge bijzondere wetten niet vatbaar zijn voor beslag, mogen in geen geval in beslag worden genomen.

§ 3. In geval van beslag op een onroerend goed of een schuldvordering wordt gehandeld overeenkomstig de vormvoorschriften die worden bepaald bij de artikelen 35bis en 37.

§ 4. Het openbaar ministerie kan beslag leggen op andere goederen dan de vermogensvoordelen die toebehoren aan derden, onder de volgende voorwaarden :

1° er zijn voldoende ernstige en concrete aanwijzingen dat de verdachte het goed heeft overgedragen aan de derde of hem de financiële mogelijkheid heeft gegeven om het te verwerven met het kennelijke doel de tenuitvoerlegging van de eventuele bijzondere verbeurdverklaring met betrekking tot een geldsom te verhinderen of in ernstige mate te bemoeilijken;

2° de derde wist of moest redelijkerwijs weten dat het goed hem rechtstreeks of onrechtstreeks was overgedragen door de verdachte, dan wel dat hij het met de financiële hulp van de verdachte had kunnen verwerven, om het te onttrekken aan de tenuitvoerlegging van de eventuele bijzondere verbeurdverklaring met betrekking tot een geldsom.

In zijn beslissing vermeldt het openbaar ministerie de ernstige en concrete aanwijzingen waaruit blijkt dat de verdachte het goed wil onttrekken aan de tenuitvoerlegging van een eventuele bijzondere verbeurdverklaring en de inlichtingen waaruit de wetenschap van de derde blijkt of kan worden afgeleid, die de inbeslagneming rechtvaardigen. Deze gegevens worden opgenomen in het proces-verbaal dat wordt opgemaakt naar aanleiding van de inbeslagneming.

Artikel 37

Artikel november 2017

§ 1. Indien er in de woning van de verdachte papieren of zaken worden gevonden, die tot overtuiging of tot ontlasting kunnen dienen, neemt de procureur des Konings deze papieren of zaken in beslag.

In geval wordt overgegaan tot inbeslagneming op basis van de artikelen 35 en 35ter , of op basis van het eerste lid, wordt door de procureur des Konings of door de officier van gerechtelijke politie een proces-verbaal opgemaakt waarin de in beslag genomen zaken worden vermeld alsmede de door andere wetsbepalingen voorgeschreven vermeldingen. Voor zover mogelijk worden de zaken geïndividualiseerd in het proces-verbaal.

§ 2. In geval van beslag op vorderingen, met uitzondering van beslag op rechten aan order of aan toonder, gebeurt het beslag door schriftelijke kennisgeving aan de schuldenaar.

In geval deze kennisgeving niet gebeurt overeenkomstig het bepaalde in § 3, wordt ze aan de schuldenaar verzonden bij ter post aangetekende brief alsmede bij gewone brief.

Deze brieven bevatten de referenties eigen aan de zaak, alsmede een letterlijke weergave van de tekst van § 4, van artikel 1452 van het Gerechtelijk Wetboek en van artikel 28sexies of van artikel 61quater , naargelang het beslag uitgaat van de procureur des Konings of van de onderzoeksrechter.

§ 3. Het proces-verbaal wordt ter ondertekening aan de beslagene aangeboden, die kosteloos kopie van dit proces-verbaal kan ontvangen. In geval van beslag onder derden, hebben zowel de derde-beslagene als de beslagene zelf het recht op een kosteloze kopie van dit proces-verbaal. Deze kopie wordt onmiddellijk overhandigd of binnen de achtenveertig uur verstuurd. Binnen dezelfde termijn wordt aan de derde-beslagene een document overhandigd, bevattende de vermeldingen als bepaald in § 2, derde lid.

§ 4. Vanaf de ontvangst van de kennisgeving of het proces-verbaal, mag de schuldenaar de sommen of zaken die het voorwerp zijn van het beslag, niet meer uit handen geven. Binnen vijftien dagen na het beslag, is de schuldenaar gehouden om bij ter post aangetekende brief verklaring te doen van de sommen of zaken die het voorwerp zijn van het beslag, overeenkomstig het bepaalde in artikel 1452 van het Gerechtelijk Wetboek.

De schuldenaar heeft recht op vergoeding van de kosten van de verklaring. Deze kosten, voorzien van de goedkeuring vanwege de procureur des Konings of de onderzoeksrechter van wie het beslag uitgaat, worden als gerechtskosten beschouwd.

Gewijzigd bij Wet van 5 mei 2019 houdende diverse bepalingen in strafzaken en inzake erediensten, en tot wijziging van de wet van 28 mei 2002 betreffende de euthanasie en van het Sociaal Strafwetboek

In artikel 37, van hetzelfde Wetboek, vervangen bij de wet van 19 december 2002, worden in paragraaf 4 de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in het eerste lid wordt tussen de eerste en de tweede zin een zin ingevoegd, luidende : "De derde-beslagene die dat verbod miskent, wordt gewoon schuldenaar verklaard voor de oorzaken van het beslag, onverminderd schadevergoeding indien daartoe grond bestaat.";

2° de paragraaf wordt aangevuld met een lid luidende :

"Indien hij zijn verklaring niet heeft gedaan binnen de wettelijke termijn of ze niet met nauwkeurigheid heeft gedaan, kan de derde-beslagene, geheel of ten dele, schuldenaar worden verklaard van de oorzaken en de kosten van het beslag.".

Huidig artikel

§ 1. Indien er in de woning van de verdachte papieren of zaken worden gevonden, die tot overtuiging of tot ontlasting kunnen dienen, neemt de procureur des Konings deze papieren of zaken in beslag.

In geval wordt overgegaan tot inbeslagneming op basis van de artikelen 35 en 35ter , of op basis van het eerste lid, wordt door de procureur des Konings of door de officier van gerechtelijke politie een proces-verbaal opgemaakt waarin de in beslag genomen zaken worden vermeld alsmede de door andere wetsbepalingen voorgeschreven vermeldingen. Voor zover mogelijk worden de zaken geïndividualiseerd in het proces-verbaal.

§ 2. In geval van beslag op vorderingen, met uitzondering van beslag op rechten aan order of aan toonder, gebeurt het beslag door schriftelijke kennisgeving aan de schuldenaar.

In geval deze kennisgeving niet gebeurt overeenkomstig het bepaalde in § 3, wordt ze aan de schuldenaar verzonden bij ter post aangetekende brief alsmede bij gewone brief.

Deze brieven bevatten de referenties eigen aan de zaak, alsmede een letterlijke weergave van de tekst van § 4, van artikel 1452 van het Gerechtelijk Wetboek en van artikel 28sexies of van artikel 61quater , naargelang het beslag uitgaat van de procureur des Konings of van de onderzoeksrechter.

§ 3. Het proces-verbaal wordt ter ondertekening aan de beslagene aangeboden, die kosteloos kopie van dit proces-verbaal kan ontvangen. In geval van beslag onder derden, hebben zowel de derde-beslagene als de beslagene zelf het recht op een kosteloze kopie van dit proces-verbaal. Deze kopie wordt onmiddellijk overhandigd of binnen de achtenveertig uur verstuurd. Binnen dezelfde termijn wordt aan de derde-beslagene een document overhandigd, bevattende de vermeldingen als bepaald in § 2, derde lid.

§ 4. Vanaf de ontvangst van de kennisgeving of het proces-verbaal, mag de schuldenaar de sommen of zaken die het voorwerp zijn van het beslag, niet meer uit handen geven. De derde-beslagene die dat verbod mistent, wordt gewoon schuldenaar verklaard voor de oorzaken van het beslag, onverminderd schadevergoeding indien daartoe grond bestaat. Binnen vijftien dagen na het beslag, is de schuldenaar gehouden om bij ter post aangetekende brief verklaring te doen van de sommen of zaken die het voorwerp zijn van het beslag, overeenkomstig het bepaalde in artikel 1452 van het Gerechtelijk Wetboek.

De schuldenaar heeft recht op vergoeding van de kosten van de verklaring. Deze kosten, voorzien van de goedkeuring vanwege de procureur des Konings of de onderzoeksrechter van wie het beslag uitgaat, worden als gerechtskosten beschouwd.

Indien hij zijn verklaring niet heeft gedaan binnen de wettelijke termijn of ze niet met nauwkeurigheid heeft gedaan, kan de derde-beslagene, geheel of ten dele, schuldenaar worden verklaard van de oorzaken en de kosten van het beslag.

(iii) Loi du 22 avril 2003 octroyant la qualité d'officier de police judiciaire à certains agents de l'Administration générale des douanes et accises

Au 20 novembre 2017

Art 3., al.2.

Les pouvoirs d'officier de police judiciaire auxiliaire du procureur du Roi et de l'auditeur du travail conférés aux agents (de l'Administration générale des douanes et accises) visés à l'alinéa précédent ne peuvent être exercés qu'en vue de la recherche et de la constatation :

1° des infractions à la réglementation relative à la protection des intérêts financiers des Communautés européennes ;

2° des infractions en ce qui concerne les mouvements intracommunautaires de marchandises tombant sous l'application des réglementations et législations sur les accises ;

3° des infractions à toutes les lois et tous règlements conférant une quelconque attribution aux agents de l'Administration des douanes et accises lors de l'importation, de l'exportation ou du transit de marchandises ;

4° des infractions connexes à celles visées aux 1° à 3°.

Art. 4. 1.

Sans préjudice des dispositions des articles 47ter et 40bis du Code d'instruction criminelle, les agents visés à l'article 3 ci-avant, revêtus de la qualité d'officier de police judiciaire auxiliaire du procureur du Roi et de l'auditeur du travail, peuvent utiliser, dans les mêmes conditions que celles portées par le Code d'instruction criminelle, les méthodes particulières de recherche consistant en l'observation et le recours aux indicateurs, de même qu'en l'intervention différée relevant des autres méthodes de recherche.

Modifié par la loi du 17 février 2021 portant des dispositions diverses en matière de justice – Moniteur belge du 24 février 2021 - Entrée en vigueur : le 24 février 2021

Nouvel art. 2/1.

§ 1er. Sans préjudice de ses compétences en matière de douanes et accises, le fonctionnaire visé à l'article 285/2, § 1er, de la loi générale sur les douanes et accises du 18 juillet 1977 est revêtu de la qualité d'officier de police judiciaire auxiliaire du procureur du Roi et de l'auditeur du travail.

§ 2. Les méthodes particulières de recherche consistant en l'observation et le recours aux indicateurs, de même qu'en l'intervention différée relevant des autres méthodes de recherche, ne peuvent être mises en œuvre par les agents visés à l'article 3 sans l'accord préalable du fonctionnaire visé au § 1er, lorsqu'elles sont relatives aux contraventions, fraudes ou délits visés à l'article 285/4, § 1er, de la loi générale sur les douanes et accises du 18 juillet 1977.

Art 3., al.2.

Les pouvoirs d'officier de police judiciaire auxiliaire du procureur du Roi et de l'auditeur du travail conférés aux agents (de l'Administration générale des douanes et accises) visés à l'alinéa précédent ne peuvent être exercés qu'en vue de la recherche et de la constatation :

1° des infractions à la réglementation relative à la protection des intérêts financiers des Communautés européennes ;

2° des infractions en ce qui concerne les mouvements intracommunautaires de marchandises tombant sous l'application des réglementations et législations sur les accises ;

3° des infractions à toutes les lois et tous règlements conférant une quelconque attribution aux agents de l'Administration des douanes et accises lors de l'importation, de l'exportation ou du transit de marchandises ;

4° des infractions connexes à celles visées aux 1° à 3°.

Art. 4. 1.

Sans préjudice des dispositions des articles 47ter et 40bis du Code d'instruction criminelle, les agents visés à l'article 3 ci-avant, revêtus de la qualité d'officier de police judiciaire auxiliaire du procureur du Roi et de l'auditeur du travail, peuvent utiliser, dans les mêmes conditions que celles portées par le Code d'instruction criminelle, les méthodes particulières de recherche consistant en l'observation et le recours aux indicateurs, de même qu'en l'intervention différée relevant des autres méthodes de recherche.

IV. Autorités compétentes pour la mise en œuvre du règlement

Article du règlement	Texte de l'article	Autorités nationales compétentes
24.1	Les institutions, organes et organismes de l'Union et les autorités des États membres qui sont compétentes en vertu du droit national applicable signalent sans retard indu au Parquet européen tout comportement délictueux à l'égard duquel celui-ci pourrait exercer sa compétence conformément à l'article 22 et à l'article 25, paragraphes 2 et 3.	Ministère public, Administration générale des douanes et accises, Administration générale de l'Inspection spéciale des impôts pour la fraude TVA
24.2	Lorsqu'une autorité judiciaire ou répressive d'un État membre ouvre une enquête concernant une infraction pénale à l'égard de laquelle le Parquet européen pourrait exercer sa compétence conformément à l'article 22 et à l'article 25, paragraphes 2 et 3, ou si, à un moment quelconque après l'ouverture d'une enquête, l'autorité judiciaire ou l'autorité répressive compétente d'un État membre constate que l'enquête concerne une telle infraction, cette autorité en informe le Parquet européen sans retard indu afin que ce dernier puisse décider d'exercer ou non son droit d'évocation conformément à l'article 27.	Ministère public, Administration générale des douanes et accises, Administration générale de l'Inspection spéciale des impôts pour la fraude TVA
24.8	S'il vient à la connaissance du Parquet européen qu'une infraction pénale ne relevant pas de sa compétence pourrait avoir été commise, celui-ci en informe les autorités nationales compétentes sans retard indu et leur transmet tous les éléments de preuve pertinents.	Parquet territorialement ou matériellement compétent

25.2	<p>Lorsqu'une infraction pénale relevant de l'article 22 a causé ou est susceptible de causer aux intérêts financiers de l'Union un préjudice inférieur à 10 000 EUR, le Parquet européen ne peut exercer sa compétence que si:</p> <ul style="list-style-type: none"> a)les répercussions du dossier à l'échelle de l'Union sont de nature à rendre nécessaire la conduite d'une enquête par le Parquet européen; ou b)des fonctionnaires ou d'autres agents de l'Union, ou des membres des institutions de l'Union, pourraient être soupçonnés d'avoir commis l'infraction. <p>Le Parquet européen consulte, s'il y a lieu, les autorités nationales ou organes de l'Union compétents, pour déterminer si les critères énoncés aux points a) et b) du premier alinéa sont remplis.</p>	Parquet territorialement ou matériellement compétent et Administration générale des douanes et accises
25.3	<p>Le Parquet européen s'abstient d'exercer sa compétence à l'égard de toute infraction relevant de l'article 22 et, après consultation des autorités nationales compétentes, renvoie l'affaire à ces dernières sans retard indu, conformément à l'article 34, si:</p> <ul style="list-style-type: none"> a)la peine maximale prévue par le droit national pour une infraction relevant de l'article 22, paragraphe 1, est équivalente à la peine maximale encourue pour une infraction indissociablement liée visée à l'article 22, paragraphe 3, ou moins sévère, à moins que cette dernière infraction ait contribué à la commission de l'infraction relevant de l'article 22, paragraphe 1; ou b)il y a lieu de supposer que le préjudice causé ou susceptible d'être causé aux intérêts financiers de l'Union par une infraction visée à l'article 22 n'excède pas le préjudice causé ou susceptible d'être causé à une autre victime. <p>Le premier alinéa, point b), du présent paragraphe ne s'applique pas aux infractions visées à l'article 3, paragraphe 2, points a), b) et d), de la directive (UE) 2017/1371 mise en œuvre en droit interne.</p>	Parquet territorialement et matériellement compétent, Administration générale des douanes et accises, et Administration générale de l'Inspection spéciale des impôts pour la fraude TVA

25.4	Le Parquet européen peut, avec le consentement des autorités nationales compétentes, exercer sa compétence à l'égard des infractions visées à l'article 22, dans les cas où cela serait autrement exclu en application du paragraphe 3, point b), du présent article, s'il apparaît que le Parquet européen est mieux placé pour ouvrir une enquête ou engager des poursuites.	Chef de corps du parquet compétent, Collège des procureurs généraux et Administration générale des douanes et accises
25.5	Le Parquet européen informe les autorités nationales compétentes sans retard indu de toute décision d'exercer ou de ne pas exercer sa compétence.	Chef de corps du parquet compétent, Collège des procureurs généraux et Administration générale des douanes et accises
25.6	En cas de désaccord entre le Parquet européen et les autorités nationales chargées des poursuites sur la question de savoir si le comportement délictueux relève ou non de l'article 22, paragraphe 2 ou 3, ou de l'article 25, paragraphe 2 ou 3, ce sont les autorités nationales compétentes pour statuer sur la répartition des compétences en cas de poursuites à l'échelle nationale qui déterminent qui doit être compétent pour instruire l'affaire. Les États membres désignent l'autorité nationale appelée à statuer sur la répartition des compétences.	Collège des procureurs généraux
26.7	Le Parquet européen informe sans retard indu les autorités nationales compétentes de toute décision d'ouverture d'une enquête.	Parquet territorialement et matériellement compétent, et Administration générale des douanes et accises
27.1	Dès réception de toutes les informations pertinentes conformément à l'article 24, paragraphe 2, le Parquet européen décide, dans les meilleurs délais, et au plus tard cinq jours après réception des informations communiquées par les autorités nationales, d'exercer ou de ne pas exercer son droit d'évocation, et informe les autorités nationales de cette décision. Dans certains cas particuliers, le chef du Parquet européen peut prendre une décision motivée pour prolonger le délai d'une durée maximale de cinq jours, et il en informe les autorités nationales.	Parquet, compétent territorialement et matériellement, qui a communiqué les informations sur l'enquête en cours, Administration générale des douanes et accises, Administration générale de l'Inspection spéciale des impôts pour la fraude TVA

27.2	Pendant les délais visés au paragraphe 1, les autorités nationales s'abstiennent de prendre toute décision de droit national susceptible d'empêcher le Parquet européen d'exercer son droit d'évocation.	Parquet, compétent territorialement et matériellement, qui a communiqué les informations sur l'enquête en cours, Administration générale des douanes et accises, Administration générale de l'Inspection spéciale des impôts pour la fraude TVA
27.3	Si le Parquet européen apprend, par d'autres moyens que les informations visées à l'article 24, paragraphe 2, qu'une enquête liée à une infraction pénale à l'égard de laquelle il pourrait être compétent a déjà été ouverte par les autorités compétentes d'un État membre, il en informe sans tarder ces autorités. Après avoir été dûment informé conformément à l'article 24, paragraphe 2, le Parquet européen décide d'exercer ou non son droit d'évocation. La décision est prise dans les délais prévus au paragraphe 1 du présent article.	Parquet qui avait déjà ouvert le dossier, Administration générale des douanes et accises, Administration générale de l'Inspection spéciale des impôts pour la fraude TVA
27.4	Le Parquet européen consulte, s'il y a lieu, les autorités compétentes de l'État membre concerné avant de décider d'exercer ou non son droit d'évocation.	Parquet(s) territorialement et matériellement compétent(s), Administration générale des douanes et accises, et, pour les fraudes TVA, le parquet compétent et l'Administration générale de l'Inspection spéciale des impôts
27.5	Lorsque le Parquet européen exerce son droit d'évocation, les autorités compétentes des États membres lui transmettent le dossier et s'abstiennent de procéder à de nouveaux actes d'instruction portant sur la même infraction.	Parquets qui ont communiqué les informations sur l'enquête en cours, et Administration générale des douanes et accises
27.7,al. 1	Lorsque le Parquet européen s'abstient d'exercer sa compétence, il en informe les autorités nationales compétentes sans retard indu. À tout moment de la procédure, les autorités nationales compétentes informent le Parquet européen de tout fait nouveau susceptible de l'amener à revoir sa décision de ne pas exercer sa compétence.	Parquets qui ont communiqué les informations sur l'enquête en cours, l'Administration générale des douanes et accises, l'Administration générale de l'Inspection spéciale des impôts pour la fraude TVA

28.2	<p>À tout moment au cours des enquêtes conduites par le Parquet européen, les autorités nationales compétentes prennent, conformément au droit national, toute mesure urgente nécessaire pour assurer l'efficacité des enquêtes, même lorsque ces autorités n'agissent pas spécifiquement sur instruction du procureur européen délégué chargé de l'affaire. Les autorités nationales informent sans retard indu le procureur européen délégué chargé de l'affaire des mesures urgentes qui ont été prises.</p>	<p>Parquets qui ont communiqué les informations sur l'enquête en cours, parquet qui prend la mesure en question et Administration générale des douanes et accises</p>
28.4, dernier alinéa	<p>À titre exceptionnel, après avoir obtenu l'approbation de la chambre permanente compétente, le procureur européen chargé de la surveillance de l'affaire peut prendre la décision motivée de conduire l'enquête personnellement, soit en prenant personnellement les mesures d'enquête et les autres mesures, soit en confiant ces tâches aux autorités compétentes de son État membre, si cela semble indispensable pour assurer l'efficacité de l'enquête ou des poursuites, sur la base d'un ou plusieurs des critères suivants:</p> <ul style="list-style-type: none"> a)la gravité de l'infraction, compte tenu notamment de ses répercussions possibles au niveau de l'Union; b)lorsque l'enquête concerne des fonctionnaires ou d'autres agents de l'Union, ou des membres des institutions de l'Union; c)lorsque le mécanisme de réattribution prévu au paragraphe 3 n'a pas fonctionné. <p>Dans de telles circonstances exceptionnelles, les États membres veillent à ce que le procureur européen ait le droit d'ordonner ou de demander des mesures d'enquête et d'autres mesures et à ce qu'il ait tous les pouvoirs, responsabilités et obligations qui incombent à un procureur européen délégué conformément au présent règlement et au droit national.</p> <p>Les autorités nationales compétentes et les procureurs européens délégués concernés par l'affaire sont informés sans retard indu de la décision prise en vertu du présent paragraphe.</p>	<p>Le Ministère public et l'Administration générale des douanes et accises déjà informés de ce que le Parquet européen exerce sa compétence</p>

33.2	Lorsqu'il est nécessaire de procéder à l'arrestation et à la remise d'une personne qui ne se trouve pas dans l'État membre sur le territoire duquel est établi le procureur européen délégué chargé de l'affaire, ce dernier délivre ou demande à l'autorité compétente de cet État membre de délivrer un mandat d'arrêt européen conformément à la décision-cadre 2002/584/JAI du Conseil.	Les autorités compétentes pour la délivrance d'un mandat d'arrêt aux fins de poursuites sont le juge d'instruction et le ministère public (cf. Notification de février 2021 concernant la Décision-cadre 2002/584/JHA mettant à jour et remplaçant les notifications antérieures).
34.1	Lorsqu'une enquête menée par le Parquet européen révèle que les faits faisant l'objet de l'enquête ne constituent pas une infraction pénale à l'égard de laquelle il est compétent en vertu des articles 22 et 23, la chambre permanente compétente décide de renvoyer l'affaire aux autorités nationales compétentes sans retard indu.	Parquet territorialement et matériellement compétent, Administration générale des douanes et accises, Administration générale de l'Inspection spéciale des impôts pour la fraude TVA
34.2	Lorsqu'une enquête menée par le Parquet européen révèle que les conditions spécifiques à l'exercice de ses compétences énoncées à l'article 25, paragraphes 2 et 3, ne sont plus remplies, la chambre permanente compétente décide de renvoyer l'affaire aux autorités nationales compétentes sans retard indu et avant d'engager des poursuites devant les juridictions nationales.	Parquet territorialement et matériellement compétent, Administration générale des douanes et accises et l'Administration générale de l'Inspection spéciale des impôts pour la fraude TVA
34.5	Lorsque les autorités nationales compétentes n'acceptent pas de se charger de l'affaire conformément aux paragraphes 2 et 3 dans un délai de trente jours au maximum, le Parquet européen demeure compétent pour engager des poursuites ou classer l'affaire sans suite, conformément aux règles prévues par le présent règlement.	Parquet territorialement et matériellement compétent et Administration générale des douanes et accises
34.6	Lorsque le Parquet européen envisage un classement sans suite conformément à l'article 39, paragraphe 3, et si l'autorité nationale le demande, la chambre permanente renvoie l'affaire sans tarder à ladite autorité.	Parquet territorialement et matériellement compétent, Administration générale des douanes et accises et Administration générale de l'Inspection spéciale des impôts pour la fraude TVA

36.6	Si nécessaire aux fins de recouvrement, de suivi administratif ou de contrôle, le Bureau central informe les autorités nationales compétentes, les personnes intéressées et les institutions, organes et organismes de l'Union concernés de la décision d'engager des poursuites.	Parquet territorialement et matériellement compétent, Administration générale des douanes et accises, et, selon la nécessité, l'Administration générale de l'Inspection spéciale des impôts pour la fraude TVA
39.3	<p>Lorsque le Parquet européen est compétent conformément à l'article 22, paragraphe 3, il ne classe sans suite une affaire qu'après avoir consulté les autorités nationales de l'État membre visées à l'article 25, paragraphe 6. Le cas échéant, la chambre permanente renvoie l'affaire aux autorités nationales compétentes conformément à l'article 34, paragraphes 6, 7 et 8.</p> <p>Il en va de même lorsque le Parquet européen exerce une compétence à l'égard d'infractions visées à l'article 3, paragraphe 2, points a) et b), de la directive (UE) 2017/1371 et que le préjudice causé ou susceptible d'être causé aux intérêts financiers de l'Union n'excède pas le préjudice causé ou susceptible d'être causé à une autre victime.</p>	Collège des procureurs généraux
39.4	Lorsqu'une affaire est classée sans suite, le Parquet européen le notifie officiellement aux autorités nationales compétentes et en informe les institutions, organes et organismes de l'Union concernés ainsi que, lorsque le droit interne le prévoit, les suspects ou les personnes poursuivies et les victimes de l'infraction. Les affaires classées sans suite peuvent également être renvoyées à l'OLAF ou aux autorités administratives ou judiciaires nationales compétentes aux fins de recouvrement ou de tout autre suivi administratif.	Parquet territorialement et matériellement compétent, Administration générale des douanes et accises, Administration générale de l'Inspection spéciale des impôts pour la fraude TVA
40.1	<p>Si le droit national applicable prévoit une procédure simplifiée en matière de poursuites visant au règlement définitif d'une affaire selon les modalités fixées d'un commun accord avec le suspect, le procureur européen délégué chargé de l'affaire peut, conformément à l'article 10, paragraphe 3, et à l'article 35, paragraphe 1, proposer à la chambre permanente compétente d'appliquer cette procédure conformément aux conditions prévues en droit national.</p> <p>Lorsque le Parquet européen exerce une compétence</p>	Procureur général compétent

	<p>à l'égard d'infractions visées à l'article 3, paragraphe 2, points a) et b), de la directive (UE) 2017/1371 et que le préjudice causé ou susceptible d'être causé aux intérêts financiers de l'Union n'excède pas le préjudice causé ou susceptible d'être causé à une autre victime, le procureur européen délégué chargé de l'affaire consulte les autorités nationales chargées des poursuites avant de proposer d'appliquer une procédure simplifiée en matière de poursuites.</p>	
--	---	--

BULGARIA

In accordance with Article 117 of Council Regulation (EU) 2017/1939 of 12 October 2017 implementing enhanced cooperation on the establishment of the European Public Prosecutor's Office ("the EPPO"), the Republic of Bulgaria submits to the European Chief Prosecutor, General Secretariat of the Council and the European Commission the following notifications regarding the national authorities that are competent for the purposes of implementing this Regulation:

Articles	
EPPO Regulation	Competent national authorities
5(6)	The national authorities notified below.
28(1) и (4), 31 (4)	Investigators in the investigation department of the specialized prosecutor's office; investigating officers appointed by an order of the Minister of Interior and investigating customs inspectors appointed by an order of the Minister of Finance, upon the proposal of the director of the Customs Agency. Individual actions related to the investigation of the crime can be assigned to the relevant bodies of the Ministry of Interior, of the Counter-Corruption and Unlawfully Acquired Assets Forfeiture Commission, the State Agency for National Security, or the Customs Agency. If needed, cooperation can also be sought by delegation from the public prosecutors, the investigators, the investigating police officers, the police authorities at the Ministry of Interior, the Customs authorities.
28 (2)	Investigators in the investigation department of the Specialized Prosecutor's Office; investigating officers appointed by an order of the Minister of Interior and investigating customs inspectors appointed by an order of the Minister of Finance, upon the proposal of the director of the Customs Agency.
91(6)	Investigators in the investigation department of the Specialized Prosecutor's Office; investigating officers appointed by an order of the Minister of Interior and investigating customs inspectors appointed by an order of the Minister of Finance, upon the proposal of the director of the Customs Agency.

10(3)(d), 24(2)–(3), 25(1) to (5), 26(7), 27(2) to (8), 34(1) to (3)/(5) to (7)	The Supreme Prosecutor's Office of Cassation of the Republic of Bulgaria
24 (1)	Protection of the European Union Financial Interests Directorate in the Ministry of the Interior; Deputy Prime-Minister under Art. 5, par.1, point 2 of the Rules of procedure of the Council of Ministers and its Administration; Deputy Minister of Interior, designated by the Minister of Interior; Minister of Economy; Minister of Environment and Water; Minister of Transport, Information Technology and Communications; Deputy Minister of Finance, responsible for the management of the resources from EU funds and programmes; Deputy Minister of Agriculture, Food and Forestry, responsible for the management of resources from EU funds and programmes; Deputy Minister of Labour and Social Policy, responsible for the management of resources from EU funds and programmes; Deputy Minister of Regional Development and Public Works, responsible for the management of resources from EU funds and programmes;; Executive Director of Executive Agency "Science and Education for Smart Growth Operational Programme"; Vice-President of the State Agency for National Security, designated by the President of the State Agency for National Security; Executive Director of State Fund "Agriculture"; Executive Director of Executive Agency "Audit of European Union Funds" Director of the Public Financial Inspection Agency; Executive Director of the Public Procurement Agency; Executive Director of the National Revenue Agency; Director of the Customs Agency; Executive Director of Executive Agency "Certification audit of European agriculture funds"; Secretary General of the Ministry of Interior;

24(8)	The Supreme Prosecutor's Office of Cassation of the Republic of Bulgaria
25(6)	The Supreme Prosecutor's Office of Cassation of the Republic of Bulgaria
33(2)	<p>The European Delegated Prosecutor shall be competent to issue an European Arrest Warrant during the investigation phase;</p> <p>The Specialised Criminal Court shall be competent to issue an European Arrest Warrant during the trial phase.</p>
36(6)	<p>Depending on the specifics of the case, competent national authorities can be:</p> <p>Protection of the European Union Financial Interests Directorate in the Ministry of the Interior;</p> <p>Deputy Prime-Minister under Art. 5, par.1, point 2 of the Rules of procedure of the Council of Ministers and its Administration;</p> <p>Deputy Minister of Interior, designated by the Minister of Interior;</p> <p>Minister of Economy;</p> <p>Minister of Environment and Water;</p> <p>Minister of Transport, Information Technology and Communications;</p> <p>Deputy Minister of Finance, responsible for the management of the resources from EU funds and programmes;</p> <p>Deputy Minister of Agriculture, Food and Forestry, responsible for the management of resources from EU funds and programmes;</p> <p>Deputy Minister of Labour and Social Policy, responsible for the management of resources from EU funds and programmes;</p> <p>Deputy Minister of Regional Development and Public Works, responsible for the management of resources from EU funds and programmes;;</p> <p>Executive Director of Executive Agency "Science and Education for Smart Growth Operational Programme";</p> <p>Vice-President of the State Agency for National Security, designated by the President of the State Agency for National Security;</p> <p>Executive Director of State Fund "Agriculture";</p> <p>Executive Director of Executive Agency "Audit of European Union Funds"</p> <p>Director of the Public Financial Inspection Agency;</p> <p>Executive Director of the Public Procurement Agency;</p> <p>Executive Director of the National Revenue Agency;</p>

	<p>Director of the Customs Agency;</p> <p>Executive Director of Executive Agency “Certification audit of European agriculture funds”;</p> <p>Secretary General of the Ministry of Interior;</p>
39(4), first sentence	<p>The Supreme Prosecutor’s Office of Cassation of the Republic of Bulgaria;</p>
39(4), second sentence	<p>Depending on the specifics of the case, competent national authorities can be:</p> <p>Protection of the European Union Financial Interests Directorate in the Ministry of the Interior;</p> <p>Deputy Prime-Minister under Art. 5, par.1, point 2 of the Rules of procedure of the Council of Ministers and its Administration;</p> <p>Deputy Minister of Interior, designated by the Minister of Interior;</p> <p>Minister of Economy;</p> <p>Minister of Environment and Water;</p> <p>Minister of Transport, Information Technology and Communications;</p> <p>Deputy Minister of Finance, responsible for the management of the resources from EU funds and programmes;</p> <p>Deputy Minister of Agriculture, Food and Forestry, responsible for the management of resources from EU funds and programmes;</p> <p>Deputy Minister of Labour and Social Policy, responsible for the management of resources from EU funds and programmes;</p> <p>Deputy Minister of Regional Development and Public Works, responsible for the management of resources from EU funds and programmes;;</p> <p>Executive Director of Executive Agency “Science and Education for Smart Growth Operational Programme”;</p> <p>Vice-President of the State Agency for National Security, designated by the President of the State Agency for National Security;</p> <p>Executive Director of State Fund "Agriculture";</p> <p>Executive Director of Executive Agency “Audit of European Union Funds”</p> <p>Director of the Public Financial Inspection Agency;</p> <p>Executive Director of the Public Procurement Agency;</p> <p>Executive Director of the National Revenue Agency;</p> <p>Director of the Customs Agency;</p> <p>Executive Director of Executive Agency “Certification audit of</p>

	European agriculture funds"; Secretary General of the Ministry of Interior;
96(6)	The Supreme Judicial Council of the Republic of Bulgaria; The Prosecutor General of the Republic of Bulgaria; The Minister of Finance;
104(7)	The Prosecutor General - in respect of an accused party or a convict whose sentence has entered into force; The Minister of Justice - in respect of trial defendants, at the proposal of the Specialised Criminal Court.

CZECH REPUBLIC

Oznámení České republiky podle článku 117 nařízení Rady (EU) 2017/1939 ze dne 12. října 2017, kterým se provádí posílená spolupráce za účelem zřízení Úřadu evropského veřejného žalobce

V souladu s článkem 117 větou první a druhou nařízení Rady (EU) 2017/1939 ze dne 12. října 2017, kterým se provádí posílená spolupráce za účelem zřízení Úřadu evropského veřejného žalobce (dále jen „nařízení“) Česká republika oznamuje ve vztahu k níže uvedeným článkům nařízení tyto orgány příslušné pro účely provádění tohoto nařízení:

Články nařízení	Příslušné vnitrostátní orgány
5(6), 28(1)– (2)/(4), 31(4)	policejní orgány podle § 12 odst. 2 zákona č. 141/1961 Sb., trestní řád (dále jen „trestní řád“)
10(3)(d), 24(2)–(3), 25(1)	státní zastupitelství
27(2) až (8), 34(1) až (3)/(5) to (7)	
24(1)	státní zastupitelství
24(8)	Nejvyšší státní zastupitelství
25 (2) až (5), 26 (7)	Nejvyšší státní zastupitelství
25(6), 39(3)	Nejvyšší státní zastupitelství
33(2)	V řízení před soudem předseda senátu, který danou věc projednává; v přípravném řízení soudce okresního soudu, v jehož obvodu je činný evropský pověřený žalobce, který podal návrh na vydání evropského zatýkacího rozkazu.
36(6)	Generální finanční ředitelství
39(4)	Generální finanční ředitelství
91(6)	policejní orgány podle § 12 odst. 2 trestního řádu, státní zastupitelství
96(6) 104(7)	Nejvyšší státní zastupitelství, Ministerstvo spravedlnosti V řízení před soudem předseda senátu, který danou věc projednává; v přípravném řízení soudce okresního soudu, v jehož obvodu je činný evropský pověřený žalobce, který požádal o vydání osoby.

Znění § 12 odst. 2 trestního řádu je součástí přílohy č. 1 k tomuto oznámení. Kontaktní údaje příslušných vnitrostátních orgánů a kritéria určení příslušnosti státního zastupitelství jsou součástí přílohy č. 2 k tomuto oznámení.

V souladu s článkem 117 větou třetí nařízení Česká republika oznamuje následující vnitrostátní ustanovení trestního práva hmotného, která se vztahují na trestné činy definované ve směrnici (EU) 2017/1371 ze dne 5. července 2017 o boji vedeném trestněprávní cestou proti podvodům poškozujícím nebo ohrožujícím finanční zájmy Unie, a následující ustanovení jiného příslušného vnitrostátního práva:

- § 206 zákona č. 40/2009 Sb., trestní zákoník (dále jen „trestní zákoník“) – zpronevěra,
- § 209 trestního zákoníku – podvod,
- § 212 trestního zákoníku – dotační podvod,
- § 216 trestního zákoníku – legalizace výnosů z trestné činnosti,
- § 217 trestního zákoníku – legalizace výnosů z trestné činnosti z nedbalosti,
- § 220 trestního zákoníku – porušení povinnosti při správě cizího majetku,
- § 221 trestního zákoníku – porušení povinnosti při správě cizího majetku z nedbalosti,
- § 240 trestního zákoníku – zkrácení daně, poplatku a podobné povinné platby,
- § 248 (odst. 2 alinea 2) trestního zákoníku – porušení předpisů o pravidlech hospodářské soutěže,
- § 256 trestního zákoníku – zjednání výhody při zadání veřejné zakázky, při veřejné soutěži a veřejné dražbě,
- § 257 trestního zákoníku – pletichy při zadání veřejné zakázky a při veřejné soutěži,
- § 260 trestního zákoníku – poškození finančních zájmů Evropské unie,
- § 329 trestního zákoníku – zneužití pravomoci úřední osoby,
- § 330 trestního zákoníku – maření úkolu úřední osoby z nedbalosti,
- § 331 trestního zákoníku – přijetí úplatku,
- § 332 trestního zákoníku – podplacení,
- § 333 trestního zákoníku – nepřímé úplatkařství,
- § 348 trestního zákoníku – padělání a pozměnění veřejné listiny,
- § 361 trestního zákoníku – účast na organizované zločinecké skupině.

Znění výše uvedených ustanovení, včetně znění některých ustanovení před implementací směrnice (EU) 2017/1371 do českého právního řádu, je součástí přílohy č. 1 k tomuto oznámení. Součástí přílohy č. 1 k tomuto oznámení je i vymezení trestného činu poškození finančních zájmů Evropské unie, ve znění novely, která by měla nabýt účinnosti dne 1. července 2021.

V souladu s článkem 117 poslední věty nařízení Česká republika oznamuje, že podle článku 30 odst. 3 nařízení je uplatňování článku 30 odst. 1 písm. e) nařízení omezeno na trestné činy, na které zákon stanoví trest odnětí svobody s horní hranicí trestní sazby nejméně osm let, na trestný čin pletichy v insolvenčním řízení podle § 226 trestního zákoníku, porušení předpisů o pravidlech hospodářské soutěže podle § 248 odst. 1 písm. e) a odst. 2 až 4 trestního zákoníku, zjednání výhody při zadání veřejné zakázky, při veřejné soutěži a veřejné dražbě podle § 256 trestního zákoníku, pletichy při zadání veřejné zakázky a při veřejné soutěži podle § 257 trestního zákoníku, pletichy při veřejné dražbě podle § 258 trestního zákoníku, zneužití pravomoci úřední osoby podle § 329 trestního zákoníku, křivé obvinění podle § 345 odst. 3 až 5 trestního zákoníku, křivá výpověď a nepravdivý znalecký posudek podle § 346 odst. 3 až 5 trestního zákoníku, křivé tlumočení podle § 347 odst. 3 až 5 trestního zákoníku a na jiný úmyslný trestný čin, k jehož stíhání zavazuje vyhlášená mezinárodní smlouva, a to v souladu s § 88 trestního řádu.

Znění § 88 trestního řádu je součástí přílohy č. 1 k tomuto oznámení.

V souladu s článkem 117 poslední věty nařízení Česká republika oznamuje, že podle článku 30 odst. 3 nařízení je uplatňování článku 30 odst. 1 písm. f) nařízení v souladu s § 158d trestního řádu omezeno na řízení o úmyslném trestném činu.

Znění § 158d trestního řádu je součástí přílohy č. 1 k tomuto oznámení.

Příloha č. 1 k oznámení České republiky podle článku 117 nařízení Rady (EU) 2017/1939 ze dne 12. října 2017, kterým se provádí posílená spolupráce za účelem zřízení Úřadu evropského veřejného žalobce

Trestní zákoník

§ 206

Zpronevěra

- (1) Kdo si přisvojí cizí věc, která mu byla svěřena, a způsobí tak na cizím majetku škodu nikoli nepatrnou, bude potrestán odnětím svobody až na dvě léta, zákazem činnosti nebo propadnutím věci.
- (2) Odnětím svobody na šest měsíců až tři léta bude pachatel potrestán, spáchá-li čin uvedený v odstavci 1 a byl-li za takový čin v posledních třech letech odsouzen nebo potrestán.
- (3) Odnětím svobody na jeden rok až pět let nebo peněžitým trestem bude pachatel potrestán, způsobí-li činem uvedeným v odstavci 1 větší škodu.
- (4) Odnětím svobody na dvě léta až osm let bude pachatel potrestán,
 - a) spáchá-li čin uvedený v odstavci 1 jako člen organizované skupiny,
 - b) spáchá-li takový čin jako osoba, která má zvlášť uloženou povinnost hájit zájmy poškozeného,
 - c) spáchá-li takový čin za stavu ohrožení státu nebo za válečného stavu, za živelní pohromy nebo jiné události vážně ohrožující život nebo zdraví lidí, veřejný pořádek nebo majetek, nebo
 - d) způsobí-li takovým činem značnou škodu.
- (5) Odnětím svobody na pět až deset let bude pachatel potrestán,
 - a) způsobí-li činem uvedeným v odstavci 1 škodu velkého rozsahu, nebo
 - b) spáchá-li takový čin v úmyslu umožnit nebo usnadnit spáchání teroristického trestného činu, trestného činu financování terorismu (§ 312d) nebo vyhrožování teroristickým trestným činem (§ 312f).
- (6) Příprava je trestná.

§ 209

Podvod

- (1) Kdo sebe nebo jiného obohatí tím, že uvede někoho v omyl, využije něčího omylu nebo zamlčí podstatné skutečnosti, a způsobí tak na cizím majetku škodu nikoli nepatrnou, bude potrestán odnětím svobody až na dvě léta, zákazem činnosti nebo propadnutím věci.
- (2) Odnětím svobody na šest měsíců až tři léta bude pachatel potrestán, spáchá-li čin uvedený v odstavci 1 a byl-li za takový čin v posledních třech letech odsouzen nebo potrestán.

- (3) Odnětím svobody na jeden rok až pět let nebo peněžitým trestem bude pachatel potrestán, způsobí-li činem uvedeným v odstavci 1 větší škodu.
- (4) Odnětím svobody na dvě léta až osm let bude pachatel potrestán,
- spáchá-li čin uvedený v odstavci 1 jako člen organizované skupiny,
 - spáchá-li takový čin jako osoba, která má zvlášť uloženou povinnost hájit zájmy poškozeného,
 - spáchá-li takový čin za stavu ohrožení státu nebo za válečného stavu, za živelní pohromy nebo jiné události vážně ohrožující život nebo zdraví lidí, veřejný pořádek nebo majetek, nebo
 - způsobí-li takovým činem značnou škodu.
- (5) Odnětím svobody na pět až deset let bude pachatel potrestán,
- způsobí-li činem uvedeným v odstavci 1 škodu velkého rozsahu, nebo
 - spáchá-li takový čin v úmyslu umožnit nebo usnadnit spáchání teroristického trestného činu, trestného činu financování terorismu (§ 312d) nebo vyhrožování teroristickým trestným činem (§ 312f).
- (6) Příprava je trestná.

§ 212

Dotační podvod

- (1) Kdo v žádosti o poskytnutí dotace, subvence nebo návratné finanční výpomoci nebo příspěvku uvede nepravdivé nebo hrubě zkreslené údaje nebo podstatné údaje zamlčí, bude potrestán odnětím svobody až na dvě léta nebo zákazem činnosti.
- (2) Stejně bude potrestán, kdo použije, v nikoli malém rozsahu, prostředky získané účelovou dotací, subvencí nebo návratnou finanční výpomocí nebo příspěvkem na jiný než určený účel.
- (3) Odnětím svobody na šest měsíců až tři léta bude pachatel potrestán, spáchá-li čin uvedený v odstavci 1 nebo 2 a byl-li za takový čin v posledních třech letech odsouzen nebo potrestán.
- (4) Odnětím svobody na jeden rok až pět let nebo peněžitým trestem bude pachatel potrestán, způsobí-li činem uvedeným v odstavci 1 nebo 2 větší škodu.
- (5) Odnětím svobody na dvě léta až osm let bude pachatel potrestán,
- spáchá-li čin uvedený v odstavci 1 nebo 2 jako člen organizované skupiny,
 - spáchá-li takový čin jako osoba, která má zvlášť uloženou povinnost hájit zájmy poškozeného, nebo
 - způsobí-li takovým činem značnou škodu.
- (6) Odnětím svobody na pět až deset let bude pachatel potrestán,
- způsobí-li činem uvedeným v odstavci 1 nebo 2 škodu velkého rozsahu, nebo
 - spáchá-li takový čin v úmyslu umožnit nebo usnadnit spáchání teroristického trestného činu, trestného činu financování terorismu (§ 312d) nebo vyhrožování teroristickým trestným činem (§ 312f).

(7) Příprava je trestná.

§ 214 (znění účinné od 1. 9. 2015 do 31. 1. 2019)

Podílnictví

- (1) Kdo ukryje, na sebe nebo jiného převede anebo užívá
- a) věc, která byla získána trestným činem spáchaným na území České republiky nebo v cizině jinou osobou, nebo jako odměna za něj, nebo
 - b) věc, která byla opatřena za věc uvedenou v písmenu a), nebo
 - c) kdo se ke spáchání takového činu spolčí,
 - d) bude potrestán odnětím svobody až na čtyři léta, peněžitým trestem, zákazem činnosti nebo propadnutím věci; spáchá-li však čin ve vztahu k věci, která pochází z trestného činu, na který zákon stanoví trest mírnější, bude potrestán tímto trestem mírnějším.
- (2) Odnětím svobody na šest měsíců až pět let nebo peněžitým trestem bude pachatel potrestán,
- a) spáchá-li čin uvedený v odstavci 1 ve vztahu k věci, která má větší hodnotu, nebo
 - b) získá-li takovým činem pro sebe nebo pro jiného větší prospěch.
- (3) Odnětím svobody na dvě léta až šest let nebo propadnutím majetku bude pachatel potrestán,
- a) spáchá-li čin uvedený v odstavci 1 jako člen organizované skupiny,
 - b) spáchá-li takový čin ve vztahu k věci pocházející ze zvlášť závažného zločinu,
 - c) spáchá-li takový čin ve vztahu k věci, která má značnou hodnotu, nebo
 - d) získá-li takovým činem pro sebe nebo pro jiného značný prospěch.
- (4) Odnětím svobody na tři léta až osm let nebo propadnutím majetku bude pachatel potrestán,
- a) spáchá-li čin uvedený v odstavci 1 ve vztahu k věci, která má hodnotu velkého rozsahu, nebo
 - b) získá-li takovým činem pro sebe nebo pro jiného prospěch velkého rozsahu.

§ 215 (znění účinné od 1. 6. 2015 do 31. 1. 2019)

Podílnictví z nedbalosti

- (1) Kdo ukryje nebo na sebe nebo jiného převede z nedbalosti věc nikoli malé hodnoty, která byla získána trestným činem spáchaným na území České republiky nebo v cizině jinou osobou, nebo jako odměna za něj, bude potrestán odnětím svobody až na jeden rok, zákazem činnosti nebo propadnutím věci.
- (2) Odnětím svobody až na tři léta bude pachatel potrestán,
- a) spáchá-li čin uvedený v odstavci 1 proto, že porušil důležitou povinnost vyplývající z jeho zaměstnání, povolání, postavení nebo funkce nebo uloženou mu podle zákona, nebo
 - b) získá-li takovým činem pro sebe nebo pro jiného značný prospěch.

- (3) Odnětím svobody na jeden rok až pět let bude pachatel potrestán,
- spáchá-li čin uvedený v odstavci 1 ve vztahu k věci pocházející ze zvlášť závažného zločinu, nebo
 - získá-li takovým činem pro sebe nebo pro jiného prospěch velkého rozsahu.

§ 216 (znění účinné od 1. 9. 2015 do 31. 1. 2019)

Legalizace výnosů z trestné činnosti

- (1) Kdo zastírá původ nebo jinak usiluje, aby bylo podstatně ztíženo nebo znemožněno zjištění původu
- věci, která byla získána trestným činem spáchaným na území České republiky nebo v cizině, nebo jako odměna za něj, nebo
 - věci, která byla opatřena za věc uvedenou v písmenu a), nebo
 - kdo jinému spáchání takového činu umožní nebo se ke spáchání takového činu spolčí,
 - bude potrestán odnětím svobody až na čtyři léta, peněžitým trestem, zákazem činnosti nebo propadnutím věci; spáchá-li však takový čin ve vztahu k věci, která pochází z trestného činu, na který zákon stanoví trest mírnější, bude potrestán tímto trestem mírnějším.
- (2) Odnětím svobody na šest měsíců až pět let nebo peněžitým trestem bude pachatel potrestán,
- spáchá-li čin uvedený v odstavci 1 ve vztahu k věci ve větší hodnotě, nebo
 - získá-li takovým činem pro sebe nebo pro jiného větší prospěch.
- (3) Odnětím svobody na dvě léta až šest let nebo propadnutím majetku bude pachatel potrestán,
- spáchá-li čin uvedený v odstavci 1 jako člen organizované skupiny,
 - spáchá-li takový čin ve vztahu k věci pocházející ze zvlášť závažného zločinu,
 - spáchá-li takový čin ve vztahu k věci ve značné hodnotě,
 - získá-li takovým činem pro sebe nebo pro jiného značný prospěch, nebo
 - zneužije-li ke spáchání takového činu svého postavení v zaměstnání nebo své funkce.
- (4) Odnětím svobody na tři léta až osm let nebo propadnutím majetku bude pachatel potrestán,
- spáchá-li čin uvedený v odstavci 1 ve spojení s organizovanou skupinou působící ve více státech,
 - spáchá-li takový čin ve vztahu k věci v hodnotě velkého rozsahu, nebo
 - získá-li takovým činem pro sebe nebo pro jiného prospěch velkého rozsahu.

§ 216 (znění účinné od 1. 2. 2019)

Legalizace výnosů z trestné činnosti

- (1) Kdo ukryje, na sebe nebo na jiného převede, přechovává nebo užívá věc, která je výnosem z trestné činnosti spáchané na území České republiky nebo v cizině jinou osobou, nebo kdo takovou věc přemění v úmyslu umožnit jiné osobě, aby unikla trestnímu stíhání, trestu nebo ochrannému opatření nebo jejich výkonu, nebo kdo se ke spáchání takového trestného činu spolčí, bude potrestán odnětím svobody až na čtyři léta, peněžitým trestem, zákazem činnosti nebo propadnutím věci.

- (2) Kdo zastírá původ věci, která je výnosem z trestné činnosti spáchané na území České republiky nebo v cizině, zejména tím, že zakrývá nebo utahuje její skutečnou povahu, umístění, pohyb, nakládání s ní, vlastnické nebo jiné právo k ní, nebo kdo jinak usiluje, aby bylo podstatně ztěženo nebo znemožněno zjištění jejího původu, nebo kdo se ke spáchaní takového trestného činu spolčí, bude potrestán odnětím svobody na šest měsíců až pět let, peněžitým trestem, zákazem činnosti nebo propadnutím věci.
- (3) Odnětím svobody na jeden rok až šest let nebo peněžitým trestem bude pachatel potrestán,
- spáchá-li čin uvedený v odstavci 1 nebo 2 ve vztahu k věci pocházející ze zločinu,
 - spáchá-li takový čin ve vztahu k věci, která má větší hodnotu, nebo
 - získá-li takovým činem pro sebe nebo pro jiného větší prospěch.
- (4) Odnětím svobody na dvě léta až osm let nebo propadnutím majetku bude pachatel potrestán,
- spáchá-li čin uvedený v odstavci 1 nebo 2 jako člen organizované skupiny,
 - spáchá-li takový čin ve vztahu k věci pocházející ze zvlášť závažného zločinu,
 - spáchá-li takový čin ve vztahu k věci, která má značnou hodnotu,
 - získá-li takovým činem pro sebe nebo pro jiného značný prospěch, nebo
 - spáchá-li takový čin proto, že porušil důležitou povinnost vyplývající z jeho zaměstnání, povolání, postavení nebo funkce nebo uloženou mu podle zákona.
- (5) Odnětím svobody na tři léta až deset let nebo propadnutím majetku bude pachatel potrestán,
- spáchá-li čin uvedený v odstavci 1 nebo 2 ve spojení s organizovanou skupinou působící ve více státech,
 - spáchá-li takový čin ve vztahu k věci, která má hodnotu velkého rozsahu, nebo
 - získá-li takovým činem pro sebe nebo pro jiného prospěch velkého rozsahu.

§ 216a (znění účinné od 1. 2. 2019)

Zvláštní ustanovení o trestání

Při stanovení druhu trestu a jeho výměry za trestný čin legalizace výnosů z trestné činnosti podle § 216 odst. 1 a 2 soud přihlédne také k výši trestní sazby stanovené na trestný čin, ze kterého pochází výnos z trestné činnosti, pokud trestní zákon na tento trestný čin stanoví trest mírnější.

§ 217 (znění účinné od 1. 9. 2015 do 31. 1. 2019)

Legalizace výnosů z trestné činnosti z nedbalosti

- (1) Kdo jinému z nedbalosti umožní zastřít původ nebo zjištění původu věci ve větší hodnotě, která byla získána trestným činem spáchaným na území České republiky nebo v cizině, nebo jako odměna za něj, bude potrestán odnětím svobody až na jeden rok, zákazem činnosti nebo propadnutím věci.
- (2) Odnětím svobody až na tři léta bude pachatel potrestán,
- spáchá-li čin uvedený v odstavci 1 proto, že porušil důležitou povinnost vyplývající z jeho zaměstnání, povolání, postavení nebo funkce nebo uloženou mu podle zákona, nebo
 - získá-li takovým činem pro sebe nebo pro jiného značný prospěch.

- (3) Odnětím svobody na jeden rok až pět let bude pachatel potrestán,
- spáchá-li čin uvedený v odstavci 1 ve vztahu k věci pocházející ze zvlášť závažného zločinu, nebo
 - získá-li takovým činem pro sebe nebo pro jiného prospěch velkého rozsahu.

§ 217 (znění účinné od 1. 2. 2019)

Legalizace výnosů z trestné činnosti z nedbalosti

- (1) Kdo jinému z nedbalosti umožní zastřít původ nebo zjištění původu věci větší hodnoty, která je výnosem z trestné činnosti spáchané na území České republiky nebo v cizině, bude potrestán odnětím svobody až na jeden rok, zákazem činnosti nebo propadnutím věci.
- (2) Stejně bude potrestán, kdo z nedbalosti ukryje, na sebe nebo na jiného převede, přechovává nebo užívá věc větší hodnoty, která je výnosem z trestné činnosti spáchané na území České republiky nebo v cizině jinou osobou.
- (3) Odnětím svobody až na tři léta bude pachatel potrestán,
- spáchá-li čin uvedený v odstavci 1 nebo 2 proto, že porušil důležitou povinnost vyplývající z jeho zaměstnání, povolání, postavení nebo funkce nebo uloženou mu podle zákona,
 - spáchá-li takový čin ve vztahu k věci pocházející ze zločinu,
 - spáchá-li takový čin ve vztahu k věci, která má značnou hodnotu, nebo
 - získá-li takovým činem pro sebe nebo pro jiného značný prospěch.
- (4) Odnětím svobody na jeden rok až pět let bude pachatel potrestán,
- spáchá-li čin uvedený v odstavci 1 nebo 2 ve vztahu k věci pocházející ze zvlášť závažného zločinu,
 - spáchá-li takový čin ve vztahu k věci, která má hodnotu velkého rozsahu, nebo
 - získá-li takovým činem pro sebe nebo pro jiného prospěch velkého rozsahu.

§ 217a (znění účinné od 1. 10. 2020)

Společné ustanovení

Za trestnou činnost spáchanou v cizině se pro účely § 216 a 217 považuje čin spáchaný v cizině, který naplňuje znaky trestného činu podle zákona České republiky, bez ohledu na to, zda je trestný i podle zákona státu, na jehož území byl spáchán.

§ 220

Porušení povinnosti při správě cizího majetku

- (1) Kdo poruší podle zákona mu uloženou nebo smluvně převzatou povinnost opatřovat nebo spravovat cizí majetek, a tím jinému způsobí škodu nikoli malou, bude potrestán odnětím svobody až na dvě léta nebo zákazem činnosti.
- (2) Odnětím svobody na šest měsíců až pět let nebo peněžitým trestem bude pachatel potrestán,
- spáchá-li čin uvedený v odstavci 1 jako osoba, která má zvlášť uloženou povinnost hájit zájmy poškozeného, nebo
 - způsobí-li takovým činem značnou škodu.

- (3) Odnětím svobody na dvě léta až osm let bude pachatel potrestán, způsobí-li činem uvedeným v odstavci 1 škodu velkého rozsahu.

§ 221

Porušení povinnosti při správě cizího majetku z nedbalosti

- (1) Kdo z hrubé nedbalosti poruší podle zákona mu uloženou nebo smluvně převzatou důležitou povinnost při opatrování nebo správě cizího majetku, a tím jinému způsobí značnou škodu, bude potrestán odnětím svobody až na šest měsíců nebo zákazem činnosti.
- (2) Odnětím svobody až na tři léta bude pachatel potrestán,
- spáchá-li čin uvedený v odstavci 1 jako osoba, která má zvlášť uloženou povinnost hájit zájmy poškozeného, nebo
 - způsobí-li takovým činem škodu velkého rozsahu.

§ 240

Zkrácení daně, poplatku a podobné povinné platby

- (1) Kdo ve větším rozsahu zkrátí daň, clo, pojistné na sociální zabezpečení, příspěvek na státní politiku zaměstnanosti, pojistné na úrazové pojištění, pojistné na zdravotní pojištění, poplatek nebo jinou podobnou povinnou platbu anebo vyláká výhodu na některé z těchto povinných plateb, bude potrestán odnětím svobody na šest měsíců až tři léta nebo zákazem činnosti.
- (2) Odnětím svobody na dvě léta až osm let bude pachatel potrestán,
- spáchá-li čin uvedený v odstavci 1 nejméně se dvěma osobami,
 - poruší-li k usnadnění takového činu úřední uzávěru, nebo spáchá-li takový čin ve značném rozsahu.
- (3) Odnětím svobody na pět až deset let bude pachatel potrestán,
- spáchá-li čin uvedený v odstavci 1 ve velkém rozsahu, nebo
 - spáchá-li čin uvedený v odstavci 2 písm. c) ve spojení s organizovanou skupinou působící ve více státech.
- (4) Příprava je trestná.

§ 248

Porušení předpisů o pravidlech hospodářské soutěže

- (1) Kdo poruší jiný právní předpis o nekalé soutěži tím, že se při účasti v hospodářské soutěži dopustí
- klamavé reklamy,
 - klamavého označování zboží a služeb,
 - vyvolávání nebezpečí záměny,
 - parazitování na pověsti podniku, výrobků či služeb jiného soutěžitele,
 - podplácení,
 - zlehčování,
 - srovnávací reklamy,
 - porušování obchodního tajemství, nebo

- i) ohrožování zdraví spotřebitelů a životního prostředí,
 - j) a způsobí tím ve větším rozsahu újmu jiným soutěžitelům nebo spotřebitelům nebo opatří tím sobě nebo jinému ve větším rozsahu neoprávněné výhody, bude potrestán odnětím svobody až na tři léta, zákazem činnosti nebo propadnutím věci.
- (2) Stejně bude potrestán,
- kdo v rozporu s jiným právním předpisem na ochranu hospodářské soutěže se svým konkurentem uzavře dohodu o určení ceny, dohodu o rozdělení trhu nebo jinou dohodu narušující hospodářskou soutěž,
 - kdo v rozporu s jiným právním předpisem o veřejných zakázkách poruší závažným způsobem závazná pravidla zadávacího řízení, nebo
 - kdo v rozporu s jiným právním předpisem upravujícím činnost osob oprávněných k podnikání na finančním trhu, činnost bank a jiných právnických osob oprávněných k provozování finanční činnosti, obchodování s investičními nástroji, penzijního připojištění a pojistovnictví, obhospodařování a administraci investičních fondů nebo zahraničních investičních fondů, poruší závažným způsobem závazná pravidla obezřetného podnikání, obhospodařování majetku, odborné péče nebo zákaz vykonávat zákonem nebo úředním rozhodnutím určené úkony, služby nebo jiné činnosti,
 - a způsobí tím ve větším rozsahu újmu jiným soutěžitelům nebo spotřebitelům, zadavateli nebo jinému dodavateli nebo opatří tím sobě nebo jinému ve větším rozsahu neoprávněné výhody.
- (3) Odnětím svobody na šest měsíců až pět let, peněžitým trestem nebo propadnutím věci bude pachatel potrestán,
- a) spáchá-li čin uvedený v odstavci 1 nebo 2 jako člen organizované skupiny,
 - b) spáchá-li takový čin opětovně,
 - c) způsobí-li takovým činem značnou škodu, nebo
 - d) získá-li takovým činem pro sebe nebo pro jiného značný prospěch.
- (4) Odnětím svobody na dvě léta až osm let bude pachatel potrestán,
- a) způsobí-li činem uvedeným v odstavci 1 nebo 2 škodu velkého rozsahu,
 - b) získá-li takovým činem pro sebe nebo pro jiného prospěch velkého rozsahu, nebo
 - c) způsobí-li takovým činem jinému úpadek.

§ 256

Zjednání výhody při zadání veřejné zakázky, při veřejné soutěži a veřejné dražbě

- (1) Kdo v souvislosti se zadáním veřejné zakázky, s veřejnou soutěží nebo veřejnou dražbou v úmyslu způsobit jinému škodu nebo opatřít sobě nebo jinému prospěch zjedná některému dodavateli, soutěžiteli nebo účastníku dražby přednost nebo výhodnější podmínky na úkor jiných dodavatelů nebo soutěžitelů, bude potrestán odnětím svobody na šest měsíců až tři léta nebo zákazem činnosti.
- (2) Odnětím svobody na dvě léta až osm let bude pachatel potrestán, jestliže
- a) spáchá čin uvedený v odstavci 1 jako člen hodnotící komise, vyhlašovatel nebo pořadatel veřejné soutěže nebo veřejné dražby, licitátor nebo jako člen organizované skupiny,
 - b) způsobí takovým činem značnou škodu, nebo
 - c) získá-li takovým činem pro sebe nebo pro jiného značný prospěch.

- (3) Stejně jako v odstavci 2 bude potrestán, kdo za okolnosti uvedených v odstavci 1 žádá, přijme nebo si dá slíbit majetkový nebo jiný prospěch.
- (4) Kdo za okolnosti uvedených v odstavci 1 žádá, přijme nebo si dá slíbit majetkový nebo jiný prospěch a spáchá takový čin jako úřední osoba, bude potrestán odnětím svobody na tři léta až deset let.

§ 257

Pletichy při zadání veřejné zakázky a při veřejné soutěži

- (1) Kdo se dopustí pletich v souvislosti se zadáním veřejné zakázky nebo s veřejnou soutěží tím, že
 - d) lší nebo pohrůžkou násilí nebo jiné těžké újmy přiměje jiného, aby se zdržel účasti v zadávacím řízení nebo ve veřejné soutěži,
 - a) jinému poskytne, nabídne nebo slíbí majetkový nebo jiný prospěch za to, že se zdrží účasti v zadávacím řízení nebo ve veřejné soutěži,
 - b) žádá nebo přijme majetkový nebo jiný prospěch za to, že se zdrží účasti v zadávacím řízení nebo ve veřejné soutěži, nebo
 - c) na základě dohody s jiným zájemcem nebo uchazečem vyvíjí činnost směřující k zadání veřejné zakázky za nepřiměřeně vysokou nebo jinak nevýhodnou cenu,
- bude potrestán odnětím svobody až na tři léta nebo zákazem činnosti.
- (2) Odnětím svobody na dvě léta až osm let bude pachatel potrestán, spáchá-li čin uvedený v odstavci 1
 - a) v úmyslu opatřit sobě nebo jinému značný prospěch, nebo
 - b) jako úřední osoba.
- (3) Odnětím svobody na tři léta až deset let bude pachatel potrestán, spáchá-li čin uvedený v odstavci 1
 - a) v úmyslu opatřit sobě nebo jinému prospěch velkého rozsahu, nebo
 - b) jako úřední osoba v úmyslu opatřit sobě nebo jinému značný prospěch.

§ 260 (znění účinné od 1. 6. 2015 do 30. 11. 2019)

Poškození finančních zájmů Evropské unie

- (1) Kdo vyhotoví, použije nebo předloží nepravdivé, nesprávné nebo neúplné doklady nebo v takových dokladech uvede nepravdivé nebo hrubě zkreslující údaje vztahující se k příjmům nebo výdajům souhrnného rozpočtu Evropské unie nebo rozpočtů spravovaných Evropskou unií nebo jejím jménem anebo takové doklady nebo údaje zatají, a tím umožní nesprávné použití nebo zadřžování finančních prostředků z některého takového rozpočtu nebo zmenšení zdrojů některého takového rozpočtu, bude potrestán odnětím svobody až na tři léta, zákazem činnosti nebo propadnutím věci.
- (2) Stejně bude potrestán, kdo neoprávněně zkrátí nebo použije finanční prostředky, které tvoří příjmy nebo výdaje souhrnného rozpočtu Evropské unie nebo rozpočtů spravovaných Evropskou unií nebo jejím jménem.
- (3) Odnětím svobody na jeden rok až pět let nebo peněžitým trestem bude pachatel potrestán, způsobí-li činem uvedeným v odstavci 1 nebo 2 větší škodu.

- (4) Odnětím svobody na dvě léta až osm let bude pachatel potrestán,
 - a) spáchá-li čin uvedený v odstavci 1 nebo 2 jako člen organizované skupiny,
 - b) spáchá-li takový čin jako osoba, která má zvlášť uloženou povinnost hájit zájmy Evropské unie, nebo
 - c) způsobí-li takovým činem značnou škodu.
- (5) Odnětím svobody na pět až deset let bude pachatel potrestán, způsobí-li činem uvedeným v odstavci 1 nebo 2 škodu velkého rozsahu.

§ 260 (znění účinné od 1. 12. 2019 do 30. 6. 2021)

Poškození finančních zájmů Evropské unie

- (1) Kdo vyhotoví, použije nebo předloží nepravdivé, nesprávné nebo neúplné doklady nebo uvede nepravdivé nebo hrubě zkreslené údaje anebo zatají doklady nebo podstatné údaje, a tím umožní neoprávněné použití nebo zadržování finančních prostředků pocházejících z rozpočtu Evropské unie nebo rozpočtů spravovaných Evropskou unií nebo jejím jménem anebo zmenšení zdrojů některého takového rozpočtu nebo umožní neoprávněné použití nebo zadržování majetku pořízeného z rozpočtu Evropské unie nebo rozpočtů spravovaných Evropskou unií nebo jejím jménem, bude potrestán odnětím svobody až na tři léta, zákazem činnosti nebo propadnutím věci.
- (2) Stejně bude potrestán, kdo neoprávněně použije finanční prostředky pocházející z rozpočtu Evropské unie nebo rozpočtů spravovaných Evropskou unií nebo jejím jménem, majetek pořízený z rozpočtu Evropské unie nebo rozpočtů spravovaných Evropskou unií nebo jejím jménem anebo zmenší zdroje některého takového rozpočtu.
- (3) Odnětím svobody na jeden rok až pět let nebo peněžitým trestem bude pachatel potrestán, způsobí-li činem uvedeným v odstavci 1 nebo 2 větší škodu.
- (4) Odnětím svobody na dvě léta až osm let bude pachatel potrestán,
 - a) a) spáchá-li čin uvedený v odstavci 1 nebo 2 jako člen organizované skupiny,
 - b) b) spáchá-li takový čin jako osoba, která má zvlášť uloženou povinnost hájit zájmy Evropské unie, nebo
 - c) c) způsobí-li takovým činem značnou škodu.
- (5) Odnětím svobody na pět až deset let bude pachatel potrestán, způsobí-li činem uvedeným v odstavci 1 nebo 2 škodu velkého rozsahu.

§ 260 (znění účinné od 1. 7. 2021)

Poškození finančních zájmů Evropské unie

- (1) Kdo vyhotoví, použije nebo předloží nepravdivé, nesprávné nebo neúplné doklady, uvede nepravdivé, nesprávné nebo neúplné údaje anebo zatají doklady nebo údaje, a tím umožní neoprávněné použití nebo zadržování finančních prostředků pocházejících z rozpočtu Evropské unie nebo rozpočtů spravovaných Evropskou unií nebo jejím jménem anebo zmenšení zdrojů některého takového rozpočtu nebo umožní neoprávněné použití nebo zadržování majetku pořízeného z rozpočtu Evropské unie nebo rozpočtů spravovaných Evropskou unií nebo jejím jménem, bude potrestán odnětím svobody až na tři léta, zákazem činnosti nebo propadnutím věci.

- (2) Stejně bude potrestán, kdo neoprávněně použije finanční prostředky pocházející z rozpočtu Evropské unie nebo rozpočtů spravovaných Evropskou unií nebo jejím jménem, majetek pořízený z rozpočtu Evropské unie nebo rozpočtů spravovaných Evropskou unií nebo jejím jménem anebo zmenší zdroje některého takového rozpočtu.
- (3) Odnětím svobody na jeden rok až pět let nebo peněžitým trestem bude pachatel potrestán, způsobí-li činem uvedeným v odstavci 1 nebo 2 větší škodu.
- (4) Odnětím svobody na dvě léta až osm let bude pachatel potrestán,
- a) spáchá-li čin uvedený v odstavci 1 nebo 2 jako člen organizované skupiny,
 - b) spáchá-li takový čin jako osoba, která má zvlášť uloženou povinnost hájit zájmy Evropské unie, nebo
 - c) způsobí-li takovým činem značnou škodu.
- (5) Odnětím svobody na pět až deset let bude pachatel potrestán, způsobí-li činem uvedeným v odstavci 1 nebo 2 škodu velkého rozsahu.

§ 329

Zneužití pravomoci úřední osoby

- (1) Úřední osoba, která v úmyslu způsobit jinému škodu nebo jinou závažnou újmu anebo opatřit sobě nebo jinému neoprávněný prospěch
- vykonává svou pravomoc způsobem odporejícím jinému právnímu předpisu,
 - překročí svou pravomoc, nebo
 - nesplní povinnost vyplývající z její pravomoci,
- bude potrestána odnětím svobody na jeden rok až pět let nebo zákazem činnosti.
- (2) Odnětím svobody na tři léta až deset let bude pachatel potrestán,
- opatří-li činem uvedeným v odstavci 1 sobě nebo jinému značný prospěch,
 - spáchá-li takový čin na jiném pro jeho skutečnou nebo domnělou rasu, příslušnost k etnické skupině, národnost, politické přesvědčení, vyznání nebo proto, že je skutečně nebo domněle bez vyznání,
 - způsobí-li takovým činem vážnou poruchu v činnosti orgánu státní správy, územní samosprávy, soudu nebo jiného orgánu veřejné moci,
 - způsobí-li takovým činem vážnou poruchu v činnosti právnické nebo fyzické osoby, která je podnikatelem,
 - spáchá-li takový čin zneužívaje bezbrannosti, závislosti, tísně, rozumové slabosti nebo nezkušenosti jiného, nebo
 - způsobí-li takovým činem značnou škodu.
- (3) Odnětím svobody na pět až dvanáct let nebo propadnutím majetku bude pachatel potrestán,
- opatří-li činem uvedeným v odstavci 1 sobě nebo jinému prospěch velkého rozsahu, nebo
 - způsobí-li takovým činem škodu velkého rozsahu.
- (4) Příprava je trestná.

§ 330

Maření úkolu úřední osoby z nedbalosti

- (1) Úřední osoba, která při výkonu své pravomoci z nedbalosti zmaří nebo podstatně ztíží splnění důležitého úkolu, bude potrestána odnětím svobody až na jeden rok nebo zákazem činnosti.
- (2) Odnětím svobody až na tři léta nebo zákazem činnosti bude pachatel potrestán,
 - a) způsobí-li činem uvedeným v odstavci 1 vážnou poruchu v činnosti orgánu státní správy, územní samosprávy, soudu nebo jiného orgánu veřejné moci,
 - b) způsobí-li takovým činem vážnou poruchu v činnosti právnické nebo fyzické osoby, která je podnikatelem,
 - c) způsobí-li takovým činem značnou škodu, nebo
 - d) zajistí-li takovým činem jinému značný prospěch.
- (3) Odnětím svobody na jeden rok až pět let bude pachatel potrestán,
 - a) způsobí-li činem uvedeným v odstavci 1 škodu velkého rozsahu, nebo
 - b) zajistí-li takovým činem jinému prospěch velkého rozsahu.

§ 331

Přijetí úplatku

- (1) Kdo sám nebo prostřednictvím jiného v souvislosti s obstaráváním věcí obecného zájmu pro sebe nebo pro jiného přijme nebo si dá slíbit úplatek, nebo kdo sám nebo prostřednictvím jiného v souvislosti s podnikáním svým nebo jiného pro sebe nebo pro jiného přijme nebo si dá slíbit úplatek, bude potrestán odnětím svobody až na čtyři léta nebo zákazem činnosti.
- (2) Kdo za okolností uvedených v odstavci 1 úplatek žádá, bude potrestán odnětím svobody na šest měsíců až pět let.
- (3) Odnětím svobody na tři léta až deset let nebo propadnutím majetku bude pachatel potrestán,
 - a) spáchá-li čin uvedený v odstavci 1 nebo 2 v úmyslu opatřit sobě nebo jinému značný prospěch, nebo
 - b) spáchá-li takový čin jako úřední osoba.
- (4) Odnětím svobody na pět až dvanáct let bude pachatel potrestán,
 - a) spáchá-li čin uvedený v odstavci 1 nebo 2 v úmyslu opatřit sobě nebo jinému prospěch velkého rozsahu, nebo
 - b) spáchá-li takový čin jako úřední osoba v úmyslu opatřit sobě nebo jinému značný prospěch.

§ 332 (znění účinné 1. 1. 2010 do 31. 1. 2019)

Podplacení

- (1) Kdo jinému nebo pro jiného v souvislosti s obstaráváním věcí obecného zájmu poskytne, nabídne nebo slíbí úplatek, nebo kdo jinému nebo pro jiného v souvislosti s podnikáním svým nebo jiného poskytne, nabídne nebo slíbí úplatek, bude potrestán odnětím svobody až na dvě léta nebo peněžitým trestem.

- (2) Odnětím svobody na jeden rok až šest let, propadnutím majetku nebo peněžitým trestem bude pachatel potrestán,
- spáchá-li čin uvedený v odstavci 1 v úmyslu opatřit sobě nebo jinému značný prospěch nebo způsobit jinému značnou škodu anebo jiný zvlášť závažný následek, nebo
 - spáchá-li takový čin vůči úřední osobě.

§ 332 (znění účinné 1. 2. 2019)

Podplacení

- (1) Kdo sám nebo prostřednictvím jiného poskytne, nabídne nebo slibí úplatek jinému nebo pro jiného v souvislosti s obstaráváním věcí obecného zájmu, nebo kdo sám nebo prostřednictvím jiného poskytne, nabídne nebo slibí úplatek jinému nebo pro jiného v souvislosti s podnikáním svým nebo jiného, bude potrestán odnětím svobody až na dvě léta nebo peněžitým trestem.
- (2) Odnětím svobody na jeden rok až šest let, propadnutím majetku nebo peněžitým trestem bude pachatel potrestán,
- spáchá-li čin uvedený v odstavci 1 v úmyslu opatřit sobě nebo jinému značný prospěch nebo způsobit jinému značnou škodu anebo jiný zvlášť závažný následek, nebo
 - spáchá-li takový čin vůči úřední osobě.

§ 333 (znění účinné od 1. 9. 2015 do 31. 1. 2019)

Nepřímé úplatkářství

- (1) Kdo žádá, dá si slíbit nebo přijme úplatek za to, že bude svým vlivem nebo prostřednictvím jiného působit na výkon pravomoci úřední osoby, nebo za to, že tak již učinil, bude potrestán odnětím svobody až na tři léta.
- (2) Kdo z důvodu uvedeného v odstavci 1 jinému poskytne, nabídne nebo slibí úplatek, bude potrestán odnětím svobody až na dvě léta.

§ 333 (znění účinné od 1. 2. 2019)

Nepřímé úplatkářství

- (1) Kdo sám nebo prostřednictvím jiného žádá, dá si slíbit nebo přijme úplatek za to, že bude svým vlivem nebo prostřednictvím jiného působit na výkon pravomoci úřední osoby, nebo za to, že tak již učinil, bude potrestán odnětím svobody až na tři léta.
- (2) Kdo sám nebo prostřednictvím jiného z důvodu uvedeného v odstavci 1 jinému poskytne, nabídne nebo slibí úplatek, bude potrestán odnětím svobody až na dvě léta.

§ 348

Padělání a pozměnění veřejné listiny

- (1) Kdo padělá veřejnou listinu nebo podstatně změní její obsah v úmyslu, aby jí bylo užito jako pravé, nebo takovou listinu užije jako pravou,
kdo takovou listinu opatří sobě nebo jinému nebo ji přechovává v úmyslu, aby jí bylo užito jako pravé, nebo
kdo vyrobí, nabízí, prodá, zprostředuje nebo jinak zpřístupní, sobě nebo jinému opatří nebo přechovává nástroj, zařízení nebo jeho součást, postup, pomůcku nebo jakýkoli jiný prostředek, včetně počítačového programu, vytvořený nebo přizpůsobený k padělání nebo pozměnění veřejné listiny,
bude potrestán odnětím svobody až na tři léta nebo zákazem činnosti.
- (2) Odnětím svobody na jeden rok až šest let bude pachatel potrestán,
a) spáchá-li čin uvedený v odstavci 1 jako člen organizované skupiny,
b) způsobí-li takovým činem značnou škodu, nebo
c) získá-li takovým činem pro sebe nebo pro jiného značný prospěch.
- (3) Odnětím svobody na tři léta až deset let bude pachatel potrestán,
a) spáchá-li čin uvedený v odstavci 1 jako člen organizované skupiny působící ve více státech,
b) spáchá-li takový čin v úmyslu umožnit nebo usnadnit spáchání teroristického trestného činu, trestného činu účasti na teroristické skupině (§ 312a), financování terorismu (§ 312d), podpory a propagace terorismu podle § 312e odst. 3 nebo vyhrožování teroristickým trestným činem (§ 312f),
c) způsobí-li takovým činem škodu velkého rozsahu, nebo
d) získá-li takovým činem pro sebe nebo pro jiného prospěch velkého rozsahu.

§ 361

Účast na organizované zločinecké skupině

- (1) Kdo založí organizovanou zločineckou skupinu,
kdo se činností organizované zločinecké skupiny účastní, nebo
kdo organizovanou zločineckou skupinu podporuje,
bude potrestán odnětím svobody na dvě léta až deset let nebo propadnutím majetku.
- (2) Odnětím svobody na tři léta až dvanáct let nebo propadnutím majetku bude pachatel potrestán, spáchá-li čin uvedený v odstavci 1 jako vedoucí činitel nebo představitel organizované zločinecké skupiny.
- (3) Ustanovení § 107 a 108 se na pachatele činu uvedeného v odstavcích 1 a 2 neužijí.

Trestní řád

Výklad některých pojmu

- (1) Orgány činnými v trestním řízení se rozumějí soud, státní zástupce a policejní orgán.
- (2) Policejními orgány se rozumějí
- a) útvary Policie České republiky,
 - b) Generální inspekce bezpečnostních sborů v řízení o trestných činech příslušníků Policie České republiky, příslušníků Vězeňské služby České republiky, celníků anebo zaměstnanců České republiky zařazených k výkonu práce v Policii České republiky, nebo o trestných činech zaměstnanců České republiky zařazených k výkonu práce ve Vězeňské službě České republiky anebo v Celní správě České republiky, spáchaných v souvislosti s plněním jejich pracovních úkolů,
 - c) pověřené orgány Vězeňské služby České republiky v řízení o trestných činech osob ve výkonu vazby, trestu odnětí svobody a zabezpečovací detence, spáchaných ve vazební věznici, věznici nebo v ústavu pro výkon zabezpečovací detence,
 - d) pověřené celní orgány v řízení o trestných činech spáchaných porušením
1. celních předpisů a předpisů o dovozu, vývozu nebo průvozu zboží, a to i v případech, kdy se jedná o trestné činy příslušníků ozbrojených sil nebo bezpečnostních sborů,
 2. právních předpisů při umístění a pořízení zboží v členských státech Evropské unie, je-li toto zboží dopravováno přes státní hranice České republiky,
 3. daňových předpisů upravujících daň z přidané hodnoty,
 4. daňových předpisů v případech, kdy jsou celní orgány správcem daně podle jiných právních předpisů,
- e) pověřené orgány Vojenské policie v řízení o trestných činech příslušníků ozbrojených sil a osob, které páchají trestnou činnost proti příslušníkům ozbrojených sil ve vojenských objektech anebo proti vojenským objektům, vojenskému materiálu nebo ostatnímu majetku státu, s nímž jsou příslušné hospodařit Ministerstvo obrany nebo jím zřízené organizační složky státu nebo s nímž jsou příslušné hospodařit anebo s nímž mají právo hospodařit státní organizace zřízené nebo založené Ministerstvem obrany,
 - f) pověřené orgány Bezpečnostní informační služby v řízení o trestných činech příslušníků Bezpečnostní informační služby,
 - g) pověřené orgány Úřadu pro zahraniční styky a informace v řízení o trestných činech příslušníků Úřadu pro zahraniční styky a informace,
 - h) pověřené orgány Vojenského zpravodajství v řízení o trestných činech příslušníků Vojenského zpravodajství,
 - i) pověřené orgány Generální inspekce bezpečnostních sborů v řízení o trestných činech příslušníků Generální inspekce bezpečnostních sborů nebo o trestných činech zaměstnanců České republiky, zařazených k výkonu práce v Generální inspekci bezpečnostních sborů.

Tím není dotčeno oprávnění státního zástupce podle § 157 odst. 2 písm. b). Není-li dále stanoveno jinak, jsou uvedené orgány oprávněny ke všem úkonům trestního řízení patřícím do působnosti policejního orgánu.

§ 88

- (1) Je-li vedeno trestní řízení pro zločin, na který zákon stanoví trest odnětí svobody s horní hranicí trestní sazby nejméně osm let, pro trestný čin pletichy v insolvenčním řízení podle § 226 trestního zákoníku, porušení předpisů o pravidlech hospodářské soutěže podle § 248 odst. 1 písm. e) a odst. 2 až 4 trestního zákoníku, zjednání výhody při zadání veřejné zakázky, při veřejné soutěži a veřejné dražbě podle § 256 trestního zákoníku, pletichy při zadání veřejné zakázky a při veřejné soutěži podle § 257 trestního zákoníku, pletichy při veřejné dražbě podle § 258 trestního zákoníku, zneužití pravomoci úřední osoby podle § 329 trestního zákoníku, křivé obvinění podle § 345 odst. 3 až 5 trestního zákoníku, křivá výpověď a nepravdivý znalecký posudek podle § 346 odst. 3 až 5 trestního zákoníku, křivé tlumočení podle § 347 odst. 3 až 5 trestního zákoníku nebo pro jiný úmyslný trestní čin, k jehož stíhání zavazuje vyhlášená mezinárodní smlouva, může být vydán příkaz k odposlechu a záznamu telekomunikačního provozu, pokud lze důvodně předpokládat, že jím budou získány významné skutečnosti pro trestní řízení a nelze-li sledovaného účelu dosáhnout jinak nebo bylo-li by jinak jeho dosažení podstatně ztížené. Odposlech a záznam telekomunikačního provozu provádí pro potřeby všech orgánů činných v trestním řízení Policie České republiky. Provádění odposlechu a záznamu telekomunikačního provozu mezi obhájcem a obviněným je nepřípustné. Zjistí-li policejní orgán při odposlechu a záznamu telekomunikačního provozu, že obviněný komunikuje se svým obhájcem, je povinen záznam odposlechu bezodkladně zničit a informace, které se v této souvislosti dozvěděl, nijak nepoužít. Protokol o zničení záznamu založí do spisu.
- (2) Nařídit odposlech a záznam telekomunikačního provozu je oprávněn předseda senátu a v přípravném řízení na návrh státního zástupce soudce. Příkaz k odposlechu a záznamu telekomunikačního provozu musí být vydán písemně a musí být odůvodněn, včetně konkrétního odkazu na vyhlášenou mezinárodní smlouvu v případě, že se vede trestní řízení pro úmyslný trestní čin, k jehož stíhání tato mezinárodní smlouva zavazuje. V příkazu k odposlechu a záznamu telekomunikačního provozu musí být stanovena uživatelská adresa či zařízení a osoba uživatele, pokud je její totožnost známa, a doba, po kterou bude odposlech a záznam telekomunikačního provozu prováděn, která nesmí být delší než čtyři měsíce; v odůvodnění musí být uvedeny konkrétní skutkové okolnosti, které vydání tohoto příkazu, včetně doby jeho trvání, odůvodňují. Příkaz k odposlechu a záznamu telekomunikačního provozu se bezodkladně doručí policejnemu orgánu. V přípravném řízení opis příkazu k odposlechu a záznamu telekomunikačního provozu soudce bezodkladně zašle státnímu zástupci.
- (3) Policejní orgán je povinen průběžně vyhodnocovat, zda i nadále trvají důvody, které vedly k vydání příkazu k odposlechu a záznamu telekomunikačního provozu. Pokud důvody pominuly, je povinen odposlech a záznam telekomunikačního provozu ihned ukončit, a to i před skončením doby uvedené v odstavci 2. Tuto skutečnost bezodkladně písemně oznámí předsedovi senátu, který příkaz k odposlechu a záznamu telekomunikačního provozu vydal, a v přípravném řízení rovněž státnímu zástupci a soudci.
- (4) Na základě vyhodnocení dosavadního průběhu odposlechu a záznamu telekomunikačního provozu může soudce soudu vyššího stupně a v přípravném řízení na návrh státního zástupce soudce krajského soudu dobu trvání odposlechu a záznamu telekomunikačního provozu prodloužit, a to i opakováně, vždy na dobu nejdéle čtyř měsíců.

- (5) Bez příkazu k odposlechu a záznamu telekomunikačního provozu může orgán činný v trestním řízení nařídit odposlech a záznam telekomunikačního provozu, nebo jej provést i sám, je-li vedeno trestní řízení pro trestný čin obchodování s lidmi (§ 168 trestního zákoníku), svěření dítěte do moci jiného (§ 169 trestního zákoníku), omezování osobní svobody (§ 171 trestního zákoníku), vydírání (§ 175 trestního zákoníku), únosu dítěte a osoby stižené duševní poruchou (§ 200 trestního zákoníku), násilí proti skupině obyvatelů a proti jednotlivci (§ 352 trestního zákoníku), nebezpečného vyhrožování (§ 353 trestního zákoníku) nebo nebezpečného pronásledování (§ 354 trestního zákoníku), pokud s tím uživatel odposlouchávané stanice souhlasí.
- (6) Má-li být záznam telekomunikačního provozu užit jako důkaz, je třeba k němu připojit protokol s uvedením údajů o místě, času, způsobu a obsahu provedeného záznamu, jakož i o orgánu, který záznam pořídil. Ostatní záznamy je povinen policejní orgán označit, spolehlivě uschovat tak, aby byla zajištěna ochrana před neoprávněným zneužitím záznamů, a v protokolu založeném do spisu poznamenat, kde jsou uloženy. V jiné trestní věci, než je ta, v níž byl odposlech a záznam telekomunikačního provozu proveden, lze záznam jako důkaz užít tehdy, pokud je v této věci vedeno trestní stíhání pro trestný čin uvedený v odstavci 1, nebo souhlasí-li s tím uživatel odposlouchávané stanice.
- (7) Pokud při odposlechu a záznamu telekomunikačního provozu nebyly zjištěny skutečnosti významné pro trestní řízení, je policejní orgán po souhlasu soudu a v přípravném řízení státního zástupce povinen záznamy bezodkladně zničit po třech letech od pravomocného skončení věci. Byl-li policejní orgán vyrozuměn o podání mimořádného opravného prostředku v uvedené lhůtě, zničí záznamy o odposlechu po rozhodnutí o mimořádném opravném prostředku, případně až po novém pravomocném skončení věci. Protokol o zničení záznamu o odposlechu zašle policejní orgán státnímu zástupci, jehož rozhodnutím byla věc pravomocně skončena, a v řízení před soudem předsedovi senátu prvého stupně, k založení do spisu.
- (8) Státní zástupce nebo policejní orgán, jehož rozhodnutím byla věc pravomocně skončena, a v řízení před soudem předseda senátu soudu prvého stupně po pravomocném skončení věci, informuje o nařízeném odposlechu a záznamu telekomunikačního provozu osobu uvedenou v odstavci 2, pokud je známa. Informace obsahuje označení soudu, který vydal příkaz k odposlechu a záznamu telekomunikačního provozu, délku trvání odposlechu a datum jeho ukončení. Součástí informace je poučení o právu podat ve lhůtě šesti měsíců ode dne doručení této informace Nejvyššímu soudu návrh na přezkoumání zákonnosti příkazu k odposlechu a záznamu telekomunikačního provozu. Předseda senátu soudu prvního stupně podá informaci bezodkladně po pravomocném skončení věci, státní zástupce, jehož rozhodnutím byla věc pravomocně skončena, bezodkladně po uplynutí lhůty pro přezkoumání jeho rozhodnutí nejvyšším státním zástupcem podle § 174a a policejní orgán, jehož rozhodnutím byla věc pravomocně skončena, bezodkladně po uplynutí lhůty pro přezkoumání jeho rozhodnutí státním zástupcem podle § 174 odst. 2 písm. e).

- (9) Informaci podle odstavce 8 předseda senátu, státní zástupce nebo policejní orgán nepodá v řízení o zločinu, na který zákon stanoví trest odnětí svobody s horní hranicí trestní sazby nejméně osm let, spáchaném organizovanou skupinou, v řízení o trestném činu spáchaném ve prospěch organizované zločinecké skupiny, v řízení o trestném činu účasti na organizované zločinecké skupině (§ 361 trestního zákoníku), v řízení o trestném činu účasti na teroristické skupině (§ 312a trestního zákoníku) nebo pokud se na spáchání trestného činu podílelo více osob a ve vztahu alespoň k jedné z nich nebylo trestní řízení doposud pravomocně skončeno, nebo pokud je proti osobě, jíž má být informace sdělena, vedeno trestní řízení, anebo pokud by poskytnutím takové informace mohl být zmařen účel trestního řízení, včetně řízení uvedeného v odstavci 6, nebo by mohlo dojít k ohrožení bezpečnosti státu, života, zdraví, práv a svobod osob.

§ 158d

Sledování osob a věcí

- (1) Sledováním osob a věcí (dále jen "sledování") se rozumí získávání poznatků o osobách a věcech prováděné utajovaným způsobem technickými nebo jinými prostředky. Pokud policejní orgán při sledování zjistí, že obviněný komunikuje se svým obhájcem, je povinen záznam s obsahem této komunikace zničit a poznatky, které se v této souvislosti dozvěděl, nijak nepoužít.
- (2) Sledování, při kterém mají být pořizovány zvukové, obrazové nebo jiné záznamy, lze uskutečnit pouze na základě písemného povolení státního zástupce.
- (3) Pokud má být sledováním zasahováno do nedotknutelnosti obydlí, do listovního tajemství nebo zjišťován obsah jiných písemností a záznamů uchovávaných v soukromí za použití technických prostředků, lze je uskutečnit jen na základě předchozího povolení soudce. Při vstupu do obydlí nesmějí být provedeny žádné jiné úkony než takové, které směřují k umístění technických prostředků.
- (4) Povolení podle odstavců 2 a 3 lze vydat jen na základě písemné žádosti. Žádost musí být odůvodněna podezřením na konkrétní trestnou činnost a, jsou-li známy, též údaji o osobách či věcech, které mají být sledovány. V povolení musí být stanovena doba, po kterou bude sledování prováděno a která nesmí být delší než šest měsíců. Tuto dobu může ten, kdo sledování povolil, na základě nové žádosti písemně prodloužit vždy na dobu nejvýše šesti měsíců.
- (5) Nesnese-li věc odkladu a nejde-li o případy uvedené v odstavci 3, lze sledování zahájit i bez povolení. Policejní orgán je však povinen o povolení bezodkladně dodatečně požádat, a pokud je do 48 hodin neobdrží, je povinen sledování ukončit, případný záznam zničit a informace, které se v této souvislosti dozvěděl, nijak nepoužít.
- (6) Bez splnění podmínek podle odstavců 2 a 3 lze sledování provést, pokud s tím výslovně souhlasí ten, do jehož práv a svobod má být sledováním zasahováno. Je-li takový souhlas dodatečně odvolán, sledování se neprodleně zastaví.
- (7) Má-li být záznam pořízený při sledování použit jako důkaz, je třeba k němu připojit protokol s náležitostmi uvedenými v § 55 a 55a.
- (8) Pokud nebyly při sledování zjištěny skutečnosti důležité pro trestní řízení, je nutno záznamy předepsaným způsobem zničit.

- (9) Provozovatelé telekomunikační činnosti, jejich zaměstnanci a jiné osoby, které se na provozování telekomunikační činnosti podílejí, jakož i pošta nebo osoba provádějící dopravu zásilek jsou povinny bezúplatně poskytovat policejnemu orgánu provádějícímu sledování podle jeho pokynů nezbytnou součinnost. Přitom se nelze dovolávat povinnosti mlčenlivosti stanovené zvláštními zákony.
- (10) V jiné trestní věci, než je ta, v níž bylo sledování za podmínek uvedených v odstavci 2 provedeno, lze záznam pořízený při sledování a připojený protokol použít jako důkaz jen tehdy, je-li i v této věci vedeno řízení o úmyslném trestném činu nebo souhlasí-li s tím osoba, do jejíž práv a svobod bylo sledováním zasahováno.

Příloha č. 2 k oznámení České republiky podle článku 117 nařízení Rady (EU) 2017/1939 ze dne 12. října 2017, kterým se provádí posílená spolupráce za účelem zřízení Úřadu evropského veřejného žalobce

Kontaktní údaje příslušných vnitrostátních orgánů

Nejvyšší státní zastupitelství České republiky

Jezuitská 585/4

660 55 Brno

E-mail: podatelna@nsz.brn.justice.cz

Státní zastupitelství

přehled a kontakty na jednotlivá státní zastupitelství v České republice:

<https://verejnazaroba.cz/prehled-statnich-zastupitelstvi/>

Součástí této přílohy jsou níže některá kritéria k určení příslušnosti státního zastupitelství.

Ministerstvo spravedlnosti České republiky

Vyšehradská 16

128 10 Praha 2

E-mail: posta@msp.justice.cz

Generální finanční ředitelství

Lazarská 15/7

117 22 Praha 1

E-mail: podatelna@fs.mfcr.cz

Některá kritéria k určení příslušnosti státního zastupitelství

Trestní řád

Věcná příslušnost

§ 16

Řízení v prvním stupni koná, jestliže tento zákon nestanoví něco jiného, okresní soud.

§ 17

(1) Krajský soud koná v prvním stupni řízení o trestných činech, pokud na ně zákon stanoví trest odnětí svobody, jehož dolní hranice činí nejméně pět let, nebo pokud za ně lze uložit výjimečný trest. O trestných činech

a) zabítí, vraždy novorozeného dítěte matkou, neoprávněného odebrání tkání a orgánů, nedovoleného nakládání s tkáněmi a orgány, odběru tkáně, orgánu a provedení transplantace za úplatu, nedovoleného nakládání s lidským embryem a lidským genomem, obchodování s lidmi,

- b) spáchaných prostřednictvím investičních nástrojů, které jsou přijaty k obchodování v obchodním systému nebo o jejichž přijetí k obchodování v obchodním systému bylo požádáno, nebo jejich padělků a napodobenin, pokud jejich zákonným znakem je způsobení značné škody nebo získání značného prospěchu,
- c) porušení předpisů o pravidlech hospodářské soutěže, manipulace s kurzem investičních nástrojů, zneužití informace v obchodním styku, zneužití postavení v obchodním styku, poškození finančních zájmů Evropské unie, porušení předpisů o kontrole vývozu zboží a technologií dvojího užití, porušení povinností při vývozu zboží a technologií dvojího užití, zkreslení údajů a nevedení podkladů ohledně vývozu zboží a technologií dvojího užití, provedení zahraničního obchodu s vojenským materiélem bez povolení nebo licence, porušení povinnosti v souvislosti s vydáním povolení a licence pro zahraniční obchod s vojenským materiélem, zkreslení údajů a nevedení podkladů ohledně zahraničního obchodu s vojenským materiélem, vývoje, výroby a držení zakázaných bojových prostředků a
- d) účasti na teroristické skupině, financování terorismu, podpory a propagace terorismu, vyhrožování teroristickým trestným činem, sabotáže, zneužití zastupování státu a mezinárodní organizace, vyzvědačství, ohrožení utajované informace, spolupráce s nepřítelem, styků ohrožujících mír, použití zakázaného bojového prostředku a nedovoleného vedení boje, plenění v prostoru válečných operací,

koná v prvním stupni řízení krajský soud i tehdy, je-li dolní hranice trestu odnětí svobody nižší.

- (2) Krajský soud koná v prvním stupni řízení též o trestném činu opilství v případě, že čin jinak trestný, jehož se dopustil pachatel ve stavu nepříčetnosti, který si zaviněně přivodil, naplňuje znaky skutkové podstaty některého z trestních činů, u nichž je stanovena příslušnost krajského soudu podle odstavce 1.
- (3) Krajský soud koná v prvním stupni řízení též o dílčích útocích pokračujícího trestného činu, jestliže postupem podle § 45 trestního zákoníku přichází v tomto řízení v úvahu rozhodnutí o vině některého z trestních činů uvedených v odstavci 1 nebo 2.

§ 18

Místní příslušnost

- (1) Řízení koná soud, v jehož obvodu byl trestný čin spáchán.
- (2) Nelze-li místo činu zjistit nebo byl-li čin spáchán v cizině, koná řízení soud, v jehož obvodu obviněný bydlí, pracuje nebo se zdržuje; jestliže se nedají tato místa zjistit nebo jsou mimo území České republiky, koná řízení soud, v jehož obvodu čin vyšel najevo.

Zákon č. 283/1993 Sb., o státním zastupitelství

§ 6

- (1) Soustavu státního zastupitelství tvoří Nejvyšší státní zastupitelství, vrchní státní zastupitelství, krajská státní zastupitelství a okresní státní zastupitelství; v době branné pohotovosti státu také vyšší a nižší polní státní zastupitelství.
- (2) V obvodu hlavního města Prahy působnost krajského státního zastupitelství vykonává Městské státní zastupitelství v Praze a působnost okresních státních zastupitelství vykonávají obvodní státní zastupitelství. V obvodu města Brna vykonává působnost okresního státního zastupitelství Městské státní zastupitelství v Brně.
- (3) Nejvyšší státní zastupitelství, vrchní státní zastupitelství a krajská státní zastupitelství jsou účetními jednotkami.

§ 7

- (1) Sídla státních zastupitelství a obvody jejich územní působnosti se shodují se sídly a obvody soudů.
- (2) Státní zastupitelství je příslušné k zastupování státu u soudu, u něhož toto státní zastupitelství působí, pokud zvláštní právní předpis nestanoví jinak.

Vyhláška Ministerstva spravedlnosti o jednacím řádu státního zastupitelství, zřízení poboček některých státních zastupitelství a podrobnostech o úkonech prováděných právními čekateli

Věcná příslušnost státních zástupců

v přípravném řízení trestním (§ 12-23)

§ 12

- (1) K výkonu dozoru nad zachováváním zákonného v přípravném řízení trestním je příslušný státní zástupce přidělený ke státnímu zastupitelství, které působí při soudu, jenž by byl příslušný konat ve věci po podání obžaloby řízení v prvním stupni, pokud tato vyhláška nestanoví jinak. Nemůže-li úkon vztahující se k postupu před zahájením trestního stíhání pro jeho neodkladnost provést příslušný státní zástupce, provede jej státní zástupce nepříslušný, který v takovém případě příslušného státního zástupce o provedení úkonu bez zbytečného odkladu vyrozumí a věc mu předá.
- (2) Nelze-li pro neúplnost skutkových zjištění určit příslušnost státního zástupce k výkonu dozoru nad zachováváním zákonného v přípravném řízení trestním v době, kdy policejní orgán sepsal záznam o zahájení úkonu trestního řízení, doručí se tento záznam státnímu zástupci státního zastupitelství odpovídajícího stupně v sídle policejního orgánu nebo jeho organizační složky. Jde-li o policejní orgán s působností pro území celé České republiky, doručí jej policejní orgán krajskému státnímu zastupitelství v sídle policejního orgánu nebo jeho organizační složky, u něhož je činná osoba, která tento úkon učinila.
- (3) Není-li touto vyhláškou stanoveno jinak, státní zástupce, jemuž byl doručen záznam o zahájení úkonu trestního řízení a který se nepovažuje za místně nebo věcně příslušného, učiní veškerá opatření, která nesnesou odkladu, včetně vydání rozhodnutí, jež činí státní zástupce podle trestního rádu při použití operativně pátracích prostředků, která náleží do působnosti státního zastupitelství a ke kterým je oprávněn, tak, aby nedošlo ke zmaření účelu trestního řízení. Jinak postoupí věci současně vyrozumí policejní orgán, jenž mu záznam o zahájení úkonu trestního řízení doručil.

§ 13

Ve věcech, v nichž přísluší konat vyšetřování nebo zkrácené přípravné řízení státnímu zástupci (§ 10 odst. 2), vykonává dozor nad zachováváním zákonného postupu před zahájením trestního stíhání státní zástupce, který by byl jinak příslušný konat ve věci vyšetřování nebo zkrácené přípravné řízení, pokud na základě zjištěných skutečností lze tuto příslušnost státního zástupce určit. Vyjde-li najevo skutečnost, že jde o takový trestný čin, až v průběhu prověřování skutečnosti důvodně nasvědčujících tomu, že byl spáchán trestný čin, státní zástupce, který v této době vykonává dozor, věc neprodleně předá takovému státnímu zástupci. Ustanovení § 12 odst. 3 se užije obdobně.

§ 14

Vyšší státní zastupitelství je příslušné k výkonu dozoru nad zachováváním zákonného postupu přípravného řízení ve věci, kterou odňalo bezprostředně nižšímu státnímu zastupitelství, a působí v ní samo.

§ 15

- (1) K výkonu dozoru nad zachováváním zákonného postupu přípravného řízení ve věcech úmyslných trestních činů
 - a) spáchaných při činnosti banky, investiční společnosti nebo investičního fondu, obchodníka s cennými papíry, pojišťovny, zdravotní pojišťovny, penzijního fondu, stavební spořitelny anebo spořitelního a úvěrního družstva, byla-li jimi způsobena škoda nejméně 150 mil. Kč,
 - b) fyzických nebo právnických osob spáchaných v souvislosti s neoprávněným výkonem činnosti subjektů uvedených v písmenu a), byla-li jimi způsobena škoda nejméně 150 mil. Kč,
 - c) jimiž byla způsobena na majetku nebo majetkovém podílu státu škoda nejméně 150 mil. Kč,

- d) podle hlavy páté nebo šesté zvláštní části trestního zákoníku, jestliže byly spáchány ve prospěch organizované zločinecké skupiny, a dále trestné činy zneužití pravomoci úřední osoby podle § 329 trestního zákoníku nebo trestné činy přijetí úplatku, podplacení nebo nepřímého úplatkářství podle § 331 až 333 trestního zákoníku, pokud byly spáchány v souvislosti s odhalováním, prověřováním nebo trestním stíháním pro trestné činy podle hlavy páté nebo šesté zvláštní části trestního zákoníku,
- e) jimiž byly dotčeny finanční nebo ekonomické zájmy Evropské unie, pokud jimi byla způsobena škoda nejméně 150 mil. Kč,
- f) spáchaných proti jednotné evropské měně ve prospěch organizované zločinecké skupiny, členem organizované skupiny, ve značném nebo velkém rozsahu nebo koná-li řízení o trestních činech namířených proti jednotné evropské měně policejní orgán, který plní úkoly zvláštní ústředny podle článku 12 mezinárodní úmluvy o potírání penězokazectví.
- g) spáchaných v souvislosti s insolvenčním řízením, byla-li jimi způsobena škoda nejméně 150 mil. Kč,
- h) podle hlavy sedmé dílu 2 zvláštní části trestního zákoníku a trestních činů styků ohrožujících mír podle § 409 trestního zákoníku a porušení mezinárodních sankcí podle § 410 trestního zákoníku,
- i) pokud je znakem skutkové podstaty úmysl umožnit nebo usnadnit spáchání teroristického trestného činu, trestného činu účasti na teroristické skupině podle § 312a trestního zákoníku, financování terorismu podle § 312d trestního zákoníku, podpory a propagace terorismu podle § 312e odst. 3 trestního zákoníku nebo vyhrožování teroristickým trestním činem podle § 312f trestního zákoníku,
- j) účasti na organizované zločinecké skupině podle § 361 trestního zákoníku, spáchaných ve prospěch organizované zločinecké skupiny anebo spáchaných členy teroristické skupiny, ve spojení s teroristickou skupinou nebo ve prospěch teroristické skupiny, pokud z okolností případu vyplývá souvislost s některým trestním činem podle písmene h) nebo i),
- je příslušný státní zástupce vrchního státního zastupitelství, v jehož obvodu je nižší státní zastupitelství, které by bylo jinak ve věci příslušné.

- (2) K výkonu dozoru nad zachováváním zákonnosti v přípravném řízení ve věcech trestních činů podle hlavy deváté dílů 1 a 2 zvláštní části trestního zákoníku je příslušný státní zástupce vrchního státního zastupitelství, v jehož obvodu je nižší státní zastupitelství, které by bylo jinak ve věci příslušné.
- (3) K výkonu dozoru nad zachováváním zákonnosti v přípravném řízení ve věcech trestních činů podílnictví podle § 214 trestního zákoníku, podílnictví z nedbalosti podle § 215 trestního zákoníku, legalizace výnosů z trestné činnosti podle § 216 trestního zákoníku a legalizace výnosů z trestné činnosti z nedbalosti podle § 217 trestního zákoníku je příslušný státní zástupce vrchního státního zastupitelství, v jehož obvodu je nižší státní zastupitelství, které by bylo jinak ve věci příslušné, jestliže zdrojovým trestním činem je některý z trestních činů uvedených v odstavcích 1 a 2.
- (4) Vrchní státní zastupitelství je příslušné ve věci některého z trestních činů uvedených v odstavcích 1 až 3 i k výkonu dozoru nad zachováváním zákonnosti v přípravném řízení též ve věcech dalších trestních činů, ohledně nichž je konáno společné řízení,³ⁱ nebude-li věc vyloučena ze společného řízení.^{3j} Dojde-li k vyloučení věci ze společného řízení a u takové věci dále není příslušnost vrchního státního zastupitelství dána podle odstavce 1, 2 nebo 3, může vrchní státní zastupitelství s předchozím souhlasem nejvyššího státního zástupce rozhodnout o tom, že je příslušné k výkonu dozoru nad zachováváním zákonnosti v přípravném řízení i v této věci, jinak je povinno věc neprodleně postoupit věcně a místně příslušnému státnímu zastupitelství.
- (5) Vrchní státní zastupitelství může po předchozím souhlasu nejvyššího státního zástupce rozhodnout, že k výkonu dozoru nad zachováváním zákonnosti v přípravném řízení ve věcech trestních činů uvedených v odstavcích 1 až 4 je příslušné nižší státní zastupitelství; jeho příslušnost se určí podle zásad uvedených v § 12, 14 a 16.
- (6) Vyžaduje-li to závažnost, skutková či právní složitost věci, může vrchní státní zastupitelství s předchozím souhlasem nejvyššího státního zástupce rozhodnout o tom, že je příslušné k výkonu dozoru nad zachováváním zákonnosti v přípravném řízení ve věcech
- a) uvedených v odstavci 1 písm. a) až c), e) a g), i když jimi byla způsobena škoda nižší než 150 mil. Kč,

- b) pokud na majetku jiného subjektu vznikne škoda alespoň 150 mil. Kč, nebo
- c) trestních činů neoprávněného přístupu k počítačovému systému a nosiči informací podle § 230 trestního zákoníku, opatření a přechovávání přístupového zařízení a hesla k počítačovému systému a jiných takových dat podle § 231 trestního zákoníku, poškození záznamu v počítačovém systému a na nosiči informací a zásah do vybavení počítače z nedbalosti podle § 232 trestního zákoníku, obecného ohrožení podle § 272 trestního zákoníku, nedovoleného ozbrojování podle § 279 trestního zákoníku, vývoje, výroby a držení zakázaných bojových prostředků podle § 280 trestního zákoníku, nedovolené výroby a držení radioaktivní látky a vysoce nebezpečné látky podle § 281 trestního zákoníku, nedovolené výroby a držení jaderného materiálu a zvláštního štěpného materiálu podle § 282 trestního zákoníku, nedovolené výroby a jiného nakládání s omamnými a psychotropními látkami a s jedy podle § 283 trestního zákoníku, pokud z okolností případu vyplývá souvislost s některým trestním činem uvedeným v odstavci 1 písm. h) nebo i) nebo v odstavci 2.

§ 16

- (1) Je-li podle předchozích ustanovení dána příslušnost k výkonu dozoru několika státních zástupců, vykonává dozor ten, který je příslušný k výkonu dozoru nad vyšetřováním vedeným proti pachateli trestného činu nebo ohledně nejzávažnějšího trestného činu; jinak ten, který začal vykonávat dozor nejdříve.
- (2) K došetření věci vrácené státnímu zástupci soudem, jemuž byla postoupena nebo přikázána, je příslušný státní zástupce, který vykonává dozor v přípravném řízení.

CYPRUS

In general, the national competent authority for the notifications in relation to article 117 of the EPPO Regulation, has been stated in our national implementing law and it is the Attorney General's Office. There is an exception to this in relation to articles 33(2) and 104(7) of EPPO Regulation, where, the competent national authorities, would be the Cypriot courts.

FINLAND

RIKOSOIKEUDELLISIA MENETTELYJÄ KOSKEVIEN TOIMIVALTARISTIRIITOJEN EHKAISEMISESTÄ JA RATKAISEMISESTA TEHTYÄ PUITEPÄÄTÖSTÄ 2009/948/YOS KOSKEVA ILMOITUS ASETUKSEN (EU) 2017/1939 105 ARTIKLAN JOHDOSTA

4 artikla

Toimivaltaisten viranomaisten määrittäminen

2. Kunkin jäsenvaltion on 1 kohdan mukaisesti ilmoitettava neuvoston pääsihteeristölle, mitkä viranomaiset ovat sen lainsäädännön nojalla toimivaltaisia toimimaan tämän puitepäätöksen mukaisesti.

In accordance with Article 4(2) of Council Framework Decision 2009/948/JHA of 30 October 2009 on prevention and settlement of conflicts of exercise of jurisdiction in criminal proceedings, Finland, as a Member State of the European Union participating in the enhanced cooperation on the establishment of the European Public Prosecutor's Office, hereby informs the General Secretariat of the Council that the European Public Prosecutor's Office ('EPPO'), in the exercise of its competences, as provided for by Articles 22, 23 and 25 of Council Regulation (EU) 2017/1939, is a 'competent authority' as defined in point (b) of Article 3 of Framework Decision 2009/948/JHA.

**VASTAVUOROISEN TUNNUSTAMISEN PERIAATTEEN SOVELTAMISESTA VALVONTATOIMIA
KOSKEVIIN PÄÄTÖKSIIN EUROOPAN UNIONIN JÄSENVÄLTIÖIDEN VÄLILLÄ
TUTKINTAVANKEUDEN VAIHTOEHTONA TEHTYÄ PUITEPÄÄTÖSTÄ 2009/829/YOS KOSKEVA
ILMOITUS ASETUKSEN (EU) 2017/1939 105 ARTIKLAN JOHDOSTA**

6 artikla

Toimivaltaisten viranomaisten nimeäminen

1. Kunkin jäsenvaltion on ilmoitettava neuvoston pääsihteeristölle, mikä oikeusviranomainen on tai mitkä oikeusviranomaiset ovat kansallisen lainsäädännön nojalla toimivaltaisia toimimaan tämän puitepäätöksen mukaisesti silloin, kun kyseinen jäsenvaltio on päätöksen tehnyt valtio tai täytäntöönpanovaltio.

In accordance with Article 6(1) of Council Framework Decision 2009/829/JHA of 23 October 2009 on the application, between Member States of the European Union, of the principle of mutual recognition to decisions on supervision measures as an alternative to provisional detention, Finland, as a Member State of the European Union participating in the enhanced cooperation on the establishment of the European Public Prosecutor's Office, hereby informs the General Secretariat of the Council that the European Public Prosecutor's Office ('EPPO'), in the exercise of its competences, as provided for in Articles 22, 23 and 25 of Council Regulation (EU) 2017/1939, is competent to act as issuing authority in accordance with Framework Decision 2009/829/JHA.

**EUROOPPALAISESTA PIDÄTYSMÄÄRÄYKSESTÄ JA JÄSENVALTIOIDEN
VÄLISISTÄ LUOVUTTAMISMENETTELYISTÄ TEHTYÄ PUITEPÄÄTÖSTÄ
2002/584/YOS KOSKEVA ILMOITUS ASETUKSEN (EU) 2017/1939 105 ARTIKLAN
JOHDOSTA**

6 artikla

Toimivaltaisten viranomaisten nimeäminen

1. Pidätysmääräyksen antanut oikeusviranomainen on pidätysmääräyksen antaneen jäsenvaltion sellainen oikeusviranomainen, jolla on kyseisen valtion lainsäädännön mukaan toimivalta antaa eurooppalainen pidätysmääräys.

3. Kukin jäsenvaltio ilmoittaa neuvoston pääsihteeristölle, mikä on sen kansallisen lainsäädännön mukaan toimivaltainen oikeusviranomainen.

In accordance with Article 6(3) of Council Framework Decision 2002/584/JHA of 13 June 2002 on the European arrest warrant and the surrender procedures between Member States, Finland, as a Member State of the European Union participating in the enhanced cooperation on the establishment of the European Public Prosecutor's Office, hereby informs the General Secretariat of the Council that the European Public Prosecutor's Office ('EPPO'), in the exercise of its competences, as provided for in Articles 22, 23 and 25 of Council Regulation (EU) 2017/1939, is competent to act as issuing authority as defined in Article 6(1) of Council Framework Decision 2002/584/JHA.

FRANCE

Notifications imposées en application de l'article 117 du règlement constitutif : « autorités qui sont compétentes aux fins de l'application du présent règlement », à transmettre à la Cheffe du Parquet européen, au Conseil et à la Commission européenne :

Aux fins de l'article 24, paragraphe 1, les autorités françaises entendent désigner :

- les autorités judiciaires,
- toute autorité constituée, tout officier public ou fonctionnaire qui, dans l'exercice de ses fonctions, acquiert la connaissance d'une infraction au sens de l'article 24, paragraphe 1.

Aux fins de l'article 24, paragraphe 8, 25, paragraphes 1 à 5, 26, paragraphe 7, 27, paragraphes 2 à 8, et 34, paragraphes 1 à 3 et 5 à 7, les autorités françaises entendent désigner, selon les règles de compétence territoriale et matérielle prévues en droit français :

- les procureurs de la République près les tribunaux judiciaires, les procureurs de la République près les juridictions interrégionales spécialisées, le procureur de la République financier, et les procureurs généraux près les cours d'appel,
- les magistrats instructeurs des tribunaux judiciaires,
- les chambres de l'instruction des cours d'appel et leurs présidents,
- les services d'enquêtes de la police nationale et de la gendarmerie nationale,
- les services des directions interrégionales des douanes, la direction nationale du renseignement et des enquêtes douanières et le service d'enquêtes judiciaires des finances.

Aux fins des articles 25, paragraphe 6, et 39, paragraphe 3, les autorités françaises entendent désigner :

- en l'absence d'ouverture d'une information judiciaire : le procureur général près la cour d'appel dans le ressort de laquelle se trouve la juridiction interrégionale spécialisée en matière économique et financière prévue par l'article 704 du code de procédure pénale ou, si la procédure est suivie par le procureur de la République financier (pour le cas où l'une des infractions visées relève de l'article 705 du code de procédure pénale), le procureur général près la cour d'appel de Paris.
- lorsqu'une information judiciaire est en cours : lorsque le juge d'instruction rend une ordonnance de refus de dessaisissement au profit du Parquet européen, cette ordonnance peut être déférée par les parties, le procureur de la République ou le Parquet européen à la chambre criminelle de la Cour de cassation, qui statue en dernier ressort sur le conflit de compétences.

Aux fins de l'article 36, paragraphe 6, les autorités françaises entendent désigner :

- les services des directions interrégionales des douanes, la direction nationale du renseignement et des enquêtes douanières et le service d'enquêtes judiciaires des finances.

Aux fins de l'article 39, paragraphe 4, les autorités françaises entendent désigner :

- les procureurs de la République près les tribunaux judiciaires, les procureurs de la République près les juridictions interrégionales spécialisées, le procureur de la République financier, et les procureurs généraux près les cours d'appel,
- les magistrats instructeurs des tribunaux judiciaires,
- les chambres de l'instruction des cours d'appel et leurs présidents,
- les services d'enquêtes de la police nationale et de la gendarmerie nationale,

- les services des directions interrégionales des douanes, la direction nationale du renseignement et des enquêtes douanières et le service d'enquêtes judiciaires des finances.

Aux fins de l'article 40, paragraphe 1, les autorités françaises entendent désigner :

- les procureurs de la République près les tribunaux judiciaires, les procureurs de la République près les juridictions interrégionales spécialisées, le procureur de la République financier, et les procureurs généraux près les cours d'appel.

GERMANY

Mitteilung
der Regierung der Bundesrepublik Deutschland
an die Europäische Staatsanwaltschaft
vom 18. Juni 2021

Verordnung (EU) 2017/1939 des Rates vom 12. Oktober 2017 zur Durchführung einer Verstärkten Zusammenarbeit zur Errichtung der Europäischen Staatsanwaltschaft (EUStA)

Die Regierung der Bundesrepublik Deutschland beehort sich, der Europäischen Staatsanwaltschaft gemäß Artikel 117 Satz 1 und 2 der Verordnung (EU) 2017/1939 des Rates vom 12. Oktober 2017 zur Durchführung einer Verstärkten Zusammenarbeit zur Errichtung der Europäischen Staatsanwaltschaft (EUStA) die Liste der für die Durchführung dieser Verordnung zuständigen Behörden zu übermitteln.

Vorschrift in der EUStA-VO	Bezeichnung der zuständigen nationalen Behörden
Art. 24 Abs. 8 EUStA-VO Meldung einer nicht in ihre Zuständigkeit fallenden Straftat an die Behörden	<ul style="list-style-type: none">• Staatsanwaltschaften: Staatsanwaltschaften bei den Landgerichten, Staatsanwaltschaften bei den Oberlandesgerichten, Generalbundesanwalt, Zentrale Stelle der Landesjustizverwaltungen zur Aufklärung nationalsozialistischer Verbrechen in Ludwigsburg• Finanzbehörde, soweit sie nach § 386 Abs. 2 AO die Stellung einer Staatsanwaltschaft einnimmt: Hauptzollämter, Finanzämter, Bundeszentralamt für Steuern
Art. 25 Abs. 1 EUStA-VO Ausübung der Zuständigkeit durch die EUStA	<ul style="list-style-type: none">• Siehe Art. 28 Abs. 1 und 2 EUStA-VO
Art. 25 Abs. 2 EUStA-VO Konsultation der Behörden, um Kriterien nach UA 1 lit. a und b festzustellen	<ul style="list-style-type: none">• Staatsanwaltschaften: Staatsanwaltschaften bei den Landgerichten, Staatsanwaltschaften bei den Oberlandesgerichten, Generalbundesanwalt• Finanzbehörde (§ 386 Abs. 2 AO): Hauptzollämter, Finanzämter, Bundeszentralamt für Steuern
Art. 25 Abs. 3 i.V.m. Art. 34 EUStA-VO	<ul style="list-style-type: none">• Staatsanwaltschaften: Staatsanwaltschaften bei den Landgerichten, Staatsanwaltschaften bei den Oberlandesgerichten, Generalbundesanwalt

Konsultation und Rückverweisung der Behörden	<ul style="list-style-type: none"> Finanzbehörde (§ 386 Abs. 2 AO): Hauptzollämter, Finanzämter, Bundeszentralamt für Steuern
Art. 25 Abs. 4 EUStA-VO Zustimmung bei Ausübung der Zuständigkeit nach Art. 25 Abs. 3b EUStA-VO	<ul style="list-style-type: none"> Staatsanwaltschaften: Staatsanwaltschaften bei den Landgerichten, Staatsanwaltschaften bei den Oberlandesgerichten, Generalbundesanwalt Finanzbehörde (§ 386 Abs. 2 AO): Hauptzollämter, Finanzämter, Bundeszentralamt für Steuern
Art. 25 Abs. 5 EUStA-VO Unterrichtung über Ausübung/Nichtausübung der Zuständigkeit	<ul style="list-style-type: none"> Jeweils die Behörde, die das Verfahren nach Art. 24 Abs. 1 oder 2 EUStA-VO gemeldet hat, und ggf. die Behörden, mit denen Konsultationen nach Art. 25 Abs. 2, Abs. 3 oder Abs. 4 EUStA-VO stattfanden Bei Anzeigen von Privaten, öffentlichen Stellen oder EU-Behörden ist die ansonsten zuständige Staatsanwaltschaft bzw. Finanzbehörde (§ 386 Abs. 2 AO) zu unterrichten
Art. 25 Abs. 6 EUStA-VO Zuständigkeitskonflikt zwischen EUStA und nationaler Behörde	<ul style="list-style-type: none"> Generalbundesanwalt (§ 142b Abs. 2 GVG)
Art. 26 Abs. 7 EUStA-VO Mitteilung bei Einleitung	<ul style="list-style-type: none"> Die ansonsten zuständigen Staatsanwaltschaften (§ 12 Abs. 2 EUStAG) bzw. die ansonsten zuständigen Finanzbehörden (§ 386 Abs. 2 AO) Bundesamt für Justiz (§ 12 Abs. 1 EUStAG) Zuständiges Gericht, Gnadenbehörde oder Führungsaufsichtsstelle bei Bewährungs- und Führungsaufsichtsfällen (MiStra Nr. 13) Zuständige Aufsichtsbehörde/Berufskammer (MiStra Nr. 23 Abs. 4) in bestimmten Strafsachen gegen Notare/innen und Angehörige rechtsberatender Berufe (MiStra Nr. 23 Abs. 2) Bundesanstalt für Finanzdienstleistungsaufsicht in Strafsachen in den Fällen MiStra Nr. 25 – 25c Jugendgerichtshilfe (MiStra Nr. 32) und ggf. Schule (MiStra Nr. 33) sowie Erziehungsberechtigte, gesetzliche Vertreter und Verfahrenspfleger (MiStra Nr. 34 Abs. 2 Nr. 1) in Verfahren gegen Jugendliche/Heranwachsende Örtlich zuständige Ausländerbehörde in Strafsachen gegen Ausländer (MiStra Nr. 42) Leitung der Justizvollzugsanstalt/psychiatrisches Krankenhaus/Erziehungsanstalt in Strafsachen gegen Gefangene und Untergebrachte (MiStra Nr. 43) Bundesministerium der Justiz und für Verbraucherschutz bei Verstößen gegen das Außenwirtschaftsgesetz oder das Gesetz über die Kontrolle von Kriegswaffen (MiStra Nr. 49) Ggf. im Einzelfall weitere Behörden gemäß MiStra und MiStra-Anhang

2

Art. 27 Abs. 1 EUStA-VO Meldung bei Evokation	<ul style="list-style-type: none"> • Behörde, die nach Art. 24 Abs. 2 EUStA-VO gemeldet hat • Bundesamt für Justiz (§ 12 Abs. 1 EUStAG)
Art. 27 Abs. 2, 4, 5, 6 EUStA-VO Ausübung der Evokation	<ul style="list-style-type: none"> • Behörde, die nach Art. 24 Abs. 2 EUStA-VO gemeldet hat
Art. 27 Abs. 3 EUStA-VO Anfrage zur Unterrichtung	<ul style="list-style-type: none"> • Die Behörde, die das Ermittlungsverfahren führt • Falls diese Behörde nicht bekannt ist, eine ansonsten zuständige Staatsanwaltschaft
Art. 27 Abs. 7 EUStA-VO Verzicht auf Evokation	<ul style="list-style-type: none"> • Jeweils die Behörde, die das Verfahren nach Art. 24 Abs. 2 EUStA-VO gemeldet hat • Ggf. eine Staatsanwaltschaft oder eine Finanzbehörde, auf die das Verfahren nach der Meldung übertragen wurde
Art. 28 Abs. 1 EUStA-VO Ermittlungsbehörden	<ul style="list-style-type: none"> • Polizeibehörden (Polizei der Länder, Bundespolizei, Bundeskriminalamt) • Bundesfinanzbehörden (Hauptzollämter, Zollfahndungsämter, Zollkriminalamt) • Landesfinanzbehörden (Finanzämter, Dienststellen der Steuerfahndung) • Forst- und Jagdverwaltung des Bundes • Forst-, Jagd- und Fischereiverwaltungen und Bergämter der Länder • Ggf. weitere Behörden, deren Angehörige als Ermittlungspersonen nach den jeweiligen Landes-VO ermächtigt sind (§ 152 Abs. 2 GVG) • Kontrollbeamten und -beamte der Bundesanstalt für Landwirtschaft und Ernährung i. R. d. Fischereikontrolle außerhalb der Küstengewässer nach § 16 Abs. 3 SeeFischG
Art. 28 Abs. 2 EUStA-VO Dringend erforderliche Ermittlungsmaßnahmen	<ul style="list-style-type: none"> • Behörden nach Art. 28 Abs. 1 EUStA-VO • Staatsanwaltschaften (Staatsanwaltschaften bei den Landgerichten, Staatsanwaltschaften bei den Oberlandesgerichten, Generalbundesanwalt)
Art. 28 Abs. 4 EUStA-VO Ermittlungsaufträge des Europäischen Staatsanwalts	<ul style="list-style-type: none"> • Siehe Art. 28 Abs. 1 und 2 EUStA-VO
Art. 31 Abs. 4 EUStA-VO Grenzüberschreitende Ermittlungen	<ul style="list-style-type: none"> • Siehe Art. 28 Abs. 1 EUStA-VO

<p>Art. 34 EUSTA-VO; 10 Abs. 3 Buchstabe d</p> <p>Verweisung/Übertragung von Verfahren</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Siehe Art. 25 Abs. 3 EUSTA-VO
<p>Art. 36 Abs. 6 EUSTA-VO</p> <p>Mitteilung der Anklageerhebung</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Zuständige Finanzbehörde nach §§ 386 Abs. 1 S. 2, 403 Abs. 3 AO • Zuständige Verwaltungsbehörde bei Ordnungswidrigkeiten (§ 63 Abs. 2 OWIG, § 11 EUStAG) • Zuständiges Gericht oder Gnadenbehörde oder Führungsaufsichtsstelle bei Bewährungs- und Führungsaufsichtsfällen (MiStra Nr. 13) • Zuständiger Dienstvorgesetzter in Strafsachen gegen Personen im Beamten- oder Richterverhältnis; bei Personen im Beamten- oder Richterverhältnis im Geschäftsbereich des BMVg an das Bundesamt für Personalmanagement der Bundeswehr (MiStra Nr. 15) • Leiter der Behörde oder Beschäftigungsstelle in Strafsachen gegen Beschäftigte im öffentlichen Dienst, bei Personen in einem privatrechtlichen Arbeitnehmer- oder Ausbildungsverhältnis zu einer Dienststelle im Geschäftsbereich des BMVg an das Bundesamt für Personalmanagement der Bundeswehr (MiStra Nr. 16) • Zuständiger Befehlshaber bei Strafsachen gegen Soldaten/innen (MiStra Nr. 19) bzw. im Ruhestand oder frühere Soldaten/innen (MiStra Nr. 20) • Zuständige Oberbehörde in Strafsachen gegen Geistliche und Beamte/innen öffentlich-rechtlicher Religionsgemeinschaften (MiStra Nr. 22) • Zuständige Aufsichtsbehörde/Berufskammer (MiStra Nr. 23 Abs. 4) in Strafsachen gegen Notare/innen und Angehörige rechtsberatender Berufe (MiStra Nr. 23) • Zuständige Aufsichtsbehörde/Berufskammer (MiStra Nr. 24 Abs. 4) in Strafsachen gegen Angehörige bestimmter Berufe des Wirtschaftslebens und Sachverständige (MiStra Nr. 24) • Bundesanstalt für Finanzdienstleistungsaufsicht in den Fällen der MiStra Nr. 25-25c • Zuständige Behörde/Berufskammer in Strafverfahren gegen Angehörige von Heilberufen (MiStra Nr. 26) • Zuständige Aufsichtsbehörde in Strafsachen gegen sonstige Angehörige von Lehrberufen und erzieherischen Berufen (MiStra Nr. 27) • Zuständige Aufsichtsbehörde und oberste Landesbehörde in Strafsachen gegen Betreiber von und Beschäftigte in Alten-, Behinderten- und Pflegeheimen, ambulanten Pflegediensten und ähnlichen Einrichtungen (MiStra Nr. 28)

	<ul style="list-style-type: none"> • Jugendgerichtshilfe (MiStra Nr. 32) und ggf. Schule (MiStra Nr. 33) in Verfahren gegen Jugendliche/Heranwachsende • Zuständige Behörden in Strafsachen gegen Inhaber waffen- oder sprengstoffrechtlicher Berechtigungen (MiStra Nr. 36) oder sonstige Fälle (MiStra Nr. 36a) • Ausstellungsbehörde in Strafsachen gegen Inhaber/innen von Jagdscheinen (MiStra Nr. 37) • Bundesamt für Migration und Flüchtlinge bei (bestimmten) Strafsachen gegen Asylsuchende (MiStra Nr. 42a) • Leitung der Justizvollzugsanstalt/psychiatrisches Krankenhaus/Erziehungsanstalt in Strafsachen gegen Gefangene und Untergebrachte (MiStra Nr. 43) • Bundesministerium der Justiz und für Verbraucherschutz bei Verstößen gegen das Außenwirtschaftsgesetz oder das Gesetz über die Kontrolle von Kriegswaffen (MiStra Nr. 49) • Bundesinstitut für Arzneimittel und Medizinprodukte in Betäubungsmittelverfahren gegen Ärzte, Zahnärzte, Tierärzte (MiStra Nr. 50) • Generalzolldirektion - Zentralstelle für Finanztransaktionsuntersuchungen in Verdachtsfällen nach dem Geldwäschegegesetz (MiStra Nr. 52) • Ggf. im Einzelfall weitere Behörden gemäß MiStra und MiStra-Anhang
Art. 39 Abs. 3 EUStA-VO	<ul style="list-style-type: none"> • Siehe Art. 25 Abs. 6 EUStA-VO • Siehe Art. 34 EUStA-VO
Art. 39 Abs. 4 EUStA-VO Mitteilung der Einstellung	<ul style="list-style-type: none"> • Finanzbehörden nach §§ 386 Abs. 1 S. 2, 407 Abs. 2 AO • Zuständige Verwaltungsbehörde, sofern ein Bußgeldverfahren eingeleitet wurde (Nr. 275 Abs. 5 S. 2 RiStBV) • Präsident der Körperschaft in Strafsachen gegen Mitglieder der gesetzgebenden Körperschaften des Bundes oder eines Landes oder gegen Mitglieder des Europäischen Parlaments; bei Mitgliedern des Deutschen Bundestages oder des Europäischen Parlaments erfolgt die Übermittlung über das Bundesministerium der Justiz und für Verbraucherschutz (§ 8 EGStPO) • Ermittelnde Polizeibehörde (MiStra Nr. 11) • Befehlshaber des Wehrbereichs in Strafsachen gegen Soldaten/innen (MiStra Nr. 19) • Zuständige Oberbehörde einer öffentlich-rechtlichen Religionsgemeinschaft in Strafsachen gegen Geistliche und Beamte/innen öffentlich-rechtlicher Religionsgemeinschaften (MiStra Nr. 22)

	<ul style="list-style-type: none"> • Zuständige Aufsichtsbehörden und Berufskammern in Strafsachen gegen Notare und Angehörige rechtsberatender Berufe (MiStra Nr. 23) • Bundesanstalt für Finanzdienstleistungsaufsicht in den Fällen MiStra Nr. 25-25c • Jugendgerichtshilfen (Nr. 32), Schulleitung (MiStra Nr. 33) • Genehmigungs- oder Aufsichtsbehörde in Verfahren gegen mit Atomanlagen/Kernbrennstoffen/radiaktiven Stoffen befasste Personen (MiStra Nr. 40) • Örtlich zuständige Ausländerbehörde in Strafsachen gegen Ausländer (MiStra Nr. 42) • Leitung der Justizvollzugsanstalt/psychiatrisches Krankenhaus/Erziehungsanstalt in Strafsachen gegen Gefangene und Untergebrachte (MiStra Nr. 43) • Bundesministerium der Justiz und für Verbraucherschutz bei Verstößen gegen das Außenwirtschaftsgesetz oder das Gesetz über die Kontrolle von Kriegswaffen (MiStra Nr. 49) • Bundesinstitut für Arzneimittel und Medizinproduktten in Betäubungsmittelverfahren gegen Ärzte, Zahnärzte, Tierärzte (MiStra Nr. 50) • Zuständige Behörde in Strafsachen gegen Vorschriften zum Schutz der Umwelt und bei Verstößen gegen Bestimmungen zur Verhütung von Meeressverschmutzungen auch das Bundesamt für Seeschifffahrt und Hydrographie (MiStra Nr. 51) • Generalzolldirektion - Zentralstelle für Finanztransaktionsuntersuchungen in Verdachtsfällen nach dem Geldwäschegesetz (MiStra Nr. 52) <p><u>Mitteilungspflicht in bestimmten Fällen (vorheriger Erlass/Vollzug eines Haftbefehls und/oder wenn Feststellungen nach § 20 StGB vorliegen)</u></p> <ul style="list-style-type: none"> • Zuständiger Dienstvorgesetzter bei Strafsachen gegen Personen im Beamten- oder Richterverhältnis (wenn Feststellungen nach § 20 StGB getroffen wurden, MiStra Nr. 15 Abs. 3) • Behördenleitung bei Arbeitnehmern/Beschäftigten im öffentlichen Dienst (wenn Haft mitzuteilen war, MiStra Nr. 16 Abs. 1 Nr. 4) • Behörde des Befehlshabers in Strafsachen gegen Soldaten/innen (wenn Feststellungen nach § 20 StGB getroffen wurden, MiStra Nr. 19 Abs. 3) • Oberbehörde einer öffentlich-rechtlichen Religionsgemeinschaft in Strafsachen gegen Geistliche und Beamte (wenn Haft mitzuteilen war oder Feststellungen zu § 20 StGB vorliegen, MiStra Nr. 22 Abs. 2 Nr. 4, Abs. 4) • Zuständige Aufsichtsbehörden und Berufskammern (MiStra Nr. 23 Abs. 4) in Strafsachen gegen Notare/Angehörige rechtsberatender Berufe (wenn Haft, vorläufiges Berufsverbot mitzuteilen war oder Feststellungen nach § 20 StGB getroffen wurden)
--	---

	<ul style="list-style-type: none"> • Zuständige Aufsichtsbehörden und Berufskammern in Strafsachen gegen Angehörige bestimmter Berufe des Wirtschaftslebens (wenn Haft, vorläufiges Berufsverbot oder ggf. Führerscheinmaßnahmen mitzuteilen waren, MiStra Nr. 24) • Zuständige Behörden/Berufskammern in Strafverfahren gegen Angehörige von Heilberufen (wenn Haft mitzuteilen war, MiStra Nr. 26) • Zuständige Aufsichtsbehörde in Strafsachen gegen Angehörige von Lehrberufen/erzieherischen Berufen (wenn Haft mitzuteilen war, MiStra Nr. 27) • Zuständige Aufsichtsbehörde und oberste Landesbehörde in Strafsachen gegen Betreiber von und Beschäftigte in Alten-, Behinderten- und Pflegeheimen, ambulanten Pflegediensten und ähnlichen Einrichtungen (wenn Haft mitzuteilen war, MiStra Nr. 28). • Zuständige Behörden in Strafsachen gegen Inhaber waffen- oder sprengstoffrechtlicher Berechtigungen (MiStra Nr. 36), wenn Haft mitzuteilen war oder Feststellungen zu § 20 StGB getroffen wurden, oder in sonstigen Fällen (Nr. 36a) wenn Feststellungen nach § 20 StGB getroffen wurden • Ausstellungsbehörde in Strafsachen gegen Inhaber/innen eines Jagdscheins, wenn Feststellungen nach § 20 StGB getroffen wurden (MiStra Nr. 37) • Ggf. im Einzelfall weitere Behörden gemäß MiStra und MiStra-Anhang
Art. 104 Absatz 7 EUSTA-VO Auslieferungsersuchen	<ul style="list-style-type: none"> • Die zuständige Behörde ergibt sich aus dem jeweils einschlägigen Übereinkommen • Vertragsloser Auslieferungsverkehr: <ul style="list-style-type: none"> ○ <u>Rechtshilfe</u>: Landesjustizverwaltungen oder Staatsanwaltschaften bei den Oberlandesgerichten ○ <u>Auslieferungen</u>: Bundesamt für Justiz

ITALY

Declarations pursuant to Art. 117 of Regulation (EU) 2017/1939 concerning: a) the notification of the authorities that are competent for the purposes of implementing the Regulation; b) an extensive list of the national substantive criminal law provisions that apply to the offences defined in Directive (EU) 2017/1371 and any other relevant national law; c) the list of specific serious offences limiting the application of points (e) and (f) of Art. 30 (1).

Art. 117 first part of Regulation (EU) 2017/1939 concerning the notifications of the Italian authorities that are competent for the purposes of implementing the EPPO regulation.

- I) In accordance with artt. 5(6), 28(1)–(2)/(4), 31(4), 91(6) of Regulation (EU) 2017/1939 the national authorities, including police authorities, on which the EPPO can rely for its investigations, notably for the execution of coercive measures are **all authorities with general judicial police functions according to art. 57 of the Italian criminal procedure code, that is, mainly, State Police (*Polizia di Stato*), Carabineer's (*Arma dei Carabinieri*), Financial Police (*Guardia di Finanza*) and Prison Police (*Polizia Penitenziaria*)**. In addition, authorities to which other Italian laws confer special judicial police functions, including, for example, the Revenue Agency (*Agenzia delle Entrate*) and the Customs Agency (*Agenzia delle Dogane*).
- II) In accordance with artt. 10(3)(d), 24(2)–(3), 25(1) to (5), 26(7), 27(2) to (8), 34(1) to (3)/(5) to (7) of Regulation (EU) 2017/1939 the national judicial and law enforcement authorities that are competent to initiate and conduct a criminal investigation concerning criminal offences for which the EPPO is competent are **all Prosecutor's offices and authorities with general judicial police functions according to art. 57 of the Italian criminal procedure code, that is, mainly, State Police (*Polizia di Stato*), Carabineer's (*Arma dei Carabinieri*), Financial Police (*Guardia di Finanza*) and Prison Police (*Polizia Penitenziaria*)**. In addition, authorities to which other Italian laws confer special judicial police functions, including, for example, the Revenue Agency (*Agenzia delle Entrate*) and the Customs Agency (*Agenzia delle Dogane*).

- III)** In accordance with art. 24 (1) of Regulation (EU) 2017/1939 the national authorities that are obliged to report to the EPPO any criminal conduct in respect of which the EPPO could exercise its competence are **all authorities with general judicial police functions according to art. 57 of the Italian criminal procedure code, that is, mainly, State Police (*Polizia di Stato*), Carabineer's (*Arma dei Carabinieri*), Financial Police (*Guardia di Finanza*) and Prison Police (*Polizia Penitenziaria*). In addition, authorities to which other Italian laws confer special judicial police functions, including, for example, the Revenue Agency (*Agenzia delle Entrate*) and the Customs Agency (*Agenzia delle Dogane*).**
- IV)** In accordance with art. 24(8) of Regulation (EU) 2017/1939 the national authorities to which the EPPO should report criminal offences outside the scope of its competence are **Prosecutor's offices**.
- V)** In accordance with 25(6) (cross-referenced in Art. 39(3)) of Regulation (EU) 2017/1939 the national judicial authorities that are competent to decide on the attribution of competence among different public prosecutor's offices (see Recital 62) is **the Attorney General at the Court of Cassation pursuant to art. 54 and following the code of criminal procedure**.
- VI)** In accordance with art. 33 (2) of Regulation (EU) 2017/1939 the national authorities that are competent to issue a European Arrest Warrant upon the request of the handling European Delegated Prosecutor (during investigation and trial phase) are **the judges or courts with criminal proceedings pending before them**.
At the stage at which a custodial sentence or detention order is being enforced (stage where European Delegated Prosecutors are not involved in any way), the authority competent to issue a European arrest warrant is the public prosecutor's office for the judge supervising enforcement.
- VII)** In accordance with art. 36 (6) of Regulation (EU) 2017/1939 the national authorities to which the EPPO Central Office shall notify the decision to prosecute, where necessary for the purposes of recovery, administrative follow-up or monitoring are the following:
if the decision to prosecute is against a public employee, the national authority is the public authority on which the suspect depends;
if the crime has caused damage to the Treasury, the public authority is the Attorney General at the Court of Auditors;
if the decision to prosecute relates to some crimes against the public administration, the public authority is the President of the National Anti-Corruption Authority (ANAC).

- VIII)** In accordance with art. 39 (4) of Regulation (EU) 2017/1939 the national authorities that shall be officially notified when the EPPO dismisses a case, as well as the national administrative or judicial authorities to which the dismissed case may be referred by the EPPO for recovery or other administrative follow-up are as follows: **Prefect (*Prefetto*) for the imposition of administrative penalties; the public authority to which the public employee belongs for the application of disciplinary sanctions; the Attorney General at the Court of Auditors (*Procuratore Generale della Corte dei Conti*) for recovery to Public Treasury. Moreover, any other authority to which the judge decides to refer the dismissed case according to the Italian laws.**
- IX)** In accordance with art. 96 (6) of Regulation (EU) 2017/1939 the national authorities that are competent to decide on the resources, equipment, and working conditions of the European Delegated Prosecutors are **the High Judicial Council, the Ministry of the Justice and the Chief Prosecutors of the Prosecutor's offices where European Delegated Prosecutors will be performing their duties.**
- X)** In accordance with art. 104 (7) of Regulation (EU) 2017/1939 the national authorities that can issue an extradition request upon a request of the handling European Delegated Prosecutor made in accordance with the national law is **the Minister of the Justice.**

Article 117 second part - extensive list of the national substantive criminal law provisions that apply to the offences defined in Directive (EU) 2017/1371 and any other relevant national law;).

1. Any offence, committed or attempted, resulting in the misappropriation or diversion of funds or property from the budget of the Union or budgets managed by it, or on its behalf:
articles 316-bis, 316-ter, 356, 640, par. 2 n. 1), 640-bis, 640-ter, 2nd paragraph;
article 2 of Law no. 898 of 23 December 1986;
articles 282 et seq. of the decree no. 43 of the President of the Republic of 23 January 1973, n. 43.
2. Any offence, committed or attempted, affecting VAT revenue and resulting in a reduction in the resources of the Union budget or budgets managed by it or on its behalf, provided that the act or omission is committed in cross border fraudulent schemes (hence, also in part on the territory of another Member State of the European Union) and the overall damage caused to the financial interests of the Member States concerned and the Union, excluding interests and penalties, amounting to at least ten million euros:
articles 2, 3, 4, 5, 8, 10, 10-quarter, 11 of legislative decree no. 74, 10 of March 2000.
3. any offence, committed or attempted, by a public official or a person entrusted with a public service who, directly or indirectly, requests or receives advantages of any kind, or accepts the promise thereof, with a view to performing or refraining from performing an official act or service which has the effect of prejudicing or endangering the European Union's financial interests:
articles 317, 318, 319, 319-ter, 319-quarter, 320, 322, 322-bis of the criminal code.

4. any offence, committed or attempted, by a person promising, offering or procuring for a public official or a person in charge of a public service, any advantage whatsoever to perform or refrain from performing the acts mentioned in the previous paragraph:

articles 319-quater, par. 2, 321, 322 and 322-bis of the criminal code.

5. any offence, committed or attempted, by a public official or a person entrusted with a public service who, directly or indirectly tasked with the management of funds or assets, appropriates them or allocates them for purposes other than those intended, where this causes damage to the Union's financial interests:

articles 314, 316, 323 of the criminal code.

6. articles 379, 512-bis, 648, 648-bis, 648-ter and 648-ter. 1 of the criminal code in cases where the conduct referred therein is detrimental to the financial interests of the European Union or is related to money and properties that are the proceeds of the offences referred to above.
7. association offences aimed at the commission of offences mentioned in the previous paragraphs.

Article 117 last part - the list of specific serious offences limiting the application of points (e) and (f) of Art. 30 (1)

The use of investigation measures laid down in article 30 (1) lett. e) (interception of electronic communications) and letter f) (controlled deliveries of goods) is restricted to the following specific serious offences.

As to interception, article 266 of the code of criminal procedure provides its admissibility for intentional offences punishable by life imprisonment or imprisonment for a maximum of at least five years and for offences against the public administration punishable by imprisonment for a maximum of at least five years, as well as for a series of identified offences including, where relevant for this Regulation, smuggling offences.

In relation to the controlled deliveries of goods, article 9 of Law no. 146 of March 2006 (undercover operations) provides for the non-punishability of the members of the law enforcement corps engaged in operations aimed at obtaining evidence in relation to the offences referred to, where relevant for this Regulation, in articles 317, 318, 319, 319-ter, 319-quater, 320, 321, 322, 322-bis, 648-bis and 648-ter of the criminal code.

A separate attachment includes all law provisions mentioned above duly translated into English.

NETHERLANDS

Overeenkomstig artikel 6, lid 1, van Kaderbesluit 2009/829/JBZ van de Raad van 23 oktober 2009 inzake de toepassing, tussen de lidstaten van de Europese Unie, van het beginsel van wederzijdse erkenning op beslissingen inzake toezichtmaatregelen als alternatief voor voorlopige hechtenis stelt Nederland, als lidstaat van de Europese Unie die deelneemt aan de nauwere samenwerking bij de instelling van het Europees Openbaar Ministerie (EOM), het secretariaat-generaal van de Raad ervan in kennis dat het EOM, bij de uitoefening van zijn bevoegdheden zoals bepaald in de artikelen 22, 23 en 25 van Verordening (EU) 2017/1939 van de Raad, bevoegd is op te treden als uitvaardigende autoriteit overeenkomstig Kaderbesluit 2009/829/JBZ.

Date:
3 March 2021

Our reference:
Bre-JenV-21/067

Overeenkomstig artikel 24, lid 1, van de Overeenkomst betreffende de wederzijdse rechtshulp in strafzaken tussen de lidstaten van de Europese Unie van 29 mei 2000 ("de Overeenkomst") is de verklaring met betrekking tot het Europees Verdrag aangaande de wederzijdse rechtshulp in strafzaken van 1959 en de bijbehorende protocollen die door Nederland op 26 februari 2021 bij de Raad van Europa is afgelegd, ook van toepassing op de Overeenkomst.

Date:
3 March 2021
Our reference:
Bre-JenV-21/068

Overeenkomstig artikel 24, lid 1, van de Overeenkomst verklaart Nederland dat het Europees Openbaar Ministerie (EOM) bij de uitoefening van zijn bevoegdheden zoals bepaald in de artikelen 22, 23 en 25 van Verordening (EU) 2017/1939 van de Raad bevoegd is overeenkomstig artikel 18 van de Overeenkomst verzoeken te doen en overeenkomstig artikel 19, lid 2, en artikel 20, leden 1 tot en met 5, van de Overeenkomst als bevoegde autoriteit op te treden.

Verzoeken die tot het EOM als aangezochte autoriteit worden gericht, dienen te worden toegezonden aan het centraal bureau van het EOM. In dringende gevallen kunnen deze rechtstreeks aan een gedelegeerd Europees aanklager in Nederland worden toegezonden. In dergelijke gevallen dient een kopie te worden toegezonden aan het centraal bureau van het EOM. De kennisgeving op grond van artikel 24, lid 1, punt b), van de Overeenkomst waarin is bepaald dat verzoeken of mededelingen via de centrale autoriteit dienen te worden toegezonden, is niet van toepassing op verzoeken of kennisgevingen die zijn uitgevaardigd door of gericht aan het EOM.

Overeenkomstig artikel 4, lid 2, van Kaderbesluit 2009/948/JBZ van de Raad van 30 oktober 2009 over het voorkomen en beslechten van geschillen over de uitoefening van rechtsmacht bij strafprocedures stelt Nederland, als lidstaat van de Europese Unie die deelneemt aan de nauwere samenwerking bij de instelling van het Europees Openbaar Ministerie (EOM), het secretariaat-generaal van de Raad ervan in kennis dat het EOM, bij de uitoefening van zijn bevoegdheden zoals bepaald in de artikelen 22, 23 en 25 van Verordening (EU) 2017/1939 van de Raad, een bevoegde autoriteit is in de zin van artikel 3, punt b), van Kaderbesluit 2009/948/JBZ.

Date:
3 March 2021

Our reference:
Bre-JenV-21/069

**Bijlage***Artike/ 13 (3)*

Hoofdofficier van justitie Functioneel Parket

Date:

6 July 2021

Artike/ 24 (8)

Het College van procureurs-generaal

Onze referentie:

Bre-JenV-21/075

Artike/ 25 (2)

Hoofdofficier van justitie Functioneel Parket

Artike/ 25 (3)

Het College van procureurs-generaal

Artikel 25 (4)

Hoofdofficier van justitie Functioneel Parket

Artike/ 25 (6)

Het College van procureurs-generaal

Artike/ 26 (7)

Hoofdofficier van justitie Functioneel Parket

Artikel 27 (1)

Hoofdofficier van justitie Functioneel Parket

Artikel 34, (1-3), (5) en (7)

Het College van procureurs-generaal

Artike/ 36 (6)

Hoofdofficier van justitie Functioneel Parket

Artikel 39 (3)

Het College van procureurs-generaal

Artike/ 39 (4)

Hoofdofficier van justitie Functioneel Parket

Artike/ 40 (1)

Hoofdofficier van justitie Functioneel Parket

PORTUGAL

PROCURADORIA EUROPEIA

Notificações ao abrigo do artigo 117.º do Regulamento (UE) 2017/1939, de 12 de outubro de 2017, que dá execução a uma cooperação reforçada para a instituição da Procuradoria Europeia

Artigos do Regulamento	Autoridades nacionais competentes
5 (6), 28 (1), (2) e (4), 31 (4), 91 (6)	São autoridades nacionais competentes: 1. Órgãos de polícia criminal de competência genérica: - Polícia Judiciária (PJ). - Guarda Nacional Republicana (GNR). - Polícia Nacional de Segurança Pública (PSP). 2. Órgãos de polícia criminal de competência específica: - Autoridade Tributária e Aduaneira (AT). - Autoridade de Segurança Alimentar e Económica (ASAE). - Todas as restantes entidades e agentes policiais a quem, de acordo com a competência legalmente prevista, caiba levar a cabo quaisquer atos ordenados ou determinados pelo Código de Processo Penal.
13 (2)	A entidade pertinente para efeitos da consulta relativa ao número de Procuradores Europeus Delegados e à divisão funcional e territorial de competências entre os Procuradores Europeus Delegados é o Ministro da Justiça .

10 (3) (d), 24 (2), (3), (5), (7), (9) e (10) 25 (1) a (5), 26 (7), 27 (1) a (8), 34 (1) a (3) e (5) a (7)	A autoridade nacional competente é o Ministério Público .
24 (1)	Compete ao Ministério Público comunicar a aquisição da notícia do crime à Procuradoria Europeia.
24 (8) e (9)	A autoridade nacional competente é o Ministério Público .
25 (6), 39 (3)	A autoridade nacional competente é o Procurador-Geral da República .
33 (2)	<p>São competentes para emitir um MDE para efeitos de procedimento criminal:</p> <ul style="list-style-type: none"> - Durante o inquérito, o Procurador Europeu Delegado ou o juiz de instrução, a solicitação do Procurador Europeu Delegado; - Durante a instrução, o juiz de instrução; - Em fase de julgamento, o juiz do processo. <p>Durante o inquérito é competente:</p> <ul style="list-style-type: none"> - O juiz de instrução criminal de Lisboa, quando se trate de factos que tenham sido praticados na área de competência dos tribunais da Relação de Lisboa e de Évora; - O juiz de instrução criminal do Porto, quando se trate de factos que tenham sido praticados na área de competência dos tribunais da Relação de Guimarães, do Porto e de Coimbra. <p>Para a emissão de um MDE para efeitos de cumprimento de pena: o juiz do tribunal competente para a execução da pena de prisão.</p>

36 (6)	A autoridade nacional competente é a Procuradoria-Geral da República .
39 (4)	A autoridade nacional competente é a Procuradoria-Geral da República .
40 (1)	A autoridade nacional competente é a Procuradoria-Geral da República .
96 (6)	A autoridade nacional competente é o Ministério da Justiça
104 (7)	<p>Compete ao Ministro da Justiça formular o pedido de extradição</p> <p>Esta competência encontra-se delegada na Procuradora-Geral da República.</p> <p>Compete à Procuradoria-Geral da República, a requerimento do Procurador Europeu Delegado, organizar o processo.</p>

ROMANIA

Nr. 35/9268/26.05.2021

Notificare

adresată Procurorului-șef european, Consiliului Uniunii Europene și Comisiei Europene în temeiul art. 117 din Regulamentul (UE) 2017/1939

În temeiul art. 117 din Regulamentul (UE) 2017/1939 al Consiliului din 12 octombrie 2017 de punere în aplicare a unei forme de cooperare consolidată în ceea ce privește instituirea Parchetului European (EPPO), Ministerul Justiției notifică, în numele României, următoarele :

I. În temeiul dispozițiilor art.117, prima propoziție, potrivit cărora “fiecare stat membru își desemnează autoritățile care sunt competente în scopul punerii în aplicare a prezentului regulament”, România desemnează următoarele autorități competente:

- a) în aplicarea art. 2 alin.(22), art.85 alin.(1) și alin. 87 alin.(1)–(2) – Autoritatea Națională de Supraveghere a Prelucrării Datelor cu Caracter Personal, desemnată potrivit Legii [nr. 102/2005](#) privind înființarea, organizarea și funcționarea Autorității Naționale de Supraveghere a Prelucrării Datelor cu Caracter Personal, cu modificările și completările ulterioare;
- b) în aplicarea art. 10 alin.(3) lit.(d), art. 25 alin.(1) – (5), art. 26 alin.(7) și art.34 alin.(1)- (7), toate parchetele/structurile din cadrul Ministerului Public competente, potrivit legii naționale;
- c) în aplicarea art. 13 alin.(2) – Ministerul Justiției, potrivit art. 2 din Ordonanța de urgență nr. 8/2019 privind unele măsuri pentru aplicarea Regulamentului (UE) 2017/1.939 al Consiliului din 12 octombrie 2017 de punere în aplicare a unei forme de cooperare consolidată în ceea ce privește instituirea Parchetului European (EPPO);
- d) în aplicarea art. 25 alin.(6) și art. 39 alin.(3), Procurorul General al Parchetului de pe lângă Înalta Curte de Casație și Justiție, potrivit art.6 alin.(3) din Ordonanța de urgență nr. 8/2019 privind unele măsuri pentru aplicarea Regulamentului (UE) 2017/1.939 al Consiliului din 12 octombrie 2017 de punere în aplicare a unei forme de cooperare consolidată în ceea ce privește instituirea Parchetului European (EPPO);
- e) art. 24 alin.(1)-(3) și alin. (7)–(9), toate parchetele/structurile din cadrul Ministerului Public competente, potrivit legii naționale, precum și autoritățile menționate în punctul 3 din Anexa nr.1 la prezenta notificare;
- f) în aplicarea art.27 alin.(1)–(8) – toate parchetele/structurile din cadrul Ministerului Public competente, potrivit legii naționale, precum și autoritățile menționate în punctul 3 din Anexa nr.1 la prezenta notificare;

- g) în aplicarea art. 5 alin.(6), art.28 alin.(1)-(2) și (4), art.91 alin.(6) – poliția judiciară din cadrul Structurii de sprijin a procurorilor europeni delegați în România, menționată la punctul 1 din Anexa nr.1 la prezenta notificare; celealte organe de cercetare penală ale poliției judiciare, menționată la punctul 2 din Anexa nr.1 la prezenta notificare; precum și alte organe de cercetare penală competente, potrivit legii naționale;
- h) în aplicarea art. 31 alin.(4), poliția judiciară din cadrul Structurii de sprijin a procurorilor europeni delegați în România, menționată la punctul 1 din Anexa nr.1 la prezenta notificare; celealte organe de cercetare penală ale poliției judiciare, menționată la punctul 2 din Anexa nr.1 la prezenta notificare;
- i) în aplicarea art. 33 alin.(2) – instanțele judecătorești competente potrivit legii, să emită mandate europene de arestare;
- j) în aplicarea art. 36 alin.(6), autoritățile menționate în punctul 3 din Anexa nr.1 la prezenta notificare;
- k) în aplicarea art. 39 alin.(4) – toate parchetele/structurile din cadrul Ministerului Public competente, potrivit legii naționale, precum și autoritățile menționate în punctul 3 din Anexa nr.1 la prezenta notificare;
- l) în aplicarea art. 40 alin.(1), toate parchetele/structurile din cadrul Ministerului Public care ar fi putut fi competente, potrivit legii naționale;
- m) în aplicarea art. 96 alin.(6) – Ministerul Public, potrivit legii;
- n) în aplicarea art. 101 alin.(3) autoritățile menționate în punctul 3 din Anexa nr.1 la prezenta notificare;
- o) în aplicarea art.104 alin. (7) – instanțele judecătorești competente potrivit legii, să constate dacă sunt îndeplinite condițiile pentru solicitarea extrădării.

II. În temeiul dispozițiilor art.117, a doua propoziție, potrivit cărora “Statele membre informează, de asemenea, EPPO cu privire la o listă cuprinzătoare de dispoziții naționale în materie de drept penal material aplicabile infracțiunilor definite în Directiva (UE) 2017/1371 și în orice alte acte legislative naționale relevante”, România notifică următoarele acte normative:

- a) Legea nr. 78/2000 pentru prevenirea, descoperirea și sancționarea faptelor de corupție, publicată în Monitorul Oficial, Partea I, nr. 219 din 18 mai 2000, cu modificările și completările ulterioare, art. 6 , 7, 18¹- 18⁴;
- b) Legea nr. 241/2005 pentru prevenirea și combaterea evaziunii fiscale, publicată în Monitorul Oficial, Partea I nr. 672 din 27 iulie 2005, cu modificările și completările ulterioare, art. 4, 8, 9;

- c) Legea nr. 86/2006 privind Codul vamal al României, publicată în Monitorul Oficial, Partea I nr. 350 din 19 aprilie 2006, cu modificările și completările ulterioare, publicată în Monitorul Oficial, Partea I nr. 350 din 19 aprilie 2006, cu modificările și completările ulterioare, art.270, 272, 273, 274, 275;
- d) Legea nr. 129/2019 pentru prevenirea și combaterea spălării banilor și finanțării terorismului, precum și pentru modificarea și completarea unor acte normative, publicată în Monitorul Oficial, Partea I nr. 589 din 18 iulie 2019, cu modificările și completările ulterioare, art.49;
- e) Ordonanța [de Urgență a Guvernului nr. 119 din 23 decembrie 2010 privind regimul de control al operațiunilor cu produse cu dublă utilizare](#), publicată în Monitorul Oficial, Partea I nr. 892 din 30 decembrie 2010, [cu modificările și completările ulterioare, art.34](#);
- f) f) Legea nr. 286/2009 privind Codul penal, publicată în Monitorul Oficial, Partea I nr. 510 din 24 iulie 2009; cu modificările și completările ulterioare, art.289, 290, 291, 292, 293, 294, 295, 296, 297, 299, 300, 301, 302, 303, 304, 306, 307, 308, 309, 367.

Textele menționate sunt cuprinse în Anexa nr.2 la prezenta notificare.

III. **În temeiul art.117, a treia propoziție, potrivit cărora “În plus, statele membre care, în conformitate cu articolul 30 alineatul (3), intenționează să limiteze aplicarea articolului 30 alineatul (1) litera (e) și litera (f) la infracțiuni grave specifice notifică EPPO o listă a infracțiunilor respective”, România notifică următoarele prevederi aplicabile din Legea nr.135/2010 privind Codul de procedură penală**, publicată în Monitorul Oficial, Partea I nr. 486 din 15 iulie 2010; cu modificările și completările ulterioare: art.139 alin.(2) și (4), art.151 alin.(1) și (2) lit.a), art.152 alin.(1), precum și art.306.

Textele menționate sunt cuprinse în Anexa nr.3 la prezenta notificare.

În temeiul art.3 din Legea nr.6/2021 privind stabilirea unor măsuri pentru punerea în aplicare a Regulamentului (UE) 2017/1.939 al Consiliului din 12 octombrie 2017 de punere în aplicare a unei forme de cooperare consolidată în ceea ce privește instituirea Parchetului European (EPPO), Ministerul Justiției a întocmit prezenta notificare după consultarea Procurorului General al Parchetului de pe lângă Înalta Curte de Casație și Justiție și a celorlalte autorități competente, potrivit Regulamentului EPPO.

Actele normative menționate în prezenta notificare sunt disponibile la:

<http://legislatie.just.ro/>

Ministrul Justiției,

Stelian-Cristian ION

ANEXA nr.1

Alte autorități competente cu punerea în aplicare a Regulamentului EPPO

1. Structura de sprijin a procurorilor europeni delegați în România, constituită potrivit Legii nr. 6/2021 privind stabilirea unor măsuri pentru punerea în aplicare a Regulamentului (UE) 2017/1.939 al Consiliului din 12 octombrie 2017 de punere în aplicare a unei forme de cooperare consolidată în ceea ce privește instituirea Parchetului European (EPPO);
2. Poliția judiciară;
3. Principalele autorități administrative de aplicare a legii:
 - a) Departamentul pentru luptă antifraudă;
 - b) Agenția Națională de Administrare Fiscală;
 - c) Instituții implicate în coordonarea, gestiunea și controlul fondurilor europene;
 - d) Oficiul Național de Prevenire și Combatere a Spălării Banilor;
 - e) Agenția Națională de Administrare a Bunurilor Indisponibilizate.

ANEXA nr.2

Acte normative cuprinzând dispoziții naționale în materie de drept penal material aplicabile infracțiunilor definite în Directiva (UE) 2017/1371

1. Legea nr. 78/2000 pentru prevenirea, descoperirea și sancționarea faptelor de corupție

Art. 6

Infracțiunile de luare de mită, prevăzută la art. 289 din Codul penal, dare de mită, prevăzută la art. 290 din Codul penal, trafic de influență, prevăzută la art. 291 din Codul penal, și cumpărare de influență, prevăzută la art. 292 din Codul penal, se pedepsesc potrivit prevederilor acelor texte de lege. Dispozițiile art. 308 din Codul penal se aplică în mod corespunzător.

Art. 7

Faptele de luare de mită sau trafic de influență săvârșite de o persoană care:

- a) exercită o funcție de demnitate publică;
- b) este judecător sau procuror;
- c) este organ de cercetare penală sau are atribuții de constatare ori de sancționare a contravențiilor;
- d) este una dintre persoanele prevăzute la [art. 293 din Codul penal](#) se sancționează cu pedeapsa prevăzută la [art. 289](#) sau [291 din Codul penal](#), ale cărei limite se majorează cu o treime.

Art. 18¹

- (1) Folosirea sau prezentarea de documente ori declarații false, inexakte sau incomplete, dacă fapta are ca rezultat obținerea pe nedrept sau reținerea pe nedrept de fonduri ori active din bugetul Uniunii Europene sau bugetele administrate de aceasta ori în numele ei, se pedepsește cu închisoare de la 2 la 7 ani și interzicerea exercitării unor drepturi.
- (2) Cu pedeapsa prevăzută la alin. (1) se sancționează omisiunea de a furniza, cu știință, datele cerute potrivit prevederilor legale pentru obținerea sau reținerea de fonduri ori active din bugetul Uniunii Europene sau bugetele administrate de aceasta ori în numele ei, dacă fapta are ca rezultat obținerea pe nedrept sau reținerea pe nedrept a acestor fonduri ori active.
- (3) Dacă faptele prevăzute la alin. (1) și (2) au produs consecințe deosebit de grave, limitele speciale ale pedepsei se majorează cu jumătate.

Art. 18²

- (1) Schimbarea, fără respectarea prevederilor legale, a destinației fondurilor sau activelor obținute ori reținute din bugetul Uniunii Europene sau din bugetele administrate de aceasta ori în numele ei se pedepsește cu închisoare de la un an la 5 ani și interzicerea exercitării unor drepturi.
- (2) Schimbarea, fără respectarea prevederilor legale, a destinației unui folos legal obținut, dacă fapta are ca rezultat diminuarea ilegală a resurselor din bugetul Uniunii Europene sau din bugetele administrate de aceasta ori în numele ei, se sănționează cu pedeapsa prevăzută la alin. (1).
- (3) Dacă faptele prevăzute la alin. (1) și (2) au produs consecințe deosebit de grave, limitele speciale ale pedepsei se majorează cu jumătate.

Art. 18³

- (1) Folosirea sau prezentarea de documente ori declarații false, inexakte sau incomplete, care are ca rezultat diminuarea ilegală a resurselor ce trebuie virate către bugetul Uniunii Europene sau către bugetele administrate de aceasta ori în numele ei, se pedepsește cu închisoare de la 2 la 7 ani și interzicerea exercitării unor drepturi.
- (2) Cu pedeapsa prevăzută la alin. (1) se sănționează omisiunea de a furniza, cu știință, datele cerute potrivit prevederilor legale, dacă fapta are ca rezultat diminuarea ilegală a resurselor ce trebuie virate către bugetul Uniunii Europene sau către bugetele administrate de aceasta ori în numele ei.
- (3) Dacă faptele prevăzute la alin. (1) și (2) au produs consecințe deosebit de grave, limitele speciale ale pedepsei se majorează cu jumătate.

Art. 18⁴ - Tentativa infracțiunilor prevăzute la art. 18¹-18³ se pedepsește.

2. Legea nr. 241/2005 pentru prevenirea și combaterea evaziunii fiscale

Art. 4 Constituie infracțiune și se pedepsește cu închisoare de la un an la 6 ani refuzul nejustificat al unei persoane de a prezenta organelor competente documentele legale și bunurile din patrimoniu, în scopul împiedicării verificărilor financiare, fiscale sau vamale, în termen de cel mult 15 zile de la somărie.

Art. 8

- (1) Constituie infracțiune și se pedepsește cu închisoare de la 3 ani la 10 ani și interzicerea unor drepturi sau cu amendă stabilirea cu rea-credință de către contribuabil a impozitelor, taxelor sau contribuțiilor, având ca rezultat obținerea, fără drept, a unor sume de bani cu titlu de rambursări sau restituiri de la bugetul general consolidat ori compensări datorate bugetului general consolidat.

- (2) Constituie infracțiune și se pedepsește cu închisoare de la 5 ani la 15 ani și interzicerea unor drepturi sau cu amendă asocierea în vederea săvârșirii faptei prevăzute la alin. (1).
- (3) Tentativa faptelor prevăzute la alin. (1) și (2) se pedepsește.

Art. 9

- (1) Constituie infracțiuni de evaziune fiscală și se pedepsesc cu închisoare de la 2 ani la 8 ani și interzicerea unor drepturi sau cu amendă următoarele fapte săvârșite în scopul sustragerii de la îndeplinirea obligațiilor fiscale:
 - a) ascunderea bunului ori a sursei impozabile sau taxabile;
 - b) omisiunea, în tot sau în parte, a evidențierii, în actele contabile ori în alte documente legale, a operațiunilor comerciale efectuate sau a veniturilor realizate;
 - c) evidențierea, în actele contabile sau în alte documente legale, a cheltuielilor care nu au la bază operațiuni reale ori evidențierea altor operațiuni fictive;
 - d) alterarea, distrugerea sau ascunderea de acte contabile, memorii ale aparatelor de taxat ori de marcat electronice fiscale sau de alte mijloace de stocare a datelor;
 - e) executarea de evidențe contabile duble, folosindu-se înscrисuri sau alte mijloace de stocare a datelor;
 - f) sustragerea de la efectuarea verificărilor financiare, fiscale sau vamale, prin nedecimalarea, declararea fictivă ori declararea inexactă cu privire la sediile principale sau secundare ale persoanelor verificate;
 - g) substituirea, degradarea sau înstrăinarea de către debitor ori de către terțe persoane a bunurilor sechestrare în conformitate cu prevederile Codului de procedură fiscală și ale Codului de procedură penală.
- (2) Dacă prin faptele prevăzute la alin. (1) s-a produs un prejudiciu mai mare de 100.000 euro, în echivalentul monedei naționale, limita minimă a pedepsei prevăzute de lege și limita maximă a acesteia se majorează cu 5 ani.
- (3) Dacă prin faptele prevăzute la alin. (1) s-a produs un prejudiciu mai mare de 500.000 euro, în echivalentul monedei naționale, limita minimă a pedepsei prevăzute de lege și limita maximă a acesteia se majorează cu 7 ani.

3. Legea nr. 86/2006 privind Codul vamal al României, cu modificările și completările ulterioare

Art. 270 - (1) Introducerea în sau scoaterea din țară, prin orice mijloace, a bunurilor sau mărfurilor, prin alte locuri decât cele stabilite pentru control vamal, constituie infracțiunea de contrabandă și se pedepsește cu închisoare de la 2 la 7 ani și interzicerea unor drepturi.

- (2) Constituie, de asemenea, infracțiune de contrabandă și se pedepsește potrivit alin. (1):
- a) introducerea în sau scoaterea din țară prin locurile stabilite pentru controlul vamal, prin sustragere de la controlul vamal, a bunurilor sau a mărfurilor care trebuie plasate sub un regim vamal, dacă valoarea în vamă a bunurilor sau a mărfurilor sustrase este mai mare de 20.000 lei în cazul produselor supuse accizelor și mai mare de 40.000 lei în cazul celorlalte bunuri sau mărfuri;
 - b) introducerea în sau scoaterea din țară, de două ori în decursul unui an, prin locurile stabilite pentru controlul vamal, prin sustragere de la controlul vamal, a bunurilor sau a mărfurilor care trebuie plasate sub un regim vamal, dacă valoarea în vamă a bunurilor sau a mărfurilor sustrase este mai mică de 20.000 lei în cazul produselor supuse accizelor și mai mică de 40.000 lei în cazul celorlalte bunuri sau mărfuri;
 - c) înstrăinarea sub orice formă a mărfurilor aflate în tranzit vamal.
- (3) Sunt asimilate infracțiunii de contrabandă și se pedepsesc potrivit alin. (1) colectarea, deținerea, producerea, transportul, preluarea, depozitarea, predarea, desfacerea și vânzarea bunurilor sau a mărfurilor care trebuie plasate sub un regim vamal cunoscând că acestea provin din contrabandă sau sunt destinate săvârșirii acesteia.

Art. 272 - Folosirea, la autoritatea vamală, a documentelor vamale de transport sau comerciale care se referă la alte mărfuri sau bunuri ori la alte cantități de mărfuri sau bunuri decât cele prezentate în vamă constituie infracțiunea de folosire de acte nereale și se pedepsește cu închisoare de la 2 la 7 ani și interzicerea unor drepturi.

Art. 273 - Folosirea, la autoritatea vamală, a documentelor vamale de transport sau comerciale falsificate constituie infracțiunea de folosire de acte falsificate și se pedepsește cu închisoare de la 3 la 10 ani și interzicerea unor drepturi.

Art. 274 - Faptele prevăzute la art. 270-273, săvârșite de una sau mai multe persoane înarmate ori de două sau mai multe persoane împreună, se pedepsesc cu închisoare de la 5 la 15 ani și interzicerea unor drepturi.

Art. 275 - Tentativa la infracțiunile prevăzute la art. 270-274 se pedepsește.

4. Legea nr. 129/2019 pentru prevenirea și combaterea spălării banilor și finanțării terorismului, precum și pentru modificarea și completarea unor acte normative

Art. 49

- (1) Constituie infracțiunea de spălare a banilor și se pedepsește cu închisoare de la 3 la 10 ani:
- a) schimbarea sau transferul de bunuri, cunoscând că provin din săvârșirea de infracțiuni, în scopul ascunderii sau al disimulării originii ilicite a acestor bunuri ori în scopul de a ajuta persoana care a săvârșit infracțiunea din care provin bunurile să se sustragă de la urmărire, judecată sau executarea pedepsei;
 - b) ascunderea ori disimularea adevăratei naturi, a provenienței, a situației, a dispoziției, a circulației sau a proprietății bunurilor ori a drepturilor asupra acestora, cunoscând că bunurile provin din săvârșirea de infracțiuni;
 - c) dobândirea, deținerea sau folosirea de bunuri de către o altă persoană decât subiectul activ al infracțiunii din care provin bunurile, cunoscând că acestea provin din săvârșirea de infracțiuni.
- (2) Tentativa se pedepsește.
- (2¹) Constituie circumstanță agravantă săvârșirea infracțiunii de spălare a banilor de către una dintre entitățile raportoare prevăzute la art. 5, în exercitarea activității sale profesionale.
- (3) Dacă fapta a fost săvârșită de o persoană juridică, pe lângă pedeapsa amenzii, instanța aplică, după caz, una sau mai multe dintre pedepsele complementare prevăzute la art. 136 alin. (3) lit. a)-c) din Legea nr. 286/2009, cu modificările și completările ulterioare.
- (4) Cunoașterea provenienței bunurilor sau scopul urmărit trebuie stabilită/stabilit din circumstanțele faptice obiective.
- (5) Dispozițiile alin. (1)-(4) se aplică indiferent dacă infracțiunea din care provine bunul a fost comisă pe teritoriul României sau în alte state membre sau state terțe.
- (6) Dispozițiile alin. (1)-(4) se aplică și infracțiunilor de spălare a banilor săvârșite în afara teritoriului țării de către un cetățean român sau de către o persoană juridică română chiar dacă fapta nu este prevăzută ca infracțiune și de legea penală a țării unde a fost săvârșită.

5. OUG nr. 119 din 23 decembrie 2010 privind regimul de control al operațiunilor cu produse cu dublă utilizare, cu modificările și completările ulterioare

Art. 34

Exportul, reexportul, alte operațiuni comerciale de transfer în regim vamal definitiv sau suspensiv în afara teritoriului vamal al României și tranzitul internațional pe teritoriul vamal al României de produse și tehnologii cu dublă utilizare, precum și operațiunile de intermediere cu aceste produse, efectuate fără licență, constituie infracțiune și se pedepsește cu închisoare de la un an la 5 ani.

5. Codul penal

Art. 289 Luarea de mită

- (1) Fapta funcționarului public care, direct ori indirect, pentru sine sau pentru altul, pretinde ori primește bani sau alte foloase care nu i se cuvin ori acceptă promisiunea unor astfel de foloase, în legătură cu îndeplinirea, neîndeplinirea, urgentarea ori întârzierea îndeplinirii unui act ce intră în îndatoririle sale de serviciu sau în legătură cu îndeplinirea unui act contrar acestor îndatoriri, se pedepsește cu închisoare de la 3 la 10 ani și interzicerea exercitării dreptului de a ocupa o funcție publică ori de a exercita profesia sau activitatea în executarea căreia a săvârșit fapta.
- (2) Fapta prevăzută în alin. (1), săvârșită de una dintre persoanele prevăzute în art. 175 alin. (2), constituie infracțiune numai când este comisă în legătură cu neîndeplinirea, întârzierea îndeplinirii unui act privitor la îndatoririle sale legale sau în legătură cu efectuarea unui act contrar acestor îndatoriri.
- (3) Banii, valorile sau orice alte bunuri primite sunt supuse confiscării, iar când acestea nu se mai găsesc, se dispune confiscarea prin echivalent.

Art. 290 Darea de mită

- (1) Promisiunea, oferirea sau darea de bani ori alte foloase, în condițiile arătate în art. 289, se pedepsește cu închisoarea de la 2 la 7 ani.
- (2) Fapta prevăzută în alin. (1) nu constituie infracțiune atunci când mititorul a fost constrâns prin orice mijloace de către cel care a luat mita.
- (3) Mititorul nu se pedepsește dacă denunță fapta mai înainte ca organul de urmărire penală să fi fost sesizat cu privire la aceasta.
- (4) Banii, valorile sau orice alte bunuri date se restituie persoanei care le-a dat, dacă acestea au fost date în cazul prevăzut în alin. (2) sau date după denunțul prevăzut în alin. (3).
- (5) Banii, valorile sau orice alte bunuri oferte sau date sunt supuse confiscării, iar când acestea nu se mai găsesc, se dispune confiscarea prin echivalent.

Art. 291 Traficul de influență

- (1) Pretinderea, primirea ori acceptarea promisiunii de bani sau alte foloase, direct sau indirect, pentru sine sau pentru altul, săvârșită de către o persoană care are influență sau lasă să se credă că are influență asupra unui funcționar public și care promite că îl va determina pe acesta să îndeplinească, să nu îndeplinească, să urgenteze ori să întârzie îndeplinirea unui act ce intră în îndatoririle sale de serviciu sau să îndeplinească un act contrar acestor îndatoriri, se pedepsește cu închisoarea de la 2 la 7 ani.
- (2) Banii, valorile sau orice alte bunuri primite sunt supuse confiscării, iar când acestea nu se mai găsesc, se dispune confiscarea prin echivalent.

Art. 292 Cumpărarea de influență

- (1) Promisiunea, oferirea sau darea de bani ori alte foloase, pentru sine sau pentru altul, direct ori indirect, unei persoane care are influență sau lasă să se creadă că are influență asupra unui funcționar public, pentru a-l determina pe acesta să îndeplinească, să nu îndeplinească, să urgenceze ori să întârzie îndeplinirea unui act ce intră în îndatoririle sale de serviciu sau să îndeplinească un act contrar acestor îndatoriri, se pedepsește cu închisoare de la 2 la 7 ani și interzicerea exercitării unor drepturi.
- (2) Făptuitorul nu se pedepsește dacă denunță fapta mai înainte ca organul de urmărire penală să fi fost sesizat cu privire la aceasta.
- (3) Banii, valorile sau orice alte bunuri se restituie persoanei care le-a dat, dacă au fost date după denunțul prevăzut în alin. (2).
- (4) Banii, valorile sau orice alte bunuri date sau oferite sunt supuse confiscării, iar dacă acestea nu se mai găsesc, se dispune confiscarea prin echivalent.

Art. 293 Fapte săvârșite de către membrii instanțelor de arbitraj sau în legătură cu aceștia

Dispozițiile art. 289 și art. 290 se aplică în mod corespunzător și persoanelor care, pe baza unui acord de arbitraj, sunt chemate să pronunțe o hotărâre cu privire la un litigiu ce le este dat spre soluționare de către părțile la acest acord, indiferent dacă procedura arbitrală se desfășoară în baza legii române ori în baza unei alte legi.

Art. 294 Fapte săvârșite de către funcționari străini sau în legătură cu aceștia

Prevederile prezentului capitol se aplică în privința următoarelor persoane, dacă, prin tratatele internaționale la care România este parte, nu se dispune altfel:

- a) funcționarilor sau persoanelor care își desfășoară activitatea pe baza unui contract de muncă ori altor persoane care exercită atribuții similare în cadrul unei organizații publice internaționale la care România este parte;
- b) membrilor adunărilor parlamentare ale organizațiilor internaționale la care România este parte;
- c) funcționarilor sau persoanelor care își desfășoară activitatea pe baza unui contract de muncă ori altor persoane care exercită atribuții similare, în cadrul Uniunii Europene;
- d) persoanelor care exercită funcții juridice în cadrul instanțelor internaționale a căror competență este acceptată de România, precum și funcționarilor de la grefele acestor instanțe;
- e) funcționarilor unui stat străin;
- f) membrilor adunărilor parlamentare sau administrative ale unui stat străin.
- g) juraților din cadrul unor instanțe străine.

Art. 295 Delapidarea

- (1) Însușirea, folosirea sau traficarea de către un funcționar public, în interesul său ori pentru altul, de bani, valori sau alte bunuri pe care le gestionează sau le administrează se pedepsește cu închisoarea de la 2 la 7 ani și interzicerea exercitării dreptului de a ocupa o funcție publică.
- (2) Tentativa se pedepsește.

Art. 296 Purtarea abuzivă

- (1) Întrebuițarea de expresii jignitoare față de o persoană de către cel aflat în exercitarea atribuțiilor de serviciu se pedepsește cu închisoare de la o lună la 6 luni sau cu amendă.
- (2) Amenințarea ori lovirea sau alte violențe săvârșite în condițiile alin. (1) se sanctionează cu pedeapsa prevăzută de lege pentru acea infracțiune, ale cărei limite speciale se majorează cu o treime.

Art. 297 Abuzul în serviciu

- (1) Fapta funcționarului public care, în exercitarea atribuțiilor de serviciu, nu îndeplinește un act sau îl îndeplinește în mod defectuos și prin aceasta cauzează o pagubă ori o vătămare a drepturilor sau intereselor legitime ale unei persoane fizice sau ale unei persoane juridice se pedepsește cu închisoarea de la 2 la 7 ani și interzicerea exercitării dreptului de a ocupa o funcție publică.
- (2) Cu aceeași pedeapsă se sanctionează și fapta funcționarului public care, în exercitarea atribuțiilor de serviciu, îngrădește exercitarea unui drept al unei persoane ori creează pentru aceasta o situație de inferioritate pe temei de rasă, naționalitate, origine etnică, limbă, religie, sex, orientare sexuală, apartenență politică, avere, vârstă, dizabilitate, boală cronică necontagioasă sau infecție HIV/SIDA.

Art. 299 Folosirea abuzivă a funcției în scop sexual

- (1) Fapta funcționarului public care, în scopul de a îndeplini, a nu îndeplini, a urgența ori a întârzia îndeplinirea unui act privitor la îndatoririle sale de serviciu sau în scopul de a face un act contrar acestor îndatoriri, pretinde ori obține favoruri de natură sexuală de la o persoană interesată direct sau indirect de efectele acelui act de serviciu se pedepsește cu închisoarea de la 6 luni la 3 ani și interzicerea exercitării dreptului de a ocupa o funcție publică sau de a exercita profesia ori activitatea în executarea căreia a săvârșit fapta.
- (2) Pretinderea sau obținerea de favoruri de natură sexuală de către un funcționar public care se prevalează sau profită de o situație de autoritate ori de superioritate asupra victimei, ce decurge din funcția deținută, se pedepsește cu închisoare de la 3 luni la 2 ani sau cu amendă și interzicerea exercitării dreptului de a ocupa o funcție publică sau de a exercita profesia sau activitatea în executarea căreia a săvârșit fapta.

Art. 300 Uzurparea funcției

Fapta funcționarului public care, în timpul serviciului, îndeplinește un act ce nu intră în atribuțiile sale, dacă prin aceasta s-a produs una dintre urmările prevăzute în art. 297, se pedepsește cu închisoare de la unu la 5 ani sau cu amendă.

Art. 301 Folosirea funcției pentru favorizarea unor persoane

- (1) Fapta funcționarului public care, în exercitarea atribuțiilor de serviciu, a îndeplinit un act prin care s-a obținut un folos patrimonial pentru sine, pentru soțul său, pentru o rudă ori un afin până la gradul II inclusiv se pedepsește cu închisoarea de la unu la 5 ani și interzicerea exercitării dreptului de a ocupa o funcție publică pe o perioadă de 3 ani.
- (2) Dispozițiile alin. (1) nu se aplică în cazurile în care actul sau decizia se referă la următoarele situații:
 - a) emiterea, aprobarea sau adoptarea actelor normative;
 - b) exercitarea unui drept recunoscut de lege sau în îndeplinirea unei obligații impuse de lege, cu respectarea condițiilor și limitelor prevăzute de aceasta.

Art. 302 Violarea secretului corespondenței

- (1) Deschiderea, sustragerea, distrugerea sau reținerea, fără drept, a unei corespondențe adresate altuia, precum și divulgarea fără drept a conținutului unei asemenea corespondențe, chiar atunci când aceasta a fost trimisă deschisă ori a fost deschisă din greșală, se pedepsesc cu închisoare de la 3 luni la un an sau cu amendă.
- (2) Interceptarea, fără drept, a unei convorbiri sau a unei comunicări efectuate prin telefon sau prin orice mijloc electronic de comunicații se pedepsește cu închisoare de la 6 luni la 3 ani sau cu amendă.
- (3) Dacă faptele prevăzute în alin. (1) și alin. (2) au fost săvârșite de un funcționar public care are obligația legală de a respecta secretul profesional și confidențialitatea informațiilor la care are acces, pedeapsa este închisoarea de la unu la 5 ani și interzicerea unor drepturi.
- (4) Divulgarea, difuzarea, prezentarea sau transmiterea, către o altă persoană sau către public, fără drept, a conținutului unei convorbiri sau comunicări interceptate, chiar în cazul în care făptuitorul a luat cunoștință de aceasta din greșală sau din întâmplare, se pedepsește cu închisoare de la 3 luni la 2 ani sau cu amendă.
- (5) Nu constituie infracțiune fapta săvârșită:
 - c) dacă făptuitorul surprinde săvârșirea unei infracțiuni sau contribuie la dovedirea săvârșirii unei infracțiuni;

- d) dacă surprinde fapte de interes public, care au semnificație pentru viața comunității și a căror divulgare prezintă avantaje publice mai mari decât prejudiciul produs persoanei vătămate.
- (6) Deținerea sau confectionarea, fără drept, de mijloace specifice de interceptare ori de înregistrare a comunicațiilor se pedepsește cu închisoare de la 3 luni la 2 ani sau cu amendă.
- (7) Pentru faptele prevăzute la alin. (1), acțiunea penală se pune în mișcare la plângerea prealabilă a persoanei vătămate.

Art. 303 Divulgarea informațiilor secrete de stat

- (1) Divulgarea, fără drept, a unor informații secrete de stat, de către cel care le cunoaște datorită atribuțiilor de serviciu, dacă prin aceasta sunt afectate interesele unei persoane juridice dintre cele prevăzute în art. 176, se pedepsește cu închisoarea de la 2 la 7 ani și interzicerea exercitării unor drepturi.
- (2) Deținerea, fără drept, în afara îndatoririlor de serviciu, a unui document ce conține informații secrete de stat, dacă poate afecta activitatea uneia dintre persoanele juridice prevăzute în art. 176, se pedepsește cu închisoare de la 3 luni la 2 ani sau cu amendă.
- (3) Persoana care deține un document ce conține informații secrete de stat, care poate afecta activitatea uneia dintre persoanele juridice prevăzute în art. 176, nu se pedepsește dacă predă de îndată documentul la organul sau instituția emitentă.

Art. 304 Divulgarea informațiilor secrete de serviciu sau nepublice

- (1) Divulgarea, fără drept, a unor informații secrete de serviciu sau care nu sunt destinate publicitatii, de către cel care le cunoaște datorită atribuțiilor de serviciu, dacă prin aceasta sunt afectate interesele sau activitatea unei persoane, se pedepsește cu închisoare de la 3 luni la 3 ani sau cu amendă.
- (2) Divulgarea, fără drept, a unor informații secrete de serviciu sau care nu sunt destinate publicitatii, de către cel care ia cunoștință de acestea, se pedepsește cu închisoare de la o lună la un an sau cu amendă.
- (3) Dacă, urmare a faptei prevăzute în alin. (1) și alin. (2), s-a săvârșit o infracțiune împotriva investigatorului sub acoperire, a martorului protejat sau a persoanei incluse în Programul de protecție a martorilor, pedeapsa este închisoarea de la 2 la 7 ani, iar dacă s-a comis cu intenție o infracțiune contra vieții, pedeapsa este închisoarea de la 5 la 12 ani.

Art. 306 Obținerea ilegală de fonduri

- (1) Folosirea ori prezentarea de documente sau date false, inexakte ori incomplete, pentru primirea aprobărilor sau garanțiilor necesare acordării finanțărilor obținute sau garantate din fonduri publice, dacă are ca rezultat obținerea pe nedrept a acestor fonduri, se pedepsește cu închisoarea de la 2 la 7 ani.
- (2) Tentativa se pedepsește.

Art. 307 Deturnarea de fonduri

- (1) Schimbarea destinației fondurilor bănești ori a resurselor materiale alocate unei autorități publice sau instituții publice, fără respectarea prevederilor legale, se pedepsește cu închisoarea de la unu la 5 ani.
- (2) Cu aceeași pedeapsă se sancționează și schimbarea, fără respectarea prevederilor legale, a destinației fondurilor provenite din finanțările obținute sau garantate din fonduri publice.
- (3) Tentativa se pedepsește.

Art. 308 Infracțiuni de corupție și de serviciu comise de alte persoane

- (1) Dispozițiile art. 289-292, 295, 297-300 și art. 304 privitoare la funcționarii publici se aplică în mod corespunzător și faptelor săvârșite de către sau în legătură cu persoanele care exercită, permanent ori temporar, cu sau fără o remunerație, o însărcinare de orice natură în serviciul unei persoane fizice prevăzute la art. 175 alin. (2) ori în cadrul oricărei persoane juridice.
- (2) În acest caz, limitele speciale ale pedepsei se reduc cu o treime.

Art. 309 Faptele care au produs consecințe deosebit de grave

Dacă faptele prevăzute în art. 295, art. 297, art. 298, art. 300, art. 303, art. 304, art. 306 sau art. 307 au produs consecințe deosebit de grave, limitele speciale ale pedepsei prevăzute de lege se majorează cu jumătate.

Art. 367. Constituirea unui grup infracțional organizat

- (1) Inițierea sau constituirea unui grup infracțional organizat, aderarea sau sprijinirea, sub orice formă, a unui astfel de grup se pedepsește cu închisoarea de la unu la 5 ani și interzicerea exercitării unor drepturi.
- (2) Când infracțiunea care intră în scopul grupului infracțional organizat este sancționată de lege cu pedeapsa detenției pe viață sau cu închisoarea mai mare de 10 ani, pedeapsa este închisoarea de la 3 la 10 ani și interzicerea exercitării unor drepturi.
- (3) Dacă faptele prevăzute în alin. (1) și alin. (2) au fost urmate de săvârșirea unei infracțiuni, se aplică regulile privind concursul de infracțiuni.
- (4) Nu se pedepsesc persoanele care au comis faptele prevăzute în alin. (1) și alin. (2), dacă denunță autorităților grupul infracțional organizat, înainte ca acesta să fi fost descoperit și să se fi început săvârșirea vreunei dintre infracțiunile care intră în scopul grupului.
- (5) Dacă persoana care a săvârșit una dintre faptele prevăzute în alin. (1) - (3) înlănușește, în cursul urmăririi penale, aflarea adevărului și tragerea la răspundere penală a unuia sau mai mulțor membri ai unui grup infracțional organizat, limitele speciale ale pedepsei se reduc la jumătate.

- (6) Prin grup infracțional organizat se înțelege grupul structurat, format din trei sau mai multe persoane, constituit pentru o anumită perioadă de timp și pentru a acționa în mod coordonat în scopul comiterii uneia sau mai multor infracțiuni.

Textele din Codul de procedură penală

Art.139 – Supravegherea tehnică

(...) (2) Supravegherea tehnică se poate dispune în cazul infracțiunilor contra securității naționale prevăzute de Codul penal și de legi speciale, precum și în cazul infracțiunilor de trafic de droguri, de efectuare de operațiuni ilegale cu precursori sau cu alte produse susceptibile de a avea efecte psihooactive, infracțiunilor privind nerespectarea regimului armelor, munițiilor, materialelor nucleare, al materiilor explozive și al precursorilor de explozivi restricționați, de trafic și exploatarea persoanelor vulnerabile, acte de terorism, de spălare a banilor, de falsificare de monede, timbre sau de alte valori, de falsificare de instrumente de plată electronică, în cazul infracțiunilor care se săvârșesc prin sisteme informaticе sau mijloace de comunicare electronică, contra patrimoniului, de șantaj, de viol, de lipsire de libertate în mod ilegal, de evaziune fiscală, în cazul infracțiunilor de corupție și al infracțiunilor asimilate infracțiunilor de corupție, infracțiunilor împotriva intereselor financiare ale Uniunii Europene ori în cazul altor infracțiuni pentru care legea prevede pedeapsa închisorii de 5 ani sau mai mare. (...)

(4) Raportul dintre avocat și persoana pe care o assistă sau o reprezintă nu poate forma obiectul supravegherii tehnice decât dacă există date că avocatul săvârșește ori pregătește săvârșirea unei infracțiuni dintre cele prevăzute la [alin. \(2\)](#). Dacă pe parcursul sau după executarea măsurii rezultă că activitățile de supraveghere tehnică au vizat și raporturile dintre avocat și suspectul ori inculpatul pe care acesta îl apără, probele obținute nu pot fi folosite în cadrul niciunui proces penal, urmând a fi distruse, de îndată, de către procuror. Judecătorul care a dispus măsura este informat, de îndată, de către procuror. Atunci când apreciază necesar, judecătorul dispune informarea avocatului.(...)

Art.151 – Livrarea supravegheată

(1) Livrarea supravegheată poate fi autorizată, prin ordonanță, de către procurorul care supraveghează sau efectuează urmărirea penală, la solicitarea instituțiilor sau organelor competente, cu sau fără sustragerea ori substituirea totală sau parțială a bunurilor care fac obiectul livrării.

(2) Livrarea supravegheată poate fi autorizată numai în următoarele cazuri:

- a) dacă descoperirea sau arestarea persoanelor implicate în transportul ilegal de droguri, arme, obiecte furate, materiale explozive și precursori de explozivi restricționați, nucleare, alte materiale radioactive, sume de bani și alte obiecte care rezultă din activități ilicite ori obiecte utilizate în scopul comiterii de infracțiuni nu ar putea fi făcută în alt mod sau ar presupune dificultăți deosebite ce ar prejudicia ancheta ori un pericol pentru siguranța persoanelor sau a unor bunuri de valoare; (...)

Art.152 - Obținerea datelor de trafic și de localizare prelucrate de către furnizorii de rețele publice de comunicații electronice ori furnizorii de servicii de comunicații electronice destinate publicului

- (1) Organele de urmărire penală, cu autorizarea prealabilă a judecătorului de drepturi și libertăți, pot solicita date de trafic și localizare prelucrate de către furnizorii de rețele publice de comunicații electronice ori furnizorii de servicii de comunicații electronice destinate publicului dacă sunt îndeplinite, cumulativ, următoarele condiții:
- a) există o suspiciune rezonabilă cu privire la săvârșirea unei infracțiuni dintre cele prevăzute la art. 139 alin. (2) sau a unei infracțiuni de concurență neloială, de evadare, de fals în înscrisuri, infracțiuni privind nerespectarea regimului armelor, munițiilor, materialelor nucleare, al materiilor explozive și al precursorilor de explozivi restricționați, a unei infracțiuni privind nerespectarea dispozițiilor privind introducerea în țară de deșeuri și reziduuri, a unei infracțiuni privind organizarea și exploatarea jocurilor de noroc ori a unei infracțiuni privind regimul juridic al precursorilor de droguri, și infracțiuni referitoare la operațiuni cu produse susceptibile de a avea efecte psihooactive asemănătoare celor determinate de substanțele și produsele stupefiantă sau psihotrope; (...)

Art.306 – Obligațiile organelor de urmărire penală

(...) (6) Secretul bancar și cel profesional, cu excepția secretului profesional al avocatului, nu sunt opozabile procurorului, după începerea urmăririi penale.

SLOVENIA

Articles EPPO Regulation	Competent national authorities
5(6), 28(1)–(2)/(4), 31(4), 91(6)	<p>Republic of Slovenia Ministry of the Interior POLICE Štefanova 2 1501 Ljubljana</p> <p>Based on their jurisdiction the police authorities may be:</p> <ul style="list-style-type: none"> - GENERAL POLICE DIRECTORATE <ul style="list-style-type: none"> Criminal Police Directorate National Bureau of Investigation - Police Directorate Celje - Police Directorate Koper - Police Directorate Kranj - Police Directorate Ljubljana - Police Directorate Maribor - Police Directorate Murska Sobota - Police Directorate Nova Gorica - Police Directorate Novo mesto <p>Please note that there is also a possibility to form a so-called specialized investigation team, which consists of representatives of other state bodies and institutions (such as institutions in the field of taxes, customs, financial operations, securities, protection of competition, prevention of money laundering, prevention of corruption, illicit drugs and inspection supervision). Such team is supervised and instructed by the state prosecutor (can be also European Delegated Prosecutor in EPPO related matters; article 160.a of the Criminal Procedure Act).</p>
10(3)(d), 24(2)–(3), 25(1) to (5), 26(7), 27(2) to (8), 34(1) to (3)/(5) to (7)	<ul style="list-style-type: none"> - Specialised State Prosecutor's Office of the Republic of Slovenia <ul style="list-style-type: none"> Trg OF 13 1000 Ljubljana - District State Prosecutor's Office Celje - District State Prosecutor's Office Koper - District State Prosecutor's Office Kranj - District State Prosecutor's Office Krško - District State Prosecutor's Office Ljubljana - District State Prosecutor's Office Maribor - District State Prosecutor's Office Murska Sobota - District State Prosecutor's Office Nova Gorica - District State Prosecutor's Office Novo mesto - District State Prosecutor's Office Ptuj - District State Prosecutor's Office Slovenj Gradec

24(1)	All state authorities and organisations with public authority shall be obliged to report criminal offences which are prosecutable <i>ex officio</i> if they have been informed of them or if they have been brought to their notice in some other way (Art. 145 (1) of the Criminal Procedure Act /ZKP/).
24(8)	<ul style="list-style-type: none"> - Specialised State Prosecutor's Office of the Republic of Slovenia Trg OF 13 1000 Ljubljana - District State Prosecutor's Office Celje - District State Prosecutor's Office Koper - District State Prosecutor's Office Kranj - District State Prosecutor's Office Krško - District State Prosecutor's Office Ljubljana - District State Prosecutor's Office Maribor - District State Prosecutor's Office Murska Sobota - District State Prosecutor's Office Nova Gorica - District State Prosecutor's Office Novo mesto - District State Prosecutor's Office Ptuj - District State Prosecutor's Office Slovenj Gradec
25(6) (cross-referenced in Art. 39(3))	In the cases referred to in paragraphs two and three of Article 22 and Article 25 of Regulation 2017/1939/EU, a decision on conflict of jurisdiction between the state prosecutor's office and the European Public Prosecutor's Office shall be rendered by the State Prosecutor General (Art. 71e of the State Prosecution Service Act /ZDT-1/).
33(2)	<p>The national court conducting criminal proceedings, or the national court having jurisdiction for executing a sentence, shall issue a warrant on the form provided by Annex 1 of this Act (Art. 42 (1) of the Cooperation in Criminal Matters with the Member States of the European Union Act /ZSKZDČEU-1/).</p> <p>There are 44 local courts (<i>okrajno sodišče</i>) and 11 district courts (<i>okrožno sodišče</i>) in Slovenia:</p> <p>Okrožno sodišče v Celju</p> <ul style="list-style-type: none"> • Okrajno sodišče v Celju • Okrajno sodišče v Šmarju pri Jelšah • Okrajno sodišče v Slovenskih Konjicah • Okrajno sodišče v Velenju • Okrajno sodišče v Žalcu • Okrajno sodišče v Šentjurju <p>Okrožno sodišče v Kopru</p> <ul style="list-style-type: none"> • Okrajno sodišče v Kopru • Okrajno sodišče v Ilirske Bistrici • Okrajno sodišče v Piranu • Okrajno sodišče v Postojni • Okrajno sodišče v Sežani

	<p>Okrožno sodišče v Novi Gorici</p> <ul style="list-style-type: none"> • Okrajno sodišče v Novi Gorici • Okrajno sodišče v Ajdovščini • Okrajno sodišče v Idriji • Okrajno sodišče v Tolminu <p>Okrožno sodišče v Kranju</p> <ul style="list-style-type: none"> • Okrajno sodišče v Kranju • Okrajno sodišče na Jesenicah • Okrajno sodišče v Radovljici • Okrajno sodišče v Škofji Loki <p>Okrožno sodišče v Krškem</p> <ul style="list-style-type: none"> • Okrajno sodišče v Krškem • Okrajno sodišče v Brežicah • Okrajno sodišče v Sevnici <p>Okrožno sodišče v Ljubljani</p> <ul style="list-style-type: none"> • Okrajno sodišče v Ljubljani • Okrajno sodišče v Domžalah • Okrajno sodišče v Grosupljem • Okrajno sodišče v Kamniku • Okrajno sodišče v Kočevju • Okrajno sodišče v Cerknici • Okrajno sodišče v Trbovljah • Okrajno sodišče na Vrhniki • Okrajno sodišče v Litiji <p>Okrožno sodišče v Novem mestu</p> <ul style="list-style-type: none"> • Okrajno sodišče v Novem mestu • Okrajno sodišče v Črnomlju • Okrajno sodišče v Trebnjem <p>Okrožno sodišče v Mariboru</p> <ul style="list-style-type: none"> • Okrajno sodišče v Mariboru • Okrajno sodišče v Lenartu • Okrajno sodišče v Slovenski Bistrici <p>Okrožno sodišče v Murski Soboti</p> <ul style="list-style-type: none"> • Okrajno sodišče v Murski Soboti • Okrajno sodišče v Gornji Radgoni • Okrajno sodišče v Lendavi • Okrajno sodišče v Ljutomeru <p>Okrožno sodišče na Ptaju</p> <ul style="list-style-type: none"> • Okrajno sodišče na Ptaju • Okrajno sodišče v Ormožu <p>Okrožno sodišče v Slovenj Gradcu</p> <ul style="list-style-type: none"> • Okrajno sodišče v Slovenj Gradcu
--	---

36(6)	<p>The national authorities that are to be notified about the decision to prosecute:</p> <ul style="list-style-type: none"> - the police authority that filed a report to the EPPO, - other national authorities that received directions by the prosecutor to conduct certain activity regarding the case, - the competent court when the decision is related to other proceedings before the court (temporary measure securing a claim for the confiscation of proceeds, pre-trial detention, proceedings aimed at forfeiture of assets of illegal origin etc.).
39(4)	<p>The national authorities that are to be officially notified when dismissing a case:</p> <ul style="list-style-type: none"> - the police authority that filed a report to the EPPO, - other national authorities that received directions by the prosecutor to conduct certain activity regarding the case, - in cases the covert measures (Art. 153 (4) of the Criminal Procedure Act), the pre-trial detention and/or the securing of a claim for the confiscation of proceeds were ordered (Art. 206 and Art. 502c (3) of the Criminal Procedure Act): the court of law (investigating judge), - if the proceedings before the court are ongoing, the competent court is informed about the withdrawal of the indictment, - when the act of the perpetrator does not constitute a criminal offence but a misdemeanour: the national authority competent for the misdemeanour procedure.
96(6)	<p>Specialised State Prosecutor's Office of the Republic of Slovenia Trg OF 13 1000 Ljubljana</p>
104(7)	<p>If criminal proceedings are pending in the Republic of Slovenia against a person who resides in a foreign country, or if that person has been punished by a domestic court, the minister responsible for justice may file a request for his or her extradition (Art. 534 (1) of the Criminal Procedure Act /ZKP/). Bilateral or multilateral agreements may provide different rules of the extradition request procedure.</p> <p>The EAW provisions apply <i>mutatis mutandis</i> to the surrender procedure between the Republic of Slovenia, the Republic of Iceland and the Kingdom of Norway, pursuant to the Agreement between the European Union and the Republic of Iceland and the Kingdom of Norway on the surrender procedure between the Member States of the European Union and Iceland and Norway.</p>

SPAIN

NOTIFICACIONES FORMULADAS POR ESPAÑA EN RELACIÓN CON EL ARTÍCULO 117 DEL REGLAMENTO (UE) 2017/1939 POR EL QUE SE ESTABLECE UNA COOPERACIÓN REFORZADA PARA LA CREACIÓN DE LA FISCALÍA EUROPEA.

I. Autoridades competentes a efectos de la aplicación del Reglamento 2017/1939.

Articles EPPO Regulation	Competent national authorities
5(6), 28(1)–(2)/(4), 31(4), 91(6)	Las unidades adscritas de policía de los Fiscales Europeos Delegados, en su caso, cualquier otra unidad de policía judicial, los cuerpos especializados de la Agencia Estatal de Administración Tributaria y de la Intervención General de la Administración del Estado y los Juzgados Centrales de Instrucción de la Audiencia Nacional.
10(3)(d), 24(2)–(3), 25(1) to (5), 26(7), 27(2) to (8), 34(1) to (3)/(5) to (7)	Cualquier Juzgado de Instrucción (incluidos los Juzgados Centrales de Instrucción de la Audiencia Nacional) respecto de las Diligencias Previas o sumarios y cualquier Fiscalía respecto de las Diligencias de Investigación.
24(1)	Todos los órganos judiciales y fiscales nacionales, cualquier otra autoridad de carácter nacional autonómico o local (Ayuntamientos y Comunidades Autónomas), la Agencia Estatal de Administración Tributaria y la Intervención General de la Administración del Estado.
24(8)	Los Juzgados Centrales de Instrucción de la Audiencia Nacional y la Fiscalía General del Estado (Fiscalía Especial contra la Corrupción y el Crimen Organizado), cualquier Juzgado de Instrucción que pudiera ser competente (por ejemplo, en caso de delitos de contrabando). El proyecto de Ley Orgánica por la que se adapta el ordenamiento nacional al Reglamento (EU) 2017/1939 del Consejo, de 12 de octubre de 2017, por el que se establece una cooperación reforzada para la creación de la Fiscalía Europea, prevé que se informe a la Fiscalía General del Estado (artículo 13. 3. 1º).

<p>25(6) (cross-referenced in Art. 39(3))</p>	<p>El artículo 9 del proyecto antes citado regula las cuestiones de competencia.</p> <p><i>1. En caso de discrepancias entre la Fiscalía Europea y la Fiscalía nacional sobre si el comportamiento constitutivo de delito está comprendido en el ámbito de aplicación del artículo 22, apartados 2 o 3, o del artículo 25, apartados 2 o 3, del Reglamento decidirá la persona titular de la Fiscalía General del Estado en los términos previstos en el Estatuto Orgánico del Ministerio Fiscal.</i></p> <p><i>2. Si las discrepancias a las que se refiere el apartado anterior se suscitaran entre la Fiscalía Europea y un juzgado de instrucción que ya estuviera conociendo, se tramitará como una cuestión de competencia cuya resolución corresponde a la Sala de lo Penal del Tribunal Supremo, previo informe del Ministerio Fiscal.</i></p> <p><i>3. Las disposiciones anteriores se entienden sin perjuicio de lo dispuesto en la Ley de Enjuiciamiento Criminal para el juicio oral y en el artículo 42.2 c) del Reglamento en materia de interpretación de los artículos 22 y 25 del mismo.</i></p> <p>Se introduce también un nuevo artículo 21 bis en la Ley 50/1981, de 30 de diciembre, por la que se regula el Estatuto Orgánico del Ministerio Fiscal con la siguiente redacción:</p> <p><i>“En caso de discrepancias entre la Fiscalía Europea y la Fiscalía española sobre las atribuciones a las que se refiere el artículo 25.6 del Reglamento (UE) 2017/1939 del Consejo, de 12 de octubre de 2017, decidirá definitivamente la persona titular de la Fiscalía General del Estado tras oír a la Junta de Fiscales de Sala, en los términos previstos en el artículo 15 del Estatuto Orgánico del Ministerio Fiscal.”</i></p>
<p>33(2)</p>	<p>Los Juzgados de Instrucción o de lo Penal competentes.</p> <p>En el citado proyecto se atribuye esta facultad a los Fiscales Europeos Delegados.</p>
<p>36(6)</p>	<p>La Agencia Estatal de Administración Tributaria y la Intervención General de la Administración del Estado.</p>
<p>39(4)</p>	<p>Los Juzgados Centrales de Instrucción, la Fiscalía General del Estado (Fiscalía Especial contra la Corrupción y el Crimen Organizado), la Agencia Estatal de Administración Tributaria y la Intervención General de la Administración del Estado.</p>

96(6)	<p>Fundamentalmente, el Ministerio de Justicia.</p> <p>En relación con las unidades adscritas, el Ministerio de Interior, la Agencia Estatal de Administración Tributaria y la Intervención General del Estado, mediante Convenios de colaboración.</p>
104(7)	<p>La petición de extradición se hará en forma de suplicatorio (artículos 831 a 833 del Real Decreto de 14 de septiembre de 1882 por el que se aprueba la Ley de Enjuiciamiento Criminal).</p> <p>De conformidad con la cláusula de interpretación del proyecto antes citado, la Disposición adicional primera (<i>Referencias normativas</i>): “<i>Las referencias contenidas en la Ley de Enjuiciamiento Criminal y en el resto del ordenamiento jurídico a la autoridad judicial o al Ministerio Fiscal, se entenderán realizadas a la Fiscalía Europea respecto de todas aquellas funciones que le atribuye el Reglamento (UE) 2017/1939 del Consejo, de 12 de octubre de 2017.</i></p>

II. Lista exhaustiva de las disposiciones nacionales sustantivas de Derecho penal que se aplican a los delitos definidos en la Directiva (UE) 2017/1371 y demás legislación nacional pertinente.

- En el proyecto de Ley Orgánica por la que se adapta el ordenamiento nacional al Reglamento (EU) 2017/1939 del Consejo, de 12 de octubre de 2017, por el que se establece una cooperación reforzada para la creación de la Fiscalía Europea se hace una remisión a las infracciones a las que se refieren los artículos **4, 22, 23 y 25 del Reglamento, que son los tipificados en la Directiva PIF, “con independencia de la concreta calificación jurídica que se otorgue a los mismos”**, para evitar que una determinada calificación jurídica como consecuencia de las reglas concursales, o de otra concreta subsunción legal, pudiera impedir conocer de los hechos a la Fiscalía Europea de los que puede resultar competente cfr. la Directiva PIF (ej. administración desleal o apropiación indebida en relación con la malversación).
- A continuación, se enumeran los **artículos de Código Penal** en los que se tipifican los delitos de la Directiva (UE) 2017/1371:
 - **Parte general:** artículos aplicables a todos los tipos, en particular se señalan: **arts. 24** (funcionario público), **arts. 15 y siguientes** (grados de ejecución) **arts. 27 a 31 ter, art. 33** (autoría y responsabilidad de personas jurídicas) y art. **127** (comiso).
 - **Parte especial:** tipos concretos: art. **252, art. 253** (administración desleal, apropiación indebida (**301 y ss (blanqueo), 305, 305 bis, 306 y 308** (fraude en ingresos y gastos relacionados con los fondos de la UE)), **arts. 419 a 429** (cohecho), **art. 432, art. 435, 435 bis, art. 445, art. 570 bis**.

- La Ley Orgánica 12/1995, de 12 de diciembre, de Represión del Contrabando.
 - En cualquier caso, de conformidad con el Reglamento y la ley de adaptación, la competencia se extenderá, en los términos previstos en el Reglamento, a los **delitos indisociablemente vinculados de conformidad con el Reglamento (por ejemplo, falsedades, art. 390 y siguientes del Código Penal)**.
-